



La coopération sino-africaine en matière d'investissement: Un nouvel élan à l'industrialisation en Afrique

2024 Investissements de la Chine en Afrique

CHINA-AFRICA BUSINESS COUNCIL

China-Africa Business Council

3rd Floor, Building 27, ABP Block 18, No. 188 S4th Ring W Rd, Fengtai District, Beijing, P.R.China 100070

Web: <http://en.cabc.org.cn>

Email: research@cabc.org.cn

Tel: 0086 010 6416 9865

Ce rapport est un travail du personnel du China-Africa Business Council avec des contributions externes. Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les points de vue du China-Africa Business Council, des membres de son conseil d'administration ou du gouvernement chinois. Cependant, il peut y avoir des domaines qui nécessitent une vérification plus approfondie. En cas de divergences d'interprétation liées à la traduction, il est recommandé de se reporter à la version originale. Nous saluons et apprécions toute correction dans le rapport.

Vous pouvez citer, télécharger ou imprimer ce manuscrit pour un usage personnel, et vous pouvez inclure des passages de cette publication dans vos propres documents, blogs, sites Web et autres supports. Veuillez identifier la source comme étant China-Africa Business Council.

Table des Matières

Préface	I
Abréviation	III
Résumé exécutif	V
Chapitre 1 Réalisations et perspectives des investissements des entreprises chinoises en Afrique	1
1.1 Les investissements approfondis et diversifiés	1
1.1.1 Croissance régulière de la coopération en matière d'investissement.....	1
1.1.2 Mise en œuvre de projets d'investissement.....	2
1.1.3 Expansion des domaines d'investissement.....	5
1.2 Analyse et prévision des investissements des entreprises chinoises en Afrique et de l'attraction des investissements étrangers en Afrique	6
1.2.1 Sélection du modèle et configuration de base de l'analyse.....	6
1.2.2 Modélisation des données et analyse de l'efficacité du modèle prédictif.....	8
1.2.3 Analyse prédictive des investissements en Afrique par les entreprises chinoises et de l'absorption des investissements par les pays africains.....	9
1.3 L'industrialisation en Afrique promue par les entreprises chinoises présente trois caractéristiques	14
1.3.1 Les investissements dans les infrastructures consolident la base de l'industrialisation.....	15
1.3.2 Les investissements orientés vers le marché permettent d'améliorer le système industriel local.....	16
1.3.3 Les investissements dans les nouveaux domaines favorisent la transformation et la mise à niveau des industries, ainsi que l'amélioration de leur qualité et leur rentabilité.....	16
Chapitre 2 Contribuer à l'industrialisation en Afrique : mécanismes, moteurs et innovations de la coopération industrielle sino-africaine	19
2.1 Mécanismes et voies de la coopération industrielle sino-africaine	19
2.1.1 Mécanisme de coopération innovante.....	19
2.1.2 Promouvoir les investissements dans l'économie et le commerce.....	21
2.1.3 Amélioration des infrastructures.....	23

2.1.4 Formation de talents dans l'industrie	24
2.2 Complémentarité et forces motrices de la coopération industrielle sino-africaine	26
2.2.1 L'industrie et la structure	26
2.2.2 Les ressources et le marché	27
2.2.3 Les connaissances et technologie	29
2.3 Innovation dans la coopération industrielle sino-africaine au contexte des forces productives de nouvelle qualité	30
2.3.1 Orienter la transformation industrielle par l'innovation conjointe dans les technologies	31
2.3.2 Promouvoir la mise à niveau industrielle par l'innovation dans l'économie numérique	33
2.3.3 Améliorer le rendement des investissements par l'innovation dans la coopération financière	34
Chapitre 3 Catalyser l'industrialisation en Afrique grâce à une coopération ciblée avec la Chine en matière d'investissement	39
3.1 Place de l'Afrique dans la chaîne de valeur mondiale : défis et opportunités	39
3.1.1 Le secteur manufacturier en Afrique et ses opportunités	39
3.1.2 Importance de l'industrie manufacturière dans la transformation économique de l'Afrique	41
3.2 Secteurs et industries émergents en Afrique et implications pour les investissements futurs	43
3.2.1 Les secteurs émergents africains et leur impact sur l'industrialisation du continent	43
3.2.2 Analyse comparative des opportunités de production et d'investissement	64
3.3 Recommandations pour les parties prenantes chinoises afin de promouvoir l'industrialisation de l'Afrique	74
3.3.1 Exploiter les capacités complémentaires existantes pour créer des chaînes d'approvisionnement localisées	74
3.3.2 Anticiper et profiter de la demande et de la dynamique sur les marchés en Afrique	74
3.3.3 Entrée stratégique précoce dans les pôles émergents	74
3.3.4 Améliorer les infrastructures et la connectivité régionale	75

Chapitre 4 Trajectoires du climat des affaires en Afrique: dynamiques, défis et opportunités par région 77

4.1 Afrique de l'Ouest : Dynamisme et intégration à l'ère des réformes et des infrastructures modernes	78
4.1.1 Les prérequis politiques, économiques et infrastructurels	78
4.1.2 Gouvernance proactive et volontarisme : l'élan réformateur pour le climat des affaires	79
4.1.3 Facilité des affaires : enjeu de compétitivité et facteur de différenciation entre les pays	81
4.2 Afrique centrale : un nouveau souffle économique par l'intégration et l'harmonisation des politiques	83
4.2.1 Un potentiel économique considérable, mais une intégration perfectible	83
4.2.2 Efforts en faveur de l'amélioration du climat des affaires	84
4.3 Afrique australe : diversification économique et réformes audacieuses pour un environnement d'affaires compétitif	88
4.3.1 Evolutions économiques et infrastructurelles	88
4.3.2 Réformes structurelles et politiques d'incitation pour une attractivité économique renforcée	89
4.4 Afrique de l'Est : croissance inclusive, réformes ambitieuses et intégration régionale	91
4.4.1 Fondations économiques robustes et intégration régionale croissante	91
4.4.2 Un environnement des affaires en transformation	92
4.5 Afrique du Nord : transformation économique et réformes stratégiques pour un climat des affaires attractif	94
4.5.1 Conditions économiques favorables	95
4.5.2 Réformes pour la transparence et l'efficacité administrative	95
4.6 La Chine et l'Afrique : Un partenariat transformateur pour le climat des affaires dans le continent	98
4.6.1 Evolution des investissements directs étrangers chinois en Afrique	98
4.6.2 Initiatives chinoises structurantes pour le climat des affaires africain	99
4.6.3 Impact des investissements chinois sur le climat des affaires sur le continent	99
4.6.4 Perspectives d'avenir et nouvelles dynamiques	100

Chapitre 5 L'avenir de la coopération financière sino-africaine 103

5.1 Incitations et moteurs des investissements chinois en Afrique	103
5.1.1 Facteurs clés pour promouvoir l'industrialisation en Afrique	103

5.1.2 Les besoins urgents de l'Afrique à répondre à la crise alimentaire	104
5.1.3 Réduire le déficit commercial en Afrique	105
5.1.4 Les mesures efficaces de l'Afrique pour réduire le poids de la dette	106
5.1.5 Vision commune pour un marché africain intégré	106
5.2 Méthodes et directions de la coopération en matière d'investissement et de financement	108
5.2.1 Promouvoir l'industrialisation en Afrique	108
5.2.2 Soutenir la modernisation de l'agriculture en Afrique	109
5.2.3 Accroître les exportations de produits africains vers la Chine	111
5.2.4 Aider à la transition vers les énergies propres	113
5.3 Futur de la coopération sino-africaine en matière d'investissement et de financement	115
5.3.1 Défis rencontrés par la reprise économique en Afrique	115
5.3.2 Principes de la coopération sino-africaine en matière d'investissement et du financement	116
Conclusion	119
Annexe	121
Index	125
Information d'entreprises / Zones économiques	129
Bibliographie	131
Remerciements	135

Préface

En 2024, la coopération sino-africaine en matière d'économie, de commerce et d'investissement entrera dans une nouvelle phase de développement. Depuis le lancement en 2000 du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA), la coopération sino-africaine dans les domaines susmentionnés a réalisé des progrès remarquables, avec une croissance notable en termes de volume du commerce et des investissements entre les deux parties. Il est à noter que le rôle joué par la Chine dans le développement des infrastructures en Afrique est essentiel pour régler les problèmes critiques entravant depuis longtemps la valorisation du potentiel économique du continent. De même, les « Huit initiatives majeures » proposées par le Sommet de Beijing du FCSA (Beijing, septembre 2018), les « Neuf programmes » initiés par la 8e Conférence ministérielle du FCSA (Dakar, novembre 2021) et l'« Initiative de soutien à l'industrialisation en Afrique » lancée par le Dialogue des dirigeants chinois et africains (Johannesburg, août 2023) ont guidé et incité des entreprises chinoises compétitives à investir dans divers secteurs de production des pays africains, contribuant ainsi à l'augmentation de la productivité manufacturière locale en Afrique. En 2024, dans le contexte de la progression constante des réformes économiques nationales en Chine et dans les pays africains, ainsi que des changements continus dans l'environnement économique mondial, la nouvelle édition du FCSA se tiendra prochainement. La coopération sino-africaine en matière d'économie, de commerce et d'investissement entrera dans un nouveau cycle et s'étendra vers de nouveaux domaines ; la coopération sino-africaine obtiendra davantage de nouveaux résultats ; l'amitié sino-africaine se transmettra à la génération suivante, et apportera plus de bonheur aux peuples chinois et africains.

Au cours des trois dernières années, la coopération sino-africaine en matière d'économie, de commerce et d'investissement a débordé de vitalité et connu un développement continu. Les entreprises chinoises y ont joué un rôle primordial. Si l'épidémie de COVID-19 a constitué un défi à cette coopération, elle a néanmoins favorisé la transformation et la mise à niveau des investissements des entreprises chinoises en Afrique, ce qui a permis alors d'apporter des capitaux et des technologies au développement des industries émergentes en Afrique. Le développement des entreprises membres du China-Africa Business Council (CABC) montre qu'auparavant, les investissements des entreprises privées chinoises en Afrique étaient concentrés dans quatre secteurs – l'industrie manufacturière, les infrastructures, les parcs industriels et le commerce. Aujourd'hui, elles s'orientent vers de nouveaux domaines – la santé, le transport et la logistique, le commerce électronique et la transformation des produits agricoles.

Par ailleurs, les pays africains améliorent activement l'environnement des affaires local afin d'attirer davantage d'investissements chinois. L'expérience de la réforme et de l'ouverture de la Chine en matière d'attraction des investissements étrangers montre que le soutien actif du gouvernement aux investisseurs étrangers, la formation et la reconversion du personnel local, et la stabilisation progressive des marchés des changes et des taux de change sont de moyens efficaces pour améliorer l'environnement des affaires. L'objectif ultime est d'améliorer la compétitivité pour attirer les investissements étrangers. À cet égard, les gouvernements africains ont fait jouer au marché son rôle d'orientation, élaboré une série de politiques visant à attirer les investissements étrangers, et accéléré continuellement l'intégration des zones de libre-échange africaines. Au cours de ce processus, ils n'ont cessé d'améliorer l'efficacité des services gouvernementaux. Ces initiatives créeront un environnement plus favorable pour les investissements et le développement des entreprises chinoises en Afrique.

Une nouvelle édition du Sommet du FCSA se tiendra à Beijing cet automne. L'achèvement de la recherche et de la rédaction du rapport Investissements de la Chine en Afrique 2024 est très significatif et opportun avant cet événement historique important. Nous espérons que sa publication contribuera non seulement à promouvoir le déroulement pragmatique de la coopération sino-africaine en matière d'économie, de commerce et d'investissement, qui sur la base des réalités locales de l'Afrique, favorise le développement diversifié de l'économie africaine et renforce la capacité d'autodéveloppement de l'Afrique, mais aussi à créer une plateforme internationale d'échanges permettant de faire connaître et de montrer au monde entier les réalisations et le potentiel de la coopération entre les entreprises chinoises et africaines.



Ding Jianlin
président permanent du CABC
et PDG et directeur général
du Zhejiang Financial Assets
Exchange



Wu Yanmin
président du CABC et président
du groupe Wynca



Wang Jiandong
président permanent du
CABC et président du conseil
d'administration du Fang Tong
Zhou Holding

Abréviation

AAAM	Association africaine des constructeurs automobiles
AES	Alliance des États du Sahel
AFAP	Partenariat africain pour les engrais et l'agro-industrie
AIE	Agence internationale de l'énergie
APIEx	Agence pour la Promotion des Investissements et des Exportations
APIP	Agence de Promotion des Investissements Privés
APIX	Agence de Promotion des Investissements et des Grands Travaux
BAD	Banque africaine de développement
BE	Biens environnementaux
BEAC	Banque des États de l'Afrique Centrale
BITC	Botswana Investment and Trade Centre
CABC	China-Africa Business Council
CADFund	Fonds de développement Chine-Afrique
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CAETE	Exposition économique et commerciale Chine-Afrique
CCI	Centre du commerce international
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
BDC	Banque de développement de Chine
CEMAC	Central African Economic and Monetary Community
CFC	Casablanca Finance City
CGTN	China Global Television Network
CIRDI	Cour internationale d'arbitrage
DR	Development Reinimagined
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
FCSA	Forum sur la coopération sino-africaine
BIEC	Banque de développement de Chine
GER	Global Enterprise Registration
GIPC	Association Ghana Investment Promotion Centre
GSMA	Association Système mondial de communications mobiles
HIFU	High-Intensity Focused Ultrasound
ICBC	Banque industrielle et commerciale de Chine
IDE	Investissements directs étrangers
IPE	Indicateur de potentiel d'exportation
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables

IRP	Plan de ressources intégré
NIPC	Commission des investissements et de la promotion des entreprises (Nigeria)
OCDE	Organisation de commerce et de coopération économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OIT	Organisation internationale du travail
PEBEC	Presidential Enabling Business Environment Council
PIDA	Programme de développement des infrastructures en Afrique
PTF	Productivité Totale des Facteurs
REIPPPP	Programme d'approvisionnement en énergie renouvelable auprès des producteurs indépendants d'électricité
RIDMP	Regional Infrastructure Development Master Plan
SAJOREC	Centre de recherche conjoint Chine-Afrique
SAPP	Southern African Power Pool
TAAT	Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine
TBI	Traités Bilatéraux d'Investissement
TEC	Tarif Extérieur Commun
UA	Union africaine
UA-NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique de l'Union africaine
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
ZDA	Zambia Development Agency
ZLECAF	Zone de Libre-Échange Continentale Africaine



Résumé exécutif

L'industrialisation est la voie incontournable pour le développement économique d'un pays et, la croissance économique et les changements structurels induits par l'industrialisation sont des moteurs clés de la modernisation et du développement durable. L'accélération de l'industrialisation en Afrique a attiré une plus grande attention de toutes les parties à l'intérieur comme à l'extérieur du continent et s'est traduite en actes, générant une puissante synergie favorable à son industrialisation.

Ces dernières années, le volume des investissements chinois en Afrique a connu une croissance régulière, les domaines concernés par les investissements se sont élargis, et les projets d'investissement ont été mis en œuvre, reflétant le développement en profondeur et la diversification de la coopération économique et commerciale entre la Chine et l'Afrique. Cela a favorisé la croissance économique de l'Afrique et accéléré son industrialisation. Les entreprises chinoises sont engagées dans le système industriel africain grâce à des « investissements orientés vers le marché », à des « investissements dans les infrastructures » et à des « investissements dans de nouveaux domaines », poussent en avant l'industrialisation en Afrique, améliorant sa qualité et favorisant sa mise à niveau.

Par ailleurs, les deux parties sont fortement complémentaires en termes de structure industrielle et de marché de ressources. L'expérience des industries compétitives chinoises peut répondre aux besoins urgents des pays africains en matière d'industrialisation et de mise à niveau de la structure industrielle, et les aider à développer les capacités de production autonome, favorisant ainsi l'intégration profonde et la mise à niveau synergique des deux parties dans les chaînes industrielles mondiales. Grâce aux mécanismes et mesures tels que la mise en œuvre du FCSA et de l'initiative « la Ceinture et la Route », la création de zones pilotes de coopération économique et commerciale Chine-Afrique et l'organisation de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique, la Chine s'engage à promouvoir sa coopération avec l'Afrique en matière de capacités de production et à fournir un soutien à long terme à l'industrialisation en Afrique.

Entravée par une base économique faible et d'autres facteurs concrets, l'industrie manufacturière est actuellement retardataire dans la majorité des économies africaines, mais les avantages de

l'Afrique en termes de ressources humaines, de ressources minérales, de coûts énergétiques et de coûts de transport la dotent d'un grand potentiel pour développer l'industrie manufacturière et même parvenir à l'industrialisation. Sur le plan industriel, la transformation des minéraux, l'agriculture et la transformation des produits agricoles, l'industrie automobile, le textile, les matériaux de construction, l'industrie chimique, la médecine et les énergies nouvelles sont des secteurs prometteurs relativement compétitifs. Cela offre également une opportunité unique aux investisseurs chinois de transférer ces capacités de production en Afrique.

Au niveau régional, la dynamique des investissements et les moyens adoptés pour améliorer l'environnement des affaires varient d'une région à l'autre en raison des différences dans les bases économiques, politiques et sociales. Dans l'ensemble, l'Afrique a fait des progrès notables dans l'amélioration de son environnement des affaires grâce à la construction d'infrastructures modernes, à la progression continue de l'intégration, à la mise en œuvre d'incitations aux investissements, et à l'amélioration de l'efficacité administrative dans toutes les régions. Les investissements chinois dans les infrastructures, l'énergie et l'informatique ont également joué un rôle important.

Pour répondre aux préoccupations essentielles de l'Afrique en termes d'accélération de l'industrialisation, à ses aspirations à faire face à la crise alimentaire, à réduire le déficit commercial, et à diminuer le fardeau de la dette, ainsi qu'à sa vision commune de construire un marché intégré, la coopération sino-africaine en matière d'investissement et de financement devra se concentrer sur la construction d'infrastructures de haute qualité, le développement de sources d'énergie propres, la promotion de la modernisation agricole, l'augmentation de la valeur ajoutée des produits à base de ressource, et l'augmentation de l'exportation de produits africains vers la Chine. Le gouvernement chinois, en adhérant au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays hôtes, encouragera ses partenaires africains à explorer de manière indépendante leurs propres voies de développement en fonction de leurs conditions nationales, afin d'atteindre les objectifs d'industrialisation, de transformation et de mise à niveau des industries.

Buts et objectifs :

Ce rapport est rédigé et publié par le China-Africa Business Council, en collaboration avec des laboratoires d'idée et des experts renommés chinois et étrangers, dans le but d'étudier les moyens pour faire avancer l'industrialisation en Afrique, ainsi que promouvoir la reprise et la croissance économiques, créer des emplois, améliorer le bien-être social et éradiquer la pauvreté, afin d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) 2030 des Nations unies et l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA). Sur la base de la situation actuelle, des besoins, des avantages, des opportunités et des défis auxquels fait face l'industrialisation en Afrique, ce rapport abordera l'impact des cadres politiques chinois et africain et des modèles de coopération existants sur l'industrialisation en Afrique, en mettant l'accent sur le rôle des entreprises chinoises dans le développement et la transformation des économies africaines, et soulignera le potentiel de la coopération sino-africaine en matière d'investissement.

Méthodologie du rapport :

Les rédacteurs de ce rapport ont recueilli des informations faisant autorité à partir d'un large éventail de sources et tiré des conclusions par des analyses de documents, de données et de cas typiques. L'analyse de documents utilise des informations incluant, entre autres, des documents politiques, des thèses de recherche, des documents et des statistiques provenant d'acteurs du secteur, d'institutions renommées et d'organisations financières multilatérales et régionales. L'analyse de données applique principalement des méthodes d'analyse prédictive en statistiques et économétrie pour prévoir la coopération sino-africaine en matière d'investissement et de financement sur la base des données historiques sur les investissements chinois en Afrique. Les cas d'entreprises inclus dans ce rapport sont principalement issus d'informations publiques pertinentes et d'enquêtes auprès des entreprises membres du CABC. Les entreprises s'engagent dans différents domaines, tels que l'agriculture, l'énergie et les mines, la construction d'infrastructures, la fabrication, l'économie numérique et les produits pharmaceutiques.

Le rapport est organisé comme suit :

Le chapitre 1 donne un aperçu sur les réalisations et les perspectives des investissements des entreprises chinoises en Afrique, y compris la prévision et l'analyse des investissements chinois en Afrique et de l'attraction des investissements étrangers en Afrique. Rédigé en chinois par l'équipe de recherche experte de la China-Africa Business Council.

Le chapitre 2 traite les mécanismes, les moteurs et les innovations de la coopération industrielle entre la Chine et l'Afrique. Rédigé en anglais par l'équipe de la faculté des relations internationales de l'Université Tsinghua.

Le chapitre 3 explique les défis et les opportunités auxquels est confrontée l'industrialisation en Afrique, en particulier le développement de l'industrie manufacturière, et présente des suggestions pertinentes aux investisseurs chinois du point de vue du développement industriel. Rédigé en anglais par l'équipe de services consultatifs Development Reimagined.

Le chapitre 4 montre les tendances de l'environnement des affaires dans différentes régions africaines, ainsi que la contribution des investissements chinois à l'amélioration de cet environnement. Rédigé en français par l'équipe du groupe Bank of Africa - BMCE.

Le chapitre 5 présente les perspectives de la coopération sino-africaine en matière d'investissement et de financement, analyse les préoccupations essentielles de l'Afrique en matière de promotion de l'industrialisation et indique l'orientation de la coopération sino-africaine. Rédigé en anglais par Dr. Mwangi Wachira, ancien économiste de la Banque mondiale et conseiller politique du gouvernement kenyan.





La coopération sino-africaine en matière d'investissement: Un nouvel élan à l'industrialisation en Afrique

2024 Investissements de la Chine en Afrique



Rédigé en chinois par l'équipe de recherche experte de la
China-Africa Business Council

Chapitre 1 Réalisations et perspectives des investissements des entreprises chinoises en Afrique

1.1 Les investissements approfondis et diversifiés

Les investissements chinois en Afrique ont non seulement favorisé le développement économique et social en Afrique, mais aussi approfondi les relations amicales entre la Chine et les pays africains. La croissance régulière du volume des investissements, l'expansion continue des domaines d'investissement et la mise en œuvre de projets d'investissement ont incarné le développement en profondeur et la tendance à la diversification de la coopération économique et commerciale entre la Chine et l'Afrique, jetant des bases solides pour que les deux parties coopèrent à l'avenir de manière plus large et plus profonde.

1.1.1 Croissance régulière de la coopération en matière d'investissement

La Chine est le plus grand investisseur en Afrique parmi les pays en développement, et la coopération sino-africaine en matière d'investissement présente une croissance régulière. Fin 2022, le stock d'investissements directs chinois en Afrique a dépassé 47 milliards de dollars américains, et plus de 3 000 entreprises chinoises ont investi ou créé des sociétés en Afrique¹. Au premier semestre 2023, les investissements directs chinois en Afrique ont dépassé 1,82 milliard de dollars américains, soit une augmentation de 4,4 % en glissement annuel. Parallèlement, l'Afrique est le deuxième plus grand marché de travaux à forfait de la Chine à l'étranger, et les entreprises chinoises ont signé des contrats d'une valeur de plus de 700 milliards de dollars américains en². Les investissements directs chinois en Afrique ont maintenu en 2023 une tendance à la croissance. La construction de parcs industriels a fourni un moteur pour la croissance des investissements. La zone de coopération économique et

¹ Ministère chinois du Commerce (2023). Li Fei présente la 3e Exposition économique et commerciale Chine-Afrique et la coopération économique et commerciale sino-africaine lors d'une conférence de presse du Bureau de l'Information du Conseil des Affaires d'État. <http://interview.mofcom.gov.cn/detail/202306/ff80808186b9e9f40188c20d40b10145.html>

² Ministère chinois du Commerce (2023). Statistiques de la coopération économique et commerciale sino-africaine au premier semestre 2023. https://xyf.mofcom.gov.cn/tjsj/zhsj/art/2023/art_b72473f1c83945039eed1747d891bf0f.html

commerciale sino-égyptienne TEDA Suez, le Parc industriel Hisense en Afrique du Sud, la Zone de libre-échange de Lekki au Nigeria et le Parc industriel du groupe Holley en Afrique du Nord ont attiré un certain nombre d'entreprises à capitaux chinois basées en Afrique pour y investir ou créer des sociétés. Les projets couvrent les matériaux de construction, l'automobile, l'électroménager et la transformation des produits agricoles.

1.1.2 Mise en œuvre de projets d'investissement

Les entreprises chinoises ont investi dans des projets en Afrique dans nombreux domaines, tels que la construction d'infrastructures, le développement énergétique et la santé. Dans la construction d'infrastructures, les entreprises chinoises ont aidé à construire un grand nombre de routes, de chemins de fer et de ponts, dont le chemin de fer Mombasa-Nairobi, le grand pont de Goundiougne au Sénégal, qui ont grandement amélioré les conditions de transport en Afrique, facilité la circulation des personnes et des matériaux, et injecté une nouvelle vitalité dans le développement économique de l'Afrique. En termes d'infrastructure numérique, les entreprises privées ont activement répondu à l'initiative « la Ceinture et la Route », en augmentant leurs investissements dans l'infrastructure numérique de l'Afrique, avec notamment des câbles sous-marins, des centres de données et des réseaux de communication mobile. Ces investissements ont non seulement élevé le niveau de la cyberinfrastructure dans les pays africains, mais ont également favorisé la coopération économique et commerciale sino-africaine et le développement de l'économie numérique.

Référence 1 Les entreprises privées chinoises ont investi dans l'économie numérique africaine

Certains pionniers chinois ont déjà élaboré des plans anticipateurs visant l'économie numérique africaine, et avec l'investissement de 2,7 milliards de yuans de la société Hengtong Group le câble sous-marin international de fibre optique à grande vitesse PEACE, qui relie les trois continents d'Asie, d'Afrique et d'Europe est en cours de construction rapide. Tencent a investi dans les fintechs Paystack, TymeBank et Ozow, les entreprises de technologies de l'éducation dont uLesson et Kukua, ainsi que les entreprises de santé numérique Remedial Health et Reliance Health. La société Transsion a vigoureusement développé Internet mobile en Afrique et investi dans une série d'entreprises ensemble avec d'autres sociétés Internet et des institutions de capital-risque : PalmPay, une plateforme de paiement numérique connue sous le nom d'« Alipay africaine » ; Boomplay, considéré comme « version africaine de QQ Music », la principale plateforme de musique en streaming en Afrique ; Phoenix, un navigateur appliqué général de distribution de contenu, etc. Les sociétés chinoises de capital-risque Hillhouse et Crystal Stream ont investi dans Lori Systems, une plateforme numérique de fret, pour soutenir la création d'une « version africaine de Huolala ». En ce qui concerne le commerce électronique transfrontalier entre la Chine et l'Afrique, Ants Capital a investi dans Kilimall, et HSRH Venture Capital, dans Tospino, tandis que Roselake, une institution chinoise de financement initial, s'est concentrée sur les secteurs africains de la fintech, des technologies de la logistique et des technologies de la santé³.

³ Zhang Tailun (2023), Revalorisation de l'économie numérique africaine. China Investment (versions en chinois et en anglais) (Z9) :88-89.

Référence 2 La société TBEA alimente l'industrialisation en Afrique grâce à une infrastructure électrique de pointe

La TBEA est un fabricant chinois de premier plan de transformateurs de puissance et d'autres équipements électriques, ainsi qu'un développeur important de projets de lignes électriques. La TBEA a accompli de nombreux projets de transport et de sous-stations dans divers pays africains, notamment en Angola, en Tanzanie, au Kenya, au Togo, en Gambie, au Tchad, au Cameroun, en République démocratique du Congo, en Zambie et au Burundi.

La ligne de transport de 330 kV Pensulo-Kasama & Pensulo-Msoro-Chipata West en Zambie est un projet phare de la TBEA. Ce projet, financé par un crédit acheteur concessionnel de 300 millions de dollars américains de la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC), comprend la construction de trois nouvelles sous-stations de 330 kV à Kasama, Msoro et Chipata West, l'extension de la sous-station de 330 kV de Pensulo et environ 670 km de lignes électriques de 330 kV. Outre l'amélioration de la stabilité de l'approvisionnement en électricité dans l'est et le nord de la Zambie, le projet a ouvert des corridors importants pour les futures interconnexions entre la Tanzanie et la Zambie, le pool énergétique d'Afrique australe, le pool énergétique d'Afrique de l'Est et les interconnexions en électricité entre la Zambie et le Malawi, ainsi qu'entre la Zambie et le Mozambique.

En fournissant une alimentation électrique stable et fiable, ils permettent la création et la croissance d'industries ayant besoin d'un approvisionnement régulier en électricité, en particulier les usines de fabrication et de transformation. En outre, l'amélioration des infrastructures favorise le développement de pools énergétiques régionaux, renforçant ainsi le commerce de l'énergie et la coopération entre les pays africains.

Dans le domaine du développement énergétique, les entreprises chinoises se sont impliquées dans la construction de grandes centrales électriques, telles que le barrage de Merowe au Soudan et la centrale hydroélectrique de Kafue Gorge Lower en Zambie, qui fournissent un approvisionnement stable en électricité pour les pays africains.

Référence 3 « Autoroute électrique en Afrique de l'Est »

En novembre 2022, le projet de ligne de courant continu Éthiopie-Kenya de ± 500 kV mis en œuvre par la société China Electric Power Equipment and Technology relevant du State Grid, a été mis en service à titre d'essai. Considéré comme « autoroute électrique » en Afrique de l'Est, ce projet est le premier projet transnational de réseau de courant continu en Afrique de l'Est. L'Éthiopie a ainsi réalisé l'exportation de l'électricité excédentaire, ce qui a permis d'atténuer efficacement les tensions au Kenya en matière d'approvisionnement en électricité. Le projet est devenu une pratique réussie d'interconnexion de réseau transnational, et de la coopération gagnant-gagnant.

Dans le domaine de la santé, la Chine a construit des installations et des écoles médicales, et envoyé des équipes médicales pour fournir des services aux Africains, améliorer le niveau de l'éducation médicale en Afrique et contribuer activement au progrès social sur le continent.

Référence 4 Hôpital généraliste de la Route de la soie – un hôpital international à capitaux chinois

En vue de répondre aux besoins médicaux de la population éthiopienne et d'améliorer le niveau général des soins de santé en Éthiopie, le groupe Aifei Holdings a créé l'Hôpital généraliste de la Route de la soie à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. Mis en service en novembre 2019, il est le premier hôpital généraliste à capitaux chinois en Éthiopie et l'un des plus avancés. L'hôpital propose les services d'urgence, les services de secours, les consultations, le centre chirurgical, les soins intensifs, le centre de diagnostic et le centre de réadaptation et de physiothérapie. Il dispose de 15 départements avec 120 lits (dont 6 lits de soins intensifs), pouvant accueillir 65 000 patients et 5 000 patients hospitalisés par an. L'équipe médicale de l'hôpital est composée de membres de 8 pays, dont la Chine, l'Éthiopie, les États-Unis, l'Allemagne, la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kirghizistan. De nombreuses institutions médicales de renommée internationale ont établi de bonnes relations avec cet hôpital. En tant que base de service en Afrique pour les organisations de médecins volontaires chinois, l'hôpital peut mobiliser les meilleurs experts médicaux chinois pour servir les patients. Il est devenu une institution de santé haut de gamme en Éthiopie et a été hautement apprécié par le peuple éthiopien pour son excellente réponse à l'épidémie de COVID-19.

En termes de projets réels, les investissements chinois en Afrique génèrent des avantages économiques et sociaux de plus en plus substantiels. Par exemple, dans les domaines des transports, de l'énergie, de l'électricité, du logement, du bien-être social et d'autres infrastructures, la Chine a mis en œuvre une série de projets emblématiques et de projets petits mais beaux, qui ont fortement stimulé le développement économique local et l'amélioration du bien-être social. Dans le même temps, la participation active des entreprises chinoises dans des domaines tels que la construction d'infrastructures numériques, le commerce électronique et le paiement mobile a également promu la transformation numérique et la mise à niveau industrielle dans les pays africains.

En ce qui concerne les modes d'investissement, les investissements chinois en Afrique présentent des modes plus flexibles et diversifiés. Outre les entreprises à capitaux exclusivement chinois et à capitaux mixtes, les participations et les fusions-acquisitions ont progressivement augmenté. Ces modes diversifiés rendent les entreprises chinoises plus compétitives sur le marché africain, tout en offrant plus de choix et d'opportunités pour le développement économique des pays africains.

Du point de vue des investisseurs, les investisseurs chinois en Afrique sont également de plus en plus diversifiés. Selon les statistiques du ministère du Commerce, plus de 70 % des entreprises investissant en Afrique sont des entreprises privées, qui sont devenues la force principale des investissements chinois sur le continent. Cela diversifie non seulement les investisseurs, mais renforce également la vitalité et la créativité de la coopération économique et commerciale sino-africaine. La participation des entreprises privées a apporté un plus grand soutien financier et technique, mais aussi un mode commercial et une expérience de gestion plus flexibles et efficaces, contribuant à renforcer la compétitivité des entreprises chinoises sur le marché africain et à promouvoir le développement en profondeur de la coopération économique et commerciale sino-africaine.

1.1.3 Expansion des domaines d'investissement

Les projets d'investissements chinois en Afrique ont vu leurs types diversifiés progressivement, passant des secteurs dans lesquels ils ont travaillé depuis des années, dont la construction, l'exploitation minière, l'électricité et l'ingénierie, vers des domaines traditionnels tels que la fabrication, les sciences et technologies, la vente en gros et au détail, l'agriculture et l'immobilier, mais également vers des domaines émergents tels que l'économie numérique, le développement vert, l'aéronautique et l'astronautique et les services financiers. Tout cela a insufflé une nouvelle vitalité durable à la coopération économique et commerciale sino-africaine. La Chine et l'Afrique ont travaillé ensemble pour élargir la coopération dans le cadre du « commerce électronique de la Route de la soie », organisé avec succès le Festival d'achat des produits africains, mis en œuvre l'action « 1 000 produits de 100 magasins africains sur la plateforme » en Afrique, afin d'inciter les entreprises chinoises à contribuer au développement du commerce électronique, du paiement mobile, des médias et des divertissements en Afrique. La Chine soutient activement la construction de la « Grande Muraille verte en Afrique ». Les entreprises chinoises participent à la construction et à l'exploitation de projets d'énergie verte, et créent des zones pilotes de développement bas carbone en Afrique. La Chine a signé des accords de transport aérien civil avec 27 pays africains, et fabriqué et lancé avec succès des satellites de télécommunications météorologiques pour l'Algérie, le Nigeria et d'autres pays. La structure diversifiée de l'investissement aide l'Afrique à diversifier son développement économique, à améliorer la résilience et la compétitivité de son économie et à offrir davantage d'options et d'opportunités d'investissement aux entreprises chinoises. Cette tendance des investissements diversifiés montre que les investissements chinois en Afrique s'orientent vers des domaines plus profonds et plus larges.

Référence 5 Plateforme Chine-Afrique pour la promotion des investissements privés

Après une préparation active, la Fédération nationale du commerce et de l'industrie a officiellement mis en place une plateforme Chine-Afrique pour la promotion des investissements privés en vue de mettre en œuvre les résultats de la 8e Conférence ministérielle du FCSA qui s'était tenue à Dakar en novembre 2021. Sous la direction du China-Africa Business Council, la plateforme est composée de 28 membres, dont des think tanks et des instituts de recherche connexes, des institutions financières, des chambres de commerce et des établissements de services. Le bureau de la plateforme est composé conjointement du département de coopération internationale de la Fédération nationale du commerce et du China-Africa Business Council.

Par le biais de la mise en commun de la sagesse, de l'intégration des entreprises et du financement, la plateforme se concentre sur la mise en œuvre de projets d'investissement pour aider les entreprises chinoises privées à augmenter la quantité et la qualité de leurs investissements en Afrique, et à résoudre des problèmes critiques dans la mise en œuvre de leurs projets. Grâce au financement du commerce et à une combinaison de capitaux propres et de dettes, il aide les petites et moyennes entreprises à mener des activités commerciales et d'investissement en Afrique.

Selon les statistiques préliminaires, grâce à cette plateforme, les nouveaux investissements accomplis par les membres clés du China-Africa Business Council ont atteint 800 millions de dollars américains depuis 2022. Dans le même temps, les membres concernés ont entrepris des projets tels que l'exportation d'avocats africains vers la Chine, la plantation de produits agricoles, la flotte de véhicules pour la « grande logistique », la construction de projets hydroélectriques, la création de parcs industriels pilotes pour les secteurs émergents, et la recherche sur les instruments financiers de titrisation des actifs transfrontaliers.

1.2 Analyse et prévision des investissements des entreprises chinoises en Afrique et de l'attraction des investissements étrangers en Afrique

1.2.1 Sélection du modèle et configuration de base de l'analyse

Le modèle ARIMA (moyenne mobile autorégressive intégrée) est un outil puissant utilisé en statistique et en économétrie pour prédire les valeurs futures en fonction des points de données passés.

Le modèle comprend trois composants, dont le premier est le composant autorégressif AR, qui décrit la relation entre les valeurs actuelles de la série chronologique et ses valeurs passées. Le terme « autorégressif » est une combinaison linéaire de valeurs décalées p (c'est-à-dire des observations passées) dans le modèle. Le deuxième composant est le composant de différence, qui est utilisé pour lisser les données de séries chronologiques non stationnaires. Si les données de séries chronologiques ne sont pas lissées (c'est-à-dire que leurs propriétés statistiques varient dans le temps), une différenciation peut être nécessaire pour lisser les données. L'ordre de différence d indique le nombre de fois que la différence a été effectuée. Le troisième composant est le composant de moyenne mobile (MA). Il décrit la relation entre la valeur actuelle de la série chronologique et l'erreur de prévision passée (c'est-à-dire la différence entre la valeur réelle et la valeur prévue). Le terme de moyenne mobile est une combinaison linéaire des erreurs de prévision q dans le modèle. Ainsi, p , d et q dans le modèle ARIMA (p, d, q) représentent respectivement le nombre de termes autorégressifs, l'ordre de la différence et le nombre de termes de moyenne mobile.

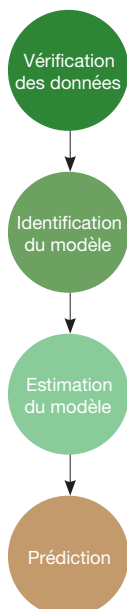
Les données sur les flux et les stocks d'IDE de la Chine en Afrique montrent souvent certaines tendances temporelles et des changements cycliques, et peuvent en même temps être affectées par divers facteurs, tels que les changements de politique, la demande du marché et l'environnement économique. Le modèle ARIMA est capable de trouver un modèle mathématique capable de décrire les lois des données en analysant et en ajustant ces données au modèle, afin d'effectuer des prévisions de données futures. En analysant les données historiques, le modèle ARIMA peut mesurer la tendance des flux et des stocks d'IDE de la Chine vers l'Afrique et prédire les tendances futures qui en résultent. C'est important pour développer des stratégies et une planification des investissements à long terme. En outre, le modèle ARIMA peut analyser les changements cycliques des données, tels que les fluctuations saisonnières, ce qui est instructif pour comprendre la demande cyclique sur le marché africain et formuler des stratégies d'investissement correspondantes.

Le modèle ARIMA se représente par la formule suivante :

$$(1 - \sum_{i=1}^p \varphi_i L^i) X_t = (1 + \sum_{i=1}^q \theta_i L^i) \varepsilon_t$$

dans laquelle X_t désigne la série chronologique, qui dans ce rapport représente principalement les flux d'investissement sortant de la Chine vers les pays africains, ou le stock d'investissement sortant de la Chine vers les pays africains, et ε_t désigne la série résiduelle.

Dans l'analyse qui suit, le rapport suit la procédure de modélisation suivante.



(1) Vérification des données : Dans le processus d'analyse des données, la première chose à vérifier est de savoir si les données de la série chronologique sont lissées. Si elles ne sont pas lissées, l'ordre de différence d doit être déterminé pour rendre les données lisses. Dans le processus d'analyse des données, si la série chronologique elle-même est lisse, le modèle ARMA (modèles autorégressifs et moyenne mobile) est utilisé pour la modélisation et vous passez à l'étape (2) pour la détermination de l'ordre du modèle ARMA. Si la série chronologique elle-même n'est pas lissée, comme déterminé par le processus ci-dessus lors de l'utilisation d'un ordre de différence d , alors ARIMA (p, d, q) est utilisé pour la modélisation. Il convient de noter que lors de l'examen des données, il existe des cas où certains indicateurs sont modélisés à l'aide du modèle ARMA et d'autres sont modélisés à l'aide du modèle ARIMA, qui est principalement basé sur la régularité relative de la série chronologique. Le choix du modèle n'affecte pas l'efficacité des prévisions du modèle.

(2) Identification du modèle : Déterminer le nombre de termes autorégressifs p et le nombre de termes de moyenne mobile q . Cela se fait généralement en utilisant le critère AIC et le critère SIC pour déterminer l'ordre optimal. Dans le processus de jugement spécifique, étant donné que les critères AIC et SIC sont tous deux optimaux lorsqu'ils sont faibles, donc dans le processus de calcul, ce rapport fixera la limite supérieure du nombre de termes autorégressifs p et le nombre de termes de moyenne mobile q comme racine unitaire de la longueur de la série temporelle, et calculera les valeurs AIC et SIC de diverses combinaisons de paramètres en itérant le calcul de p et q étape par étape, puis déterminera l'ordre du modèle en minimisant les valeurs AIC et SIC selon le principe de minimisation des valeurs AIC et SIC.

(3) **Estimation du modèle** : Selon l'ordre de décalage du modèle calculé à l'étape (2), le logiciel Matlab est utilisé pour estimer les paramètres du modèle en utilisant la méthode d'estimation du maximum de vraisemblance pour les données sur les flux d'IDE chinois et les données sur les stocks d'IDE chinois dans chaque pays africain.

(4) **Prédiction** : sur la base des résultats de l'estimation du modèle calculés à l'étape (3), utiliser le modèle estimé pour prédire les données de l'échantillon et calculer le R-carré, l'erreur absolue moyenne et l'erreur relative moyenne correspondants du modèle estimé, et utiliser chaque paramètre de l'estimation du modèle pour évaluer l'effet de la prédiction du modèle.

1.2.2 Modélisation des données et analyse de l'efficacité du modèle prédictif

Les modèles ARMA et ARIMA sont utilisés pour étudier les données de flux et les données de stock des IDE chinois en Afrique. Dans le cadre du calcul, le test ADF a d'abord été utilisé pour analyser la régularité des séries chronologiques. Ensuite, le test d'ordre de retard du modèle ARIMA a été effectué sur la base des critères AIC et SIC, et la prédiction du modèle a été réalisée à l'aide des résultats de la modélisation. Dans l'ensemble, et sur la base des résultats des calculs du modèle, ont été tirées les principales conclusions suivantes.

(1) L'utilisation du modèle ARIMA permet la modélisation et la prévision des données de flux ainsi que des données de stock d'IDE chinois en Afrique.



Le modèle ARIMA est capable de mesurer les caractéristiques en termes de tendance, de saisonnalité et de fluctuations aléatoires dans les données. Les données de flux et de stock d'IDE chinois en Afrique présentent un aspect directionnel, cyclique et stochastique. Par exemple, avec le développement approfondi des relations économiques et commerciales sino-africaines, le flux et le stock d'IDE chinois en Afrique afficheront une tendance à la hausse par ailleurs, en raison des changements dans la situation politique et économique internationale, ces données seront également affectées par des facteurs cycliques ou stochastiques. Le modèle ARIMA est capable d'identifier ces caractéristiques en analysant les données historiques et de construire un modèle approprié en conséquence pour prédire les données futures. Au cours de la modélisation, la régularité des données doit d'abord être vérifiée, et si les données ne sont pas lissées, elles doivent être transformées en données lissées par des méthodes telles que la différenciation. Ensuite, en fonction des caractéristiques pertinentes des données, l'ordre autorégressif approprié p et l'ordre de moyenne mobile q sont sélectionnés. Enfin, en ajustant le modèle et en évaluant l'effet prédictif du modèle, les résultats de prédiction des données de flux et des données de stock d'IDE chinois en Afrique peuvent être obtenus.

(2) Le modèle ARIMA est plus efficace pour modéliser et prédire les données de stock d'IDE chinois en Afrique par rapport aux données de flux d'IDE chinois en Afrique.



Les données de stock reflètent généralement l'effet cumulatif sur une période donnée, et les changements de ces données sont plus réguliers et plus stables que les données de flux. Le modèle ARIMA est souvent capable de mesurer le modèle intrinsèque des données avec plus de précision lorsqu'il s'agit de données plus régulières ou plus directionnelles, afin de construire

un modèle de prévision plus efficace. Les données de stock d'IDE chinois en Afrique sont affectées par des facteurs à plus long terme et stables, tels que l'environnement politique, les fondamentaux économiques et la dotation en ressources naturelles. Ces facteurs ne changent pas de manière significative à court terme, mais peuvent avoir un impact significatif sur le stock d'IDE à long terme. Le modèle ARIMA est capable de gérer ces tendances à long terme et ces changements cycliques en utilisant sa partie différence (I) pour éliminer la non-stationnarité dans les données, et en mesurant les tendances à long terme et les caractéristiques cycliques via les éléments autorégressifs (AR) et de moyenne mobile (MA), obtenant ainsi un résultat de prévision plus précis. En termes de caractéristiques des données, les données de flux ont tendance à être affectées par des fluctuations à plus court terme et des facteurs aléatoires, tels que les changements de la situation politique et économique internationale et les événements imprévus. Ces facteurs entraînent de fortes fluctuations des données de flux à court terme, ce qui complique la tâche des modèles ARIMA pour mesurer ces fluctuations à court terme. En revanche, les données de stock sont plus stables et prévisibles, et les modèles ARIMA peuvent donc être plus efficaces pour les modéliser et les prévoir.

1.2.3 Analyse prédictive des investissements en Afrique par les entreprises chinoises et de l'absorption des investissements par les pays africains

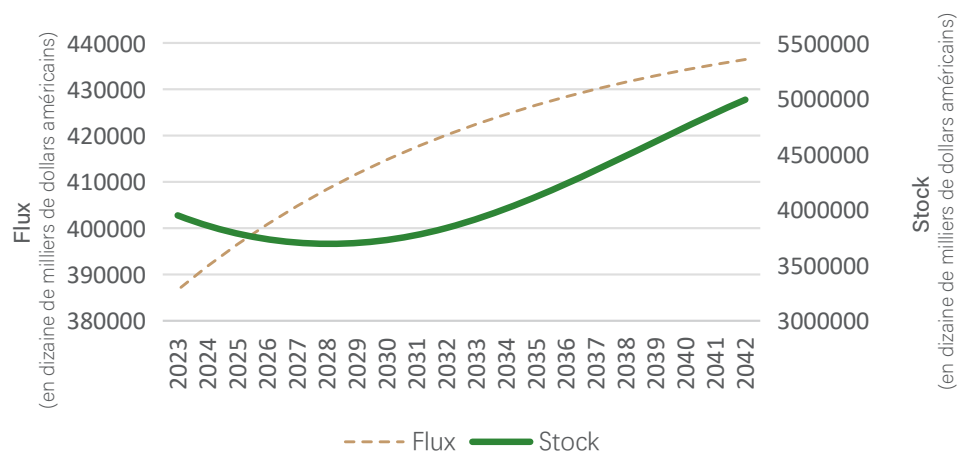
La taille des investissements chinois dans les pays africains est en hausse dans son ensemble

Les prévisions du flux et du stock des IDE de la Chine en Afrique pour les 10 prochaines années sont présentées dans les figures ci-dessous. Ces prévisions sont basées sur le modèle ARIMA identifié dans ce rapport et utilisent les dernières données disponibles pour 2022 comme référence⁴. Les résultats ci-dessous montrent que le flux futur des investissements de la Chine en Afrique présente une nette tendance à la croissance, mais que son taux de croissance global est de forme convexe, ce qui signifie que le taux de croissance des IDE en Afrique augmentera d'abord avant de se stabiliser par la suite. La valeur prévue du flux d'IDE de la Chine en Afrique en 2032 est de 4,201 milliards de dollars américains.

Le stock des investissements chinois en Afrique a maintenu une croissance à long terme, son ampleur est caractérisée par une baisse suivie d'une croissance. Le stock en 2032 est estimé à 39 247,48 millions de dollars américains. Bien que les flux des investissements chinois en Afrique restent positifs, le stock après conversion subira une certaine baisse en raison de l'amortissement et de la perte d'investissement, de sorte qu'il montre une certaine baisse à court terme, mais avec l'augmentation continue des flux des investissements chinois en Afrique, la taille du stock présentera une augmentation à long terme.

⁴ Toutes les données brutes de cette section proviennent de la base de données WIND.

Figure 1 Précision de la taille des flux et du stock des investissements chinois en Afrique (2023-2042)



La taille des investissements chinois varie selon les pays africains



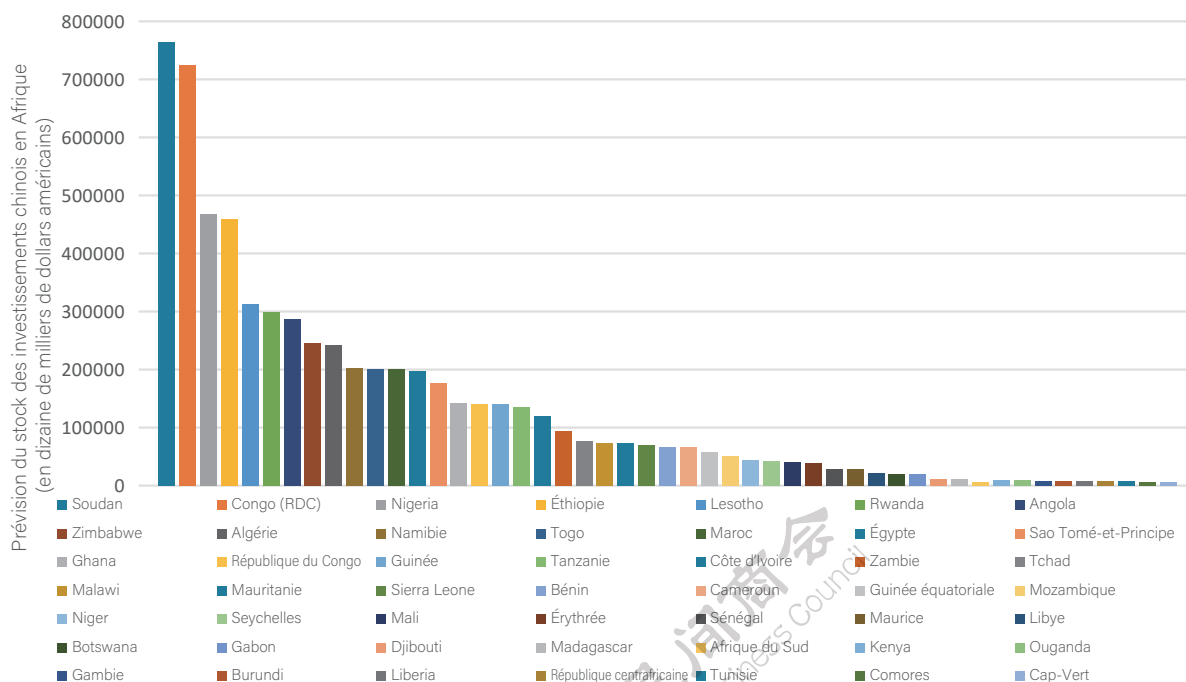
Du point de vue des différences entre les pays, les investissements chinois sont plus importants dans les pays suivants : le Soudan⁵, la République démocratique du Congo, le Nigeria, l'Éthiopie, le Lesotho⁶, le Rwanda, l'Angola, le Zimbabwe, l'Algérie, la Namibie, le Togo⁷, le Maroc et l'Égypte.⁸

⁵ Le Soudan est doté d'abondantes ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz, l'or et les produits agricoles. De plus, il fait des progrès constants dans la construction d'infrastructures. Tout cela offre un fort potentiel pour les investissements.

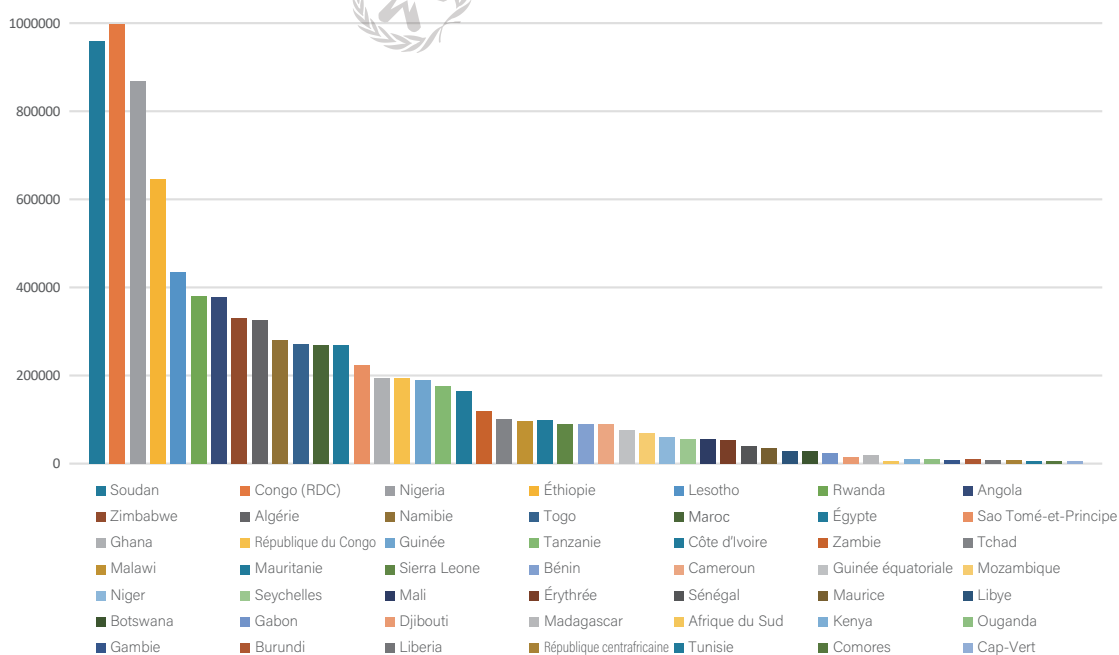
⁶ Le Lesotho fait avancer la réforme du marché de l'énergie, accélère la mise en œuvre d'un plan de relance de l'industrie textile, et adopte une série de politiques économiques libérales et ouvertes pour attirer les investissements étrangers.

⁷ Le taux de croissance annuel moyen de l'investissement chinois au Togo est de 23,97 %. Sur la base de ce niveau, le taux de croissance pourrait doubler en 3 à 4 ans, d'où des résultats de prévision relativement élevés pour l'investissement chinois au Togo.

⁸ En tant que modèle mathématique et outil de dérivation pour décrire les tendances des données, les résultats de prévision et de simulation du modèle ARIMA sont tous deux des valeurs objectives.

Figure 2 Prévision du stock des investissements chinois en Afrique (2032)


Note : les résultats de la prévision répondent à l'ordre dans la figure.

Figure 3 Prévision du stock des investissements chinois en Afrique (2042)


Note : les résultats de la prévision répondent à l'ordre dans la figure.

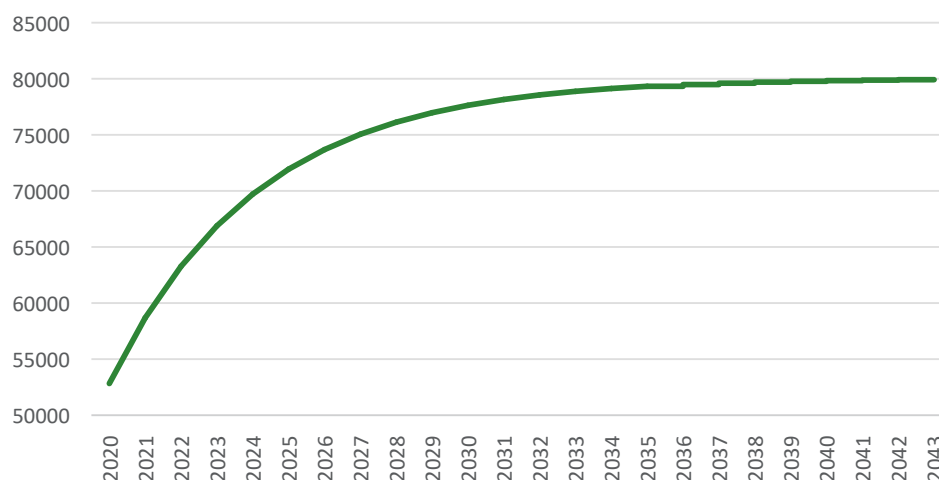
D'abord, la taille des investissements. Les pays africains attirent des investissements de différentes tailles en raison de leurs différences en matière économique, politique et de ressources. Par exemple, le Kenya, la République démocratique du Congo, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et le Nigeria ont été des régions clés pour les investissements chinois au cours des dernières années. En outre, la taille des investissements chinois dans différents pays africains est également liée aux relations politiques et économiques du pays avec la Chine. Certains pays ont établi des relations étroites de coopération économique et commerciale avec la Chine, les deux parties travaillant ensemble pour développer des ressources et construire des infrastructures par le biais de coentreprises ou de coopération, et les investissements chinois dans ces pays sont souvent plus importants. Tandis que d'autres pays, pour des raisons politiques et économiques, ont relativement peu de coopération en matière d'investissement avec la Chine, les investissements chinois sont relativement faibles dans ces pays. Ensuite, les domaines des investissements. Certains pays attirent d'importants investissements dans l'énergie et les minéraux en raison de l'abondance de ressources naturelles notamment les minéraux et le pétrole. D'autres ont attiré davantage d'investissements dans l'industrie manufacturière et la construction d'infrastructures grâce à l'abondance de main-d'œuvre et aux grands besoins en infrastructures. Enfin, l'environnement politique. L'environnement politique des pays africains a également eu un impact important sur la taille des investissements chinois dans ces pays. Pour attirer les capitaux étrangers, certains pays proposent des politiques préférentielles telles que des allègements fiscaux et des préférences foncières, qui permettent d'attirer davantage d'investissements.

La taille des investissements étrangers en Afrique est en hausse dans son ensemble



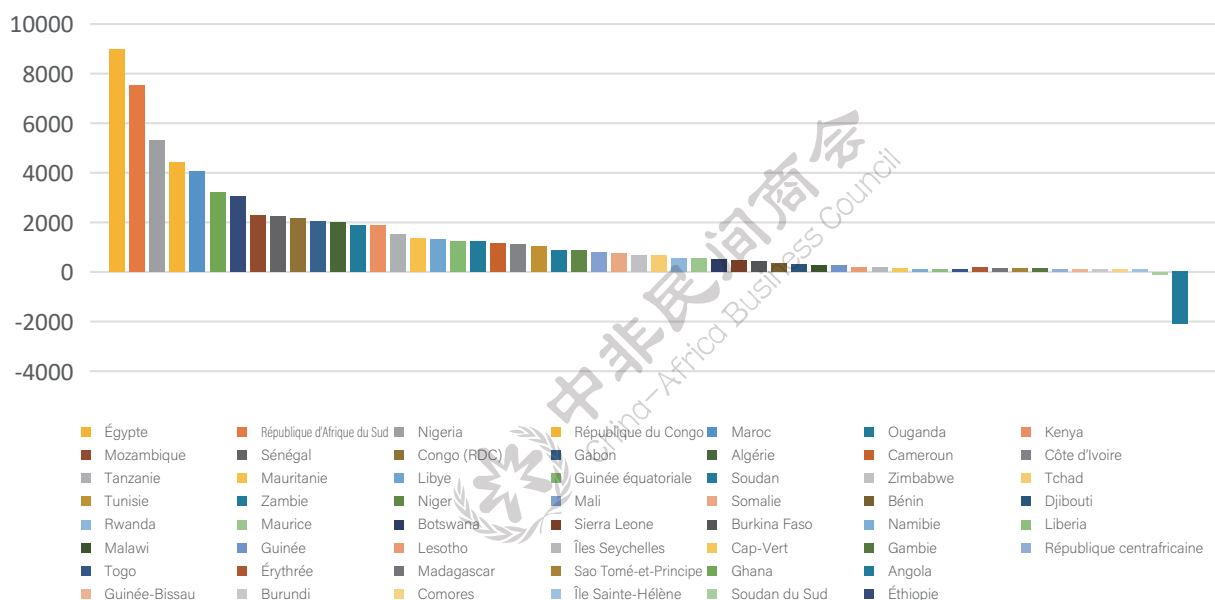
Sur la base du modèle ARIMA, ce rapport prévoit les flux d'investissements étrangers en Afrique au cours des 10 prochaines années, en se référant aux dernières données disponibles pour l'année 2022, et les résultats sont présentés dans la figure 4. Les investissements étrangers en Afrique présentent une tendance à la croissance notable, mais sa taille globale montre une forme convexe, c'est-à-dire que le rythme des investissements étrangers en Afrique augmente puis se stabilise ; en 2032, l'Afrique attirera 78,559 milliards de dollars américains.

Figure 4 Prévision des investissements étrangers en Afrique



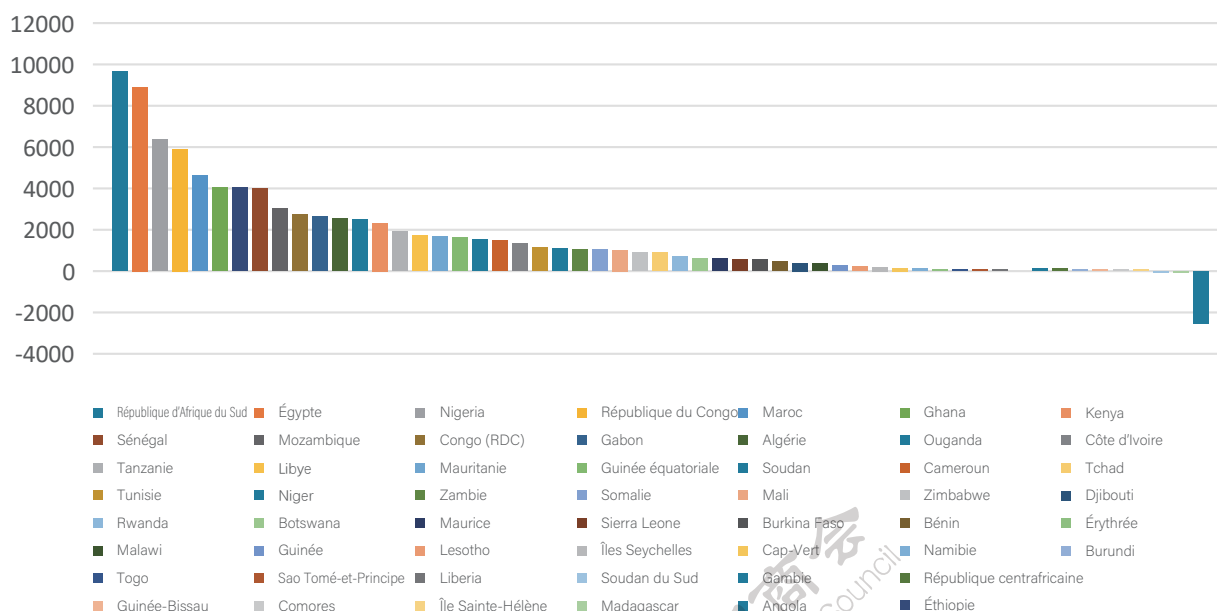
Les pays suivants attirent des investissements étrangers plus importants : l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Nigeria, la République du Congo, le Maroc, le Ghana, l'Éthiopie, le Sénégal, le Mozambique, la République démocratique du Congo, le Gabon, l'Algérie, l'Ouganda et le Kenya.

Figure 5 Prévision du stock des investissements chinois en Afrique (2032)



Note : les résultats de la prévision répondent à l'ordre dans la figure.

Figure 6 Prédiction du stock des investissements chinois en Afrique (2042)



Note : les résultats de la prévision répondent à l'ordre dans la figure.

1.3 L'industrialisation en Afrique promue par les entreprises chinoises présente trois caractéristiques

Avec l'approfondissement de la coopération économique et commerciale sino-africaine, les investissements des entreprises chinoises en Afrique se sont diversifiés, contribuant non seulement à la croissance économique de l'Afrique, mais également à son industrialisation. Les entreprises chinoises perfectionnent le système industriel africain et promeuvent le processus et la mise à niveau de l'industrialisation en Afrique par le biais d'« investissements orientés vers le marché », d'« investissements dans les infrastructures » et d'« investissements dans les nouveaux domaines ».

1.3.1 Les investissements dans les infrastructures consolident la base de l'industrialisation

Les infrastructures constituent un appui important à l'industrialisation, les investissements des entreprises chinoises dans les infrastructures en Afrique fournissent une base solide pour l'industrialisation en Afrique. Les investissements directs chinois dans l'industrie manufacturière africaine restent supérieurs à 400 millions de dollars américains par an et l'échelle de la coopération en matière de construction d'infrastructures reste supérieure à 37 milliards de dollars américains, contribuant ainsi à l'industrialisation et à la diversification économique de l'Afrique. Dans le domaine des transports, les entreprises chinoises ont construit plusieurs projets d'autoroutes, de chemins de fer et de ports, dont l'achèvement a considérablement amélioré l'efficacité logistique intra-africaine, réduit les coûts logistiques et fourni un soutien solide à l'industrialisation et à l'intégration régionale de l'Afrique. Par exemple, le chemin de fer Mombasa-Nairobi a permis à Kenya de réduire les coûts de transport logistique de plus de 40 %, contribuant au développement de l'économie locale.

Référence 6 Le projet logistique en Afrique lancé par Greenroad : un mode d'exploitation en réseau international

La société logistique Greenroad a commencé ses affaires à l'étranger il y a 16 ans, ses filiales africaines couvrent 31 pays. La société est étroitement liée avec des succursales en Asie, en Europe, en Amérique et au Moyen-Orient, formant un mode d'exploitation performant en réseau international, en se concentrant sur la logistique d'ingénierie, la logistique sous contrat et la logistique d'entrepôt commercial outre-mer. La société se classe ainsi parmi les 50 meilleures entreprises logistiques privées en Chine.

La société propose un soutien logistique à des projets d'ingénierie clés au niveau national tels que la centrale hydroélectrique de Gouina au Mali, la centrale hydroélectrique de Ruzibazi au Burundi et l'aéroport de Lusaka au Kenya. Par l'introduction des plans logistiques soutenus par l'État, la société a promu le développement du commerce sino-africain, participé à l'exploitation de la liaison intermodale fer-mer Hunan-Guangdong-Afrique et construit en Afrique des entrepôts extraterritoriaux et des entrepôts sous contrôle douanier sur une superficie totale des centaines de milliers de mètres carrés. Par ailleurs, la Chine et les pays africains planifient conjointement des projets industriels liés aux infrastructures afin d'améliorer l'utilisation et la rentabilité des infrastructures. Par exemple, dans la construction du chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, le gouvernement chinois a guidé les entreprises à combiner la construction d'infrastructures de grande envergure avec la construction de parcs industriels et de zones économiques spéciales, en s'efforçant de construire des ceintures industrielles dans les zones riveraines et de créer une interaction vertueuse entre les grandes infrastructures et le développement industriel. Le Bureau chinois de promotion des investissements a également participé à la construction du nouveau port de Djibouti, dans le but d'augmenter grandement le tonnage du port en réponse à la croissance du fret générée par la construction du nouveau chemin de fer. Dans le domaine de l'énergie, les entreprises chinoises ont investi dans plusieurs projets d'électricité, de pétrole et de gaz en Afrique, fournissant au continent un approvisionnement stable en énergie, non seulement pour résoudre les pénuries d'énergie, mais aussi pour fournir une garantie énergétique fiable pour l'industrialisation en Afrique.

1.3.2 Les investissements orientés vers le marché permettent d'améliorer le système industriel local

Les investissements des entreprises chinoises en Afrique se concentrent davantage sur les besoins du marché et les tendances du développement industriel, améliorant ainsi le système industriel local grâce à des « investissements orientés vers le marché ». Les entreprises chinoises tirent pleinement parti des avantages africains en matière de ressources et de main-d'œuvre pour créer des bases de production locales et fabriquer des produits répondant aux besoins du marché local, stimuler le développement des chaînes industrielles pertinentes, et promouvoir la mise à niveau et la transformation de l'industrie africaine.

Prenons l'exemple d'un projet dans les appareils électroménagers investi par le groupe Hisense. En 1996, le groupe Hisense est entré sur le marché africain, en se concentrant sur le commerce de produits, sa marque étant peu connue sur le continent. En 2013, le groupe Hisense a créé des sociétés orientées vers le commerce et la production en Afrique. Conformément à l'idée de « stimuler l'investissement par le commerce et promouvoir le développement par l'investissement », il a progressivement construit des lignes de production en Afrique du Sud. En s'appuyant sur les avantages nationaux en matière de recherche-développement et de gestion de la chaîne industrielle, le groupe a laissé la fabrication haut de gamme en Chine, réalisé l'assemblage des produits en aval en Afrique et transformé progressivement ses sociétés en Afrique en parcs industriels dans l'électroménager. Actuellement, les produits électroménagers Hisense occupent une position de leader sur les marchés d'Afrique du Sud, du Nigeria, du Ghana, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de l'Algérie. Après le parc industriel sud-africain, le projet d'usine de télévision Hisense en Égypte a été officiellement signé en août 2024 et devrait entrer en production en 2025. Les produits rayonneront davantage sur 21 pays et régions, notamment l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est et les pays de la Ligue arabe. Par le biais du transfert de technologies et de la formation du personnel, Hisense a entraîné le développement des industries locales connexes et amélioré le niveau de fabrication des produits électroménagers locaux. Dans le même temps, certaines entreprises chinoises, au cours de leur production et de leur exploitation en Afrique, fournissent des technologies de production, la recherche-développement, des matières premières et supplémentaires, des modes de production, une gestion de la production et d'autres supports industriels, afin d'améliorer la compétitivité et la valeur ajoutée des industries locales, d'augmenter la capacité et la rentabilité de production de l'Afrique et d'aider les pays africains à mettre en place un système industriel plus complet.

1.3.3 Les investissements dans les nouveaux domaines favorisent la transformation et la mise à niveau des industries, ainsi que l'amélioration de leur qualité et leur rentabilité

Avec les progrès technico-scientifiques et la restructuration de la chaîne industrielle mondiale, les investissements des entreprises chinoises en Afrique continuent de s'étendre vers les nouveaux domaines, favorisant la transformation et la mise à niveau des industries africaines, ainsi que l'amélioration de leur qualité et leur rentabilité. Dans le domaine des nouvelles énergies, les entreprises chinoises ont investi dans la construction de plusieurs centrales éoliennes et photovoltaïques. Par exemple, le parc éolien De Aar en Afrique du Sud investi

par la société chinoise Longyuan est le premier projet éolien investi, construit et exploité par une entreprise publique chinoise de production d'électricité. Il fournit une alimentation stable d'environ 760 millions de kWh d'électricité propre par an et peut répondre aux besoins en électricité de 300 000 résidents locaux. Les projets de nouvelles énergies fournissent non seulement une énergie propre aux pays africains, mais stimulent également le développement des industries locales de nouvelles énergies. Dans le même temps, les entreprises chinoises promeuvent activement les technologies et les produits de nouvelle énergies pour aider l'Afrique à élever le taux d'utilisation de ces énergies. Dans le domaine des industries vertes, la Chine a mis en œuvre des centaines de projets d'énergie propre et de développement vert en Afrique, et la capacité installée cumulée des centrales photovoltaïques construites par des entreprises chinoises en collaboration avec l'Afrique dépasse 1,5 gigawatt, en tête de peloton de la coopération verte internationale avec l'Afrique. Au Maroc, les phases II et III de la centrale solaire thermique Noor, construite par des entreprises chinoises pour fournir de l'énergie propre à plus d'un million de foyers marocains, a changé radicalement la dépendance à long terme du Maroc à l'égard des importations. Dans le même temps, les entreprises chinoises généralisent activement des idées et des technologies économes en énergie, aident l'Afrique à élever le niveau de technologies économes en énergie et à promouvoir le développement durable des industries africaines. Par ailleurs, les entreprises chinoises investissent en Afrique dans des domaines émergents notamment l'économie numérique, le commerce électronique, aidant les pays africains à construire des infrastructures numériques et stimulant la numérisation et la mise à niveau des industries africaines.





Rédigé en chinois par l'équipe de la faculté des relations internationales de l'Université Tsinghua

Chapitre 2 Contribuer à l'industrialisation en Afrique : mécanismes, moteurs et innovations de la coopération industrielle sino-africaine

2.1 Mécanismes et voies de la coopération industrielle sino-africaine

Actuellement, la chaîne industrielle est l'un des points clés de la concurrence stratégique mondiale. Le développement et la transformation industriels africains, entravés par une faible base économique, sont confrontés à des défis à long terme. La Chine, partenaire ferme et fiable de l'Afrique, s'engage à associer sa coopération avec ce continent à l'Agenda 2063 et aux stratégies de développement industriel des pays d'Afrique, soutient l'industrialisation et la transformation industrielle sur le continent.

2.1.1 Mécanisme de coopération innovante

Innovation institutionnelle du cadre de coopération industrielle sino-africaine



En 2015, le gouvernement chinois a publié l'Avis du Conseil des Affaires d'État sur la promotion de la coopération en matière de capacités de production internationales et de fabrication d'équipements, en précisant que la coopération industrielle internationale est un sujet important du nouveau cycle d'ouverture de haut niveau et du renforcement des avantages concurrentiels internationaux. Dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine et de l'initiative « la Ceinture et la Route », la coopération industrielle est devenue un levier de la coopération sino-africaine. Les « Dix plans de coopération sino-africaine » comprennent le Plan de coopération sino-africaine sur l'industrialisation et le Plan de coopération dans les infrastructures. Parmi les « Huit initiatives majeures », la première est la Promotion industrielle. Les « Neuf programmes » impliquent également la promotion du commerce, l'innovation numérique et le renforcement

des capacités. Ces initiatives, plans et programmes sont tous liés à la coopération industrielle sino-africaine. En outre, la Chine a établi le Fond pour la coopération sino-africaine pour les capacités de production, qui se concentre sur le réseau de chemins de fer à grande vitesse, le réseau d'autoroutes, le réseau de lignes aériennes régional et l'industrialisation. Fin 2021, la Chine avait établi un mécanisme de coopération industrielle avec 15 pays africains, afin d'aider ces pays à élever leur niveau d'industrialisation.

Mesures innovantes des gouvernements locaux pour la coopération avec l'Afrique



Sous l'orientation de la conception globalisée de l'Etat, les gouvernements locaux ont élaboré des mesures sur la coopération industrielle avec l'Afrique. Dans la province du Hunan, la zone de coopération économique et commerciale approfondie Chine-Afrique et l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique, deux plateformes nationales de Chine en matière de coopération avec l'Afrique, accélèrent la coopération industrielle entre le Hunan et l'Afrique. La Zone pilote pour la coopération économique et commerciale approfondie Chine-Afrique a pour but d'explorer de nouvelles voies et de nouveaux modes de coopération, en se concentrant sur la construction de six centres importants dont le Centre d'échanges de produits qui ne sont pas à base de ressources en Afrique, le Centre de coopération du e-commerce transfrontalier et le Centre Chine-Afrique de formation de chaînes industrielles⁹. L'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique est la première mesure concrète des « Huit initiatives majeures », et également la plus grande plateforme de coopération économique et commerciale dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine. À partir de 2019, cette exposition a eu lieu à trois reprises à Changsha, avec un total de 336 contrats signés, d'un montant de 53,32 milliards de dollars américains. Elle est devenue ainsi une nouvelle fenêtre de la coopération économique et commerciale entre une autorité locale chinoise et l'Afrique¹⁰. Pour la province du Guangdong, les zones de coopération économique et commerciale à l'étranger sont un vecteur important pour la coopération industrielle entre la province et l'Afrique. Parmi les sept premières zones de coopération économique et commerciale à l'étranger approuvées par cette province, quatre se trouvent en Afrique. La province a élaboré les Mesures sur les services financiers de la province du Guangdong soutenant le développement des zones de coopération économique et commerciale à l'étranger, afin de soutenir le financement de ces zones¹¹. En outre, la province a organisé deux éditions de la Semaine d'échanges et de coopération entre le Guangdong et l'Afrique, exposant les réalisations dans les projets industriels et la coopération industrielle entre les deux parties¹². Dans le Zhejiang, le gouvernement provincial, en s'appuyant sur le dynamisme du secteur privé et ses atouts en termes de mécanismes flexibles, a publié en premier le Plan d'action de la province du Zhejiang sur l'accélération de la

⁹ Nouvelles opportunités, nouvelle physionomie et nouvelle conjoncture – La coopération économique et commerciale entre le Hunan et l'Afrique s'accélère. https://www.gov.cn/lianbo/difang/202402/content_6929515.htm

¹⁰ China Finance (2024), La première activité de l'Exposition économique et commerciale sino-africaine ayant lieu en Afrique attire une large attention. https://www.cnfin.com/hg-lb/detail/20240526/4053367_1.html

¹¹ Nanfang Ribao (2023), Les marques du Guangdong entrent en Afrique, nouvelles opportunités générées par la coopération entre le Guangdong et l'Afrique. https://news.southcn.com/node_b6acdc8047/3ba00b61a0.shtml

¹² La province du Guangdong mettra à niveau sa coopération avec l'Afrique dans la nouvelle ère. https://www.gov.cn/xinwen/2019-11/22/content_5454441.htm

coopération avec l'Afrique (2019-2022), afin d'inciter ses commerçants à sortir du pays pour combler les lacunes de l'Afrique par ses industries¹³.

2.1.2 Promouvoir les investissements dans l'économie et le commerce

La Chine a été le premier partenaire commercial de l'Afrique pendant quinze années consécutives. En 2023, les investissements directs chinois en Afrique ont maintenu leur croissance¹⁴, le volume d'échanges entre les deux parties a atteint un record historique de 282,1 milliards de dollars américains, soit une augmentation de 1,5 % par rapport à 2022¹⁵. En 2021 et 2022, malgré l'impact de l'épidémie de COVID-19, le commerce bilatéral a connu une croissance en dépit d'une tendance à la baisse, démontrant une résilience et une dynamique de cette coopération face à la situation extérieure complexe¹⁶. Du point de vue de la répartition sectorielle, les investissements chinois se concentrent ces dernières années dans l'énergie, la mine et la fabrication¹⁷.

Soutenir vigoureusement le développement durable des industries énergétique et minière en Afrique



L'Afrique a un grand potentiel dans le développement des industries énergétique et minière. Fin 2021, le stock des investissements directs chinois dans les mines africaines ont atteint 9,99 milliards de dollars américains, représentant 22,6 % du total des investissements chinois en Afrique¹⁸. La coopération énergétique et minière sino-africaine a eu un effet d'entraînement sur l'industrialisation locale. D'une part, cette coopération a apporté des bénéfices économiques à l'Afrique. Ce continent a une abondance de ressources minières dont la valeur représente 23 % du total mondial. Mais la valeur de production n'en représente que 9 %. L'exploration minière joue un rôle pilier dans la croissance du PIB, la création d'emplois et l'exportation

¹³ Département du commerce de la province du Zhejiang (2019), L'ouverture à Hangzhou du Salon d'échanges économiques et commerciaux entre le Zhejiang et l'Afrique. http://www.zcom.gov.cn/art/2019/3/1/art_1389631_30579812.html

¹⁴ Ministère chinois du Commerce (2024), Le ministère du Commerce organise une conférence de presse thématique sur les zones pilotes pour la coopération économique et commerciale Chine-Afrique. http://www.scio.gov.cn/xwfb/bwxwfb/gbwfbh/swb/202402/t20240202_831745.html

¹⁵ People.cn (2022), La Chine a été pendant 15 ans consécutifs le premier partenaire commercial de l'Afrique – les résultats abondants de la coopération économique et commerciale sino-africaine. <http://world.people.com.cn/n1/2024/0221/c1002-40180237.html>

¹⁶ People.cn (2022), Le record du commerce sino-africain dans le contexte de l'épidémie met en évidence la résilience de la coopération économique et commerciale sino-africaine. <http://world.people.com.cn/n1/2022/0301/c1002-32362455.html> ; Commission nationale de développement et de réforme (2022), Le commerce entre la Chine et les pays d'Afrique (janvier-novembre 2022), https://www.ndrc.gov.cn/fgsj/tjsj/jjmy/dwjmjztfx/202212/t20221230_1345145.html

¹⁷ Institut de recherche du ministère chinois du Commerce (2023), Rapport sur les relations économiques et commerciales sino-africaines (2023). <https://www.caitec.org.cn/upfiles/file/2023/6/20230710163247545.pdf>

¹⁸ Institut de recherche du ministère du Commerce (2023), Rapport sur les relations économiques et commerciales sino-africaines (2023). <https://www.caitec.org.cn/upfiles/file/2023/6/20230710163247545.pdf>

d'un grand nombre de pays d'Afrique¹⁹. D'autre part, la Chine soutient vigoureusement le développement des « énergies vertes » et des « mines vertes » en Afrique. Fin 2021, le président chinois Xi Jinping a déclaré lors de l'Assemblée générale de l'ONU que la Chine soutiendrait les pays en développement dans leur développement des énergies vertes et bas-carbone, et que la Chine cesserait le lancement de nouveaux projets de centrales à charbon à l'étranger²⁰. La 8e réunion ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine a approuvé la Déclaration sur la coopération sino-africaine dans la lutte contre le changement climatique, en réitérant l'engagement sur le soutien à long terme au développement durable des industries énergétique et minière africaines²¹.

Investir dans de nombreux domaines de la fabrication



Ces dernières années, la Chine ne cesse d'augmenter ses investissements dans la fabrication en Afrique, avec des investissements directs s'élevant à 400 millions de dollars américains par an. Cela joue un rôle important pour promouvoir le développement économique et l'industrialisation en Afrique²². Les dernières données montrent que fin 2021, le stock des investissements directs chinois dans la fabrication africaine a atteint 5,93 milliards de dollars américains, représentant 13,4 % des investissements directs chinois en Afrique²³. Dans le domaine de la production des matériaux de construction, la céramique, le ciment et d'autres matériaux attirent la plus grande attention des investissements des entreprises chinoises en Afrique. Par exemple, le Groupe Wangkang a créé quatre lignes de production de céramique au Nigeria, avec une production journalière à hauteur de 140 000 m². Il s'agit de la plus grande production unitaire de ce pays²⁴. Dans le domaine de l'industrie légère, la Chine met pleinement en valeur ses avantages en capital et en technologie, aidant l'Afrique à transformer ses ressources humaines abondantes en avantage de développement économique. En plus des industries à forte intensité de main-d'œuvre, les entreprises chinoises investissent dans la fabrication liée aux domaines de la haute technologie notamment la santé, les médicaments, les nouvelles énergies et l'information électronique, activant ainsi la coopération économique et commerciale sino-africaine.

¹⁹ People.cn (2022), La Conférence sur les investissements miniers en Afrique appelle à renforcer la coopération pour mettre en valeur le potentiel des mines africaines. <http://world.people.com.cn/n1/2022/0607/c1002-32439644.html>

²⁰ Discours au débat général de la 76e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (texte intégral). https://www.gov.cn/xinwen/2021-09/22/content_5638597.htm

²¹ Déclaration sur la coopération sino-africaine dans la lutte contre le changement climatique (texte intégral). http://www.news.cn/2021-12/02/c_1128121935.htm

²² Ministère chinois du Commerce : Les investissements directs chinois en Afrique ont maintenu une croissance en 2023. https://news.cnr.cn/native/gd/20240411/t20240411_526660510.shtml

²³ Institut de recherche du ministère chinois du Commerce (2023), Rapport sur les relations économiques et commerciales sino-africaines (2023). <https://www.caitec.org.cn/upfiles/file/2023/6/20230710163247545.pdf>

²⁴ Huang Jinlong (2019), Les avantages des matériaux de construction chinois en Afrique. China Investment (20):28-30.

Référence 7 La société Reyoung : 20 années d'expérience en Afrique

Fondée en 1966, la société Reyoung a commencé à développer ses activités en Afrique vers 2006. Afin de répondre simultanément aux objectifs de développement de la société et aux exigences juridiques nationales et internationales, Reyoung a débuté par la coopération avec des sociétés de produits pharmaceutiques et de soins de santé, pour exporter des produits de fabricants d'équipement d'origine (FEO) et des marques autonomes vers le marché africain.

En tant que partenaire de production et d'approvisionnement de Humanwell Healthcare sur le marché africain, Reyoung produit principalement des comprimés et des capsules de pénicilline et de céphalosporine, des injections à faible volume, ainsi que des médicaments antipyrétique, analgésique et antihypertensive. À l'heure actuelle, les comprimés de pénicilline et de céphalosporine produits par Reyoung sont les marques les plus vendues sur le marché malien. Parallèlement, certains médicaments dont la marque appartient en propre à Reyoung accèdent progressivement en Afrique par le biais de la plateforme de Humanwell Healthcare.

2.1.3 Amélioration des infrastructures

Dans sa coopération avec l'Afrique, la Chine a toujours attaché une grande importance à l'investissement dans la construction d'infrastructures, en aidant l'Afrique à faire de ce secteur un axe prioritaire pour sa revitalisation économique, apportant ainsi une grande contribution à l'industrialisation en Afrique.

Les besoins africains en matière de construction d'infrastructure attirent des investissements chinois



L'infrastructure fait référence aux installations d'ingénierie matérielles qui servent à la production sociale et à la vie des habitants. Il s'agit de la condition matérielle générale pour la survie et le développement de la société. La majorité des régions africaines est à la traîne du reste du monde en termes de construction d'infrastructures. Selon les dernières données de la Banque mondiale, fin 2021, le taux d'accès à l'électricité n'était que de 51 % en Afrique subsaharienne, et celui à Internet, que de 36 %²⁵. Dans le même temps, les pays africains connaissent une période d'industrialisation et d'urbanisation rapides et ont un grand besoin en matière de développement d'infrastructures. On estime que si l'Afrique subsaharienne veut atteindre ses objectifs de développement durable, elle doit chaque année investir environ 7,1 % de son PIB dans la construction d'infrastructures, alors que le niveau d'investissements réels en 2023 n'était que de 3,5 %²⁶. Dans ce contexte-là, les investissements dans les infrastructures en Afrique sont devenus un sujet important pour la coopération industrielle sino-africaine.

²⁵ Banque mondiale (2021), Afrique subsaharienne. <https://data.worldbank.org.cn/region/%E6%92%92%E5%93%88%E6%8B%89%E4%BB%A5%E5%8D%97%E9%9D%9E%E6%B4%B2%E5%9C%B0%E5%8C%BA>

²⁶ International Finance Cooperation (2023), Infrastructures en Afrique. <https://www.ifc.org/content/dam/ifc/doc/2023/working-paper-infrastructure-in-africa.pdf>

Les investissements dans les infrastructures en Afrique donnent de premiers résultats remarquables



Se guidant sur une série de politiques d'investissement en Afrique, les investissements dans la construction d'infrastructures ont un poids significatif dans les investissements chinois en Afrique, l'ampleur de la coopération en la matière restant chaque année supérieure à 37 milliards de dollars américains²⁷. Depuis l'établissement en 2000 du mécanisme de dialogue du Forum sur la coopération sino-africaine, les entreprises chinoises ont construit en Afrique plus de 10 000 km de voies ferrées, près de 100 000 km de routes, près de 1 000 ponts, près de 100 ports et un grand nombre d'hôpitaux et d'écoles²⁸. L'une des raisons pour lesquelles les infrastructures peuvent bénéficier à l'industrialisation en Afrique réside dans la forte complémentarité entre les infrastructures et les parcs industriels. Avec la progression régulière des investissements chinois dans les parcs industriels en Afrique, les investissements chinois dans les infrastructures en Afrique peuvent également générer un effet d'interaction, dynamisant fortement l'industrialisation et la mise à niveau industrielle en Afrique.

2.1.4 Formation de talents dans l'industrie

« Mieux vaut apprendre à quelqu'un à pêcher que de lui donner des poissons. » Le processus d'industrialisation en Afrique ne peut se passer de la formation de talents dans l'industrie. Dans le domaine du développement des ressources humaines, la Chine a fourni aux pays africains un soutien diversifié et de qualité en matière d'éducation et de formation, au moyen des orientations politiques et de la participation des entreprises, ce qui a exercé un impact positif et profond sur le processus d'industrialisation en Afrique.

Référence 8 La CCECC au Nigeria a construit la première ligne du métro léger électrifié d'Afrique de l'Ouest

La société China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) est installée au Nigeria depuis plus de 40 ans. Elle est un témoin important de la coopération économique et commerciale sino-nigériane. Pendant des années, la CCECC a progressivement gagné la reconnaissance du gouvernement de l'État de Lagos grâce à sa puissance technologique, à sa marque et à sa capacité d'honorer ses engagements. En 2009, le gouvernement de l'État de Lagos lui a attribué le projet de la ligne bleue du métro léger de Lagos.

Le 24 janvier 2023, la cérémonie d'ouverture de la phase I de la ligne bleue du métro léger de Lagos, construite par la CCECC, a eu lieu. La CCECC au Nigeria a strictement contrôlé la qualité de la construction et surmonté de nombreuses difficultés, pour assurer l'achèvement de la phase I du projet fin 2022 grâce à une construction efficace et de haute qualité. Ce projet symbolise l'ouverture au trafic du premier métro léger électrifié d'Afrique de l'Ouest dans la ville africaine la plus peuplée.

²⁷ Minist//www.ifc.org/c, Confst//wwwde presse du 11 avril 2024 par le ministère du Commerce. <http://cz.mofcom.gov.cn/article/zytz/202404/20240403503203.shtml>

²⁸ Les pays africains accélèrent la construction d'infrastructures. <http://world.people.com.cn/n1/2023/1011/c1002-40092637.html>

Le gouvernement chinois prête une haute attention à la coopération en matière de formation professionnelle



La Chine, attachant une grande importance à la formation de talents dans l'industrie en Afrique, a coopéré avec l'Afrique dans le domaine de la formation professionnelle²⁹. D'une part, la Chine encourage les jeunes Africains à venir en Chine pour y recevoir une éducation de qualité grâce à des bourses gouvernementales, afin de former pour l'Afrique des talents dans l'industrie dotés de connaissances professionnelles et d'une vision internationale. D'autre part, la Chine a organisé une série de formations professionnelles et techniques en Afrique, renforcé le partage des connaissances et le transfert de technologies. Par des mécanismes tels que L'Afrique du futur – Programme de coopération Chine-Afrique dans la formation professionnelle et des projets de formation professionnelle et technique dont les ateliers Luban, la Chine a formé un grand nombre de talents locaux, ce qui a contribué effectivement au processus d'industrialisation des pays africains³⁰.

Les entreprises chinoises en Afrique contribuent à la formation de talents dans l'industrie



Étant en première ligne de l'industrialisation en Afrique, les entreprises chinoises sont capables de former de façon ciblée les techniciens dont la production locale a besoin. Par exemple, Huawei a investi plus de 150 millions de dollars américains dans une série de programmes de formation de talents afin d'offrir aux jeunes Africains une formation professionnelle et des opportunités pratiques, couvrant plus de 150 pays et bénéficiant à plus de 1,54 million de personnes³¹. Ces programmes de formation ont non seulement fourni une garantie en ressources humaines pour l'expansion des affaires de Huawei en Afrique, mais aussi formé un pool de talents dans l'industrie dotés de compétences professionnelles et d'un esprit novateur pour les pays africains, incitant fortement le développement intégré de l'informatisation et de l'industrialisation en Afrique.

²⁹ Ministère chinois des Affaires étrangères (2021), Forum sur la coopération sino-africaine – Plan d'action de Dakar (2022-2024). https://www.mfa.gov.cn/web/ziliao_674904/1179_674909/202112/t20211202_10461174.shtml

³⁰ Ministère chinois de l'Éducation (2021), Tianjin a créé 12 ateliers Luban en Afrique – « Solution chinoise » pour la formation professionnelle locale. http://www.moe.gov.cn/jyb_xwfb/s5147/202112/t20211202_584025.html

³¹ Huawei (2021), Promouvoir la formation de talents du numérique, franchir le fossé numérique et favoriser le développement durable – Rapport sur le développement durable de Huawei 2021. <https://www.huawei.com/cn/sustainability/the-latest/views/message-from-chairman-of-the-board>

Référence 9 Le programme « graines du futur » de Huawei mis en application en Tanzanie

Huawei a lancé le programme « Graines du futur » en 2008, dans le but d'aider à développer les talents locaux en matière de TIC et d'encourager les pays et régions à participer à la construction de communautés numériques. Ce programme couvre actuellement 139 pays et régions à travers le monde.

En 2016, ce programme a été lancé en Tanzanie pour contribuer à développer l'économie numérique locale et combler le fossé entre le monde universitaire et l'industrie. Fin 2023, ce programme avait permis à plus de 240 étudiants tanzaniens d'apprendre les TIC de pointe. Grâce à ce programme, Huawei forme activement les talents tanzaniens dans les TIC, aide le pays à réaliser l'autonomie technologique et participe profondément au développement de la communication dans le pays.

2.2 Complémentarité et forces motrices de la coopération industrielle sino-africaine

Face à l'instabilité de la situation internationale, certains critiques ont des anticipations pessimistes concernant les investissements chinois en Afrique, mais ces opinions ne sont pas fondées sur les faits. En fait, les structures industrielles de la Chine et de l'Afrique sont profondément complémentaires, les investissements chinois en Afrique bénéficient toujours de forces motrices favorables et peuvent fournir un soutien à long terme au processus d'industrialisation en Afrique.

2.2.1 L'industrie et la structure

Urgence de mettre à niveau la structure industrielle africaine



Depuis longtemps, la transformation des structures industrielle et économique de l'Afrique progresse lentement, et la structure industrielle n'a pas changé de manière significative dans son ensemble malgré des années de développement. Au début de l'industrialisation, certains pays africains se sont appuyés sur leurs propres avantages en termes de ressources naturelles abondantes pour réaliser un développement industriel initial, ce qui leur a donné certains avantages en amont de la chaîne industrielle. Cependant, ce mode économique peut conduire

à une monostructure économique, qui est moins stable face aux changements complexes de la situation économique internationale, et l'économie est très vulnérable. Par exemple, le Nigeria, l'Angola et le Soudan sont vulnérables aux fluctuations des prix internationaux du pétrole ; la Zambie et la République démocratique du Congo, à celles des prix internationaux des minerais. Ces pays se situent à une position marginale dans la chaîne industrielle mondiale et la plupart d'entre eux ne peuvent exporter que des matières premières ou des produits faiblement transformés. Ils ont beaucoup à faire dans les maillons en aval de la chaîne industrielle et ont un besoin urgent de mettre à niveau leurs structures industrielles au niveau macroéconomique.

Les structures industrielles de la Chine et de l'Afrique montrent une cohérence et une complémentarité



L'expérience de la Chine en matière de développement des industries compétitives pourrait répondre aux besoins urgents des pays africains en matière de développement industriel et de mise à niveau de la structure industrielle. Par exemple, le niveau d'infrastructures de l'Afrique est relativement en retard et manque de ressources techniques concernées. En tant que grand pays d'infrastructures, la Chine possède une riche expérience en matière d'accumulation technologique et de construction. De plus, elle peut utiliser diverses modes de financement pour combler les lacunes dans la chaîne du capital pour la construction d'infrastructures en Afrique en vue de promouvoir le développement durable de la construction d'infrastructures en Afrique. Les structures industrielles des deux parties sont complémentaires et la coopération a de vastes perspectives pour l'avenir.

Référence 10 La CRBC a construit la première autoroute en Afrique de l'Est

L'autoroute de Nairobi, investie, développée, construite et exploitée par la société China Road and Bridge Corporation (CRBC), a une longueur de 27,1 km et relie l'Aéroport international Jomo-Kenyatta, le terminus à Nairobi du chemin de fer Mombasa-Nairobi, le périphérique de Nairobi et le centre-ville. Il s'agit de la première autoroute à haut niveau construite au Kenya sous forme de partenariat public-privé, et également de la première autoroute en Afrique de l'Est. La route a été ouverte au trafic à titre d'essai depuis le 14 mai 2022.

L'autoroute a considérablement réduit les embouteillages à Nairobi, diminué les coûts logistiques et stimulé le développement économique, tout en attirant davantage d'investissements internationaux au Kenya et en l'aidant à devenir un centre économique, diplomatique, touristique et de transport en Afrique de l'Est.

2.2.2 Les ressources et le marché

Promouvoir l'expansion et la mise à niveau des industries locales



En s'appuyant sur l'accumulation d'industries compétitives, la Chine peut offrir aux pays africains des possibilités d'optimisation technologique et de modernisation industrielle, de

développer leur capacité de production autonome et de renforcer ainsi leur position dans la chaîne industrielle mondiale.

Dans l'agriculture, la demande croissante de la consommation augmente les besoins de la Chine en matière de produits agricoles diversifiés et de haute qualité, ce qui représente un énorme marché potentiel pour les produits agricoles africains de haute qualité. L'Afrique est riche en ressources naturelles, ses ressources agricoles revêtent des caractéristiques notables et sont de bonne qualité. Cependant, l'agriculture locale est confrontée à la faiblesse de la productivité et de la valeur ajoutée. En réponse à cette situation, la Chine a, en adoptant des idées consistant à créer de bonnes conditions pour attirer les investissements et les talents, et à former la capacité d'autodéveloppement en Afrique, développé activement une coordination et une coopération avec les pays africains, afin de les aider à moderniser leur agriculture³².

Dans le domaine des minéraux, les réserves minérales globales de l'Afrique représentent environ 30 % du total mondial, mais le financement total n'en représente que moins de 5 %³³. La Chine consomme plus de 50 % du total mondial des produits métalliques, mais présente un manque cruel de certains minéraux clés (soufre, potassium, bore, lithium, brome, etc.), et reste très dépendante de l'extérieur. L'Afrique est une source importante pour les importations chinoises de minéraux. En 2021 et 2022, les importations chinoises de minéraux en provenance de l'Afrique ont été respectivement de 62,58 milliards et de 67,09 milliards de dollars américains, soit 59 % et 57 % de ses importations totales³⁴. Dans le même temps, les entreprises chinoises construisent en Afrique une chaîne d'approvisionnement en minerais comprenant la recherche, l'exploration, l'extraction, la transformation et la vente, en créant notamment des parcs industriels intégrés en amont et en aval afin d'accroître la valeur ajoutée de la transformation locale des minerais. Par exemple, la Zone de coopération économique et commerciale Zambie-Chine a rassemblé des industries d'extraction, de sélection et de métallurgie des métaux non ferreux, des projets de dérivés de métaux non ferreux et d'industrie lourde tels que la machinerie, l'industrie chimique, les matériaux de construction, le commerce et la logistique, ainsi que des projets d'industrie de traitement des métaux non ferreux dont le ciment, les fils et les câbles. Il abrite presque une centaine d'entreprises enregistrées, formant largement un parc industriel moderne de métaux non ferreux doté d'une infrastructure parfaite, d'une chaîne industrielle complète, d'une forte capacité d'entraînement et de rayonnement, et d'une grande influence³⁵.

Réaliser la circulation de la chaîne industrielle mondiale



Dans le contexte actuel où la restructuration de la production mondiale s'accélère, la Chine a proposé de « construire une nouvelle conjoncture reposant sur le rôle primordial de la circulation nationale et l'interaction dynamique entre les circulations nationale et internationale ». Cette nouvelle conjoncture de développement stimulera pleinement le potentiel du marché chinois

³² Documents politiques chinois à l'égard de l'Afrique (texte intégral). https://www.gov.cn/xinwen/2015-12/05/content_5020197.htm

³³ Attention de China Mining 2023 : Opportunités et défis pour se développer en Afrique. <https://www.eeo.com.cn/2023/1027/610969.shtml>

³⁴ Secrétariat de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique, Rapport sur les relations économiques et commerciales sino-africaines (2023). <https://www.caitec.org.cn/upfiles/file/2023/6/20230710163247545.pdf>

³⁵ Zone de coopération économique et commerciale Zambie-Chine. <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/178176.html>

et aidera les pays africains à bénéficier de la demande d'importation diversifiée de la Chine et de son énorme marché de consommation potentiel. Dans le cadre de la nouvelle conjoncture de développement, le transfert industriel de la Chine vers l'Afrique ne se limitera pas à une exportation industrielle unilatérale. Après que les conglomérats industriels locaux auront réalisé la production initiale, les produits pourront être vendus en Chine pour y être transformés de manière plus poussée. Ce mode permet non seulement de réaliser la disposition mondiale et l'allocation optimale des industries compétitives de la Chine et de l'Afrique, mais aussi de promouvoir l'intégration en profondeur des deux parties dans la chaîne industrielle mondiale, favorisant ainsi la mise à niveau coordonnée de leurs chaînes industrielles.

2.2.3 Les connaissances et technologie

L'expérience chinoise en matière de développement industriel bénéficie à l'Afrique

La riche expérience chinoise en matière de technologie, de gestion et d'exploitation de projets, accumulée au cours de son propre processus d'industrialisation, peut aider l'Afrique à accélérer son développement industriel. Un exemple typique est que la Chine a introduit avec succès le mode de parc industriel en Afrique. Ce mode a été formé avec la création de la Zone industrielle de Shekou au début de la réforme et l'ouverture. Après 40 ans de développement, ce mode est marqué par des zones destinées à différents niveaux industriels et couvrant un large éventail de secteurs économiques. Les parcs industriels conjointement construits par la Chine et l'Afrique sont un vecteur important pour les investissements chinois dans les industries en Afrique. Depuis les années 1990, les entreprises chinoises ont activement investi, construit et exploité divers types de parcs industriels en Afrique. En 2023, selon les statistiques du ministère du Commerce, le nombre de parcs financés par la Chine en Afrique avait atteint 25, attirant plus de 620 entreprises, avec un investissement cumulé de 7,35 milliards de dollars américains, employant 42 000 employés locaux, payant 1,48 milliard de dollars américains de taxes au pays d'accueil, et mettant en forme plusieurs conglomérats industriels concernant notamment les ressources minérales, la fabrication d'équipements, l'industrie légère et le textile, et les appareils électroménagers³⁶.

Les connaissances locales contribuent à l'introduction des investissements chinois

Les pays africains sont très différents en matière de conditions nationales, ce qui pose un grand défi aux industries chinoises qui s'y implantent. Mais ces différences mettent en évidence l'importance du savoir local dans la planification de la politique industrielle et le développement des entreprises. Par exemple, dans l'industrie africaine du ciment, du fer, de l'acier et d'autres matériaux de construction, les entreprises chinoises n'ont pas une compréhension aussi précise des tendances du marché africain et des orientations politiques que les entreprises africaines. Leur capacité de production est souvent trop grande ou trop petite, et leurs produits ne répondent pas exactement aux besoins des clients. Lorsque la Chine fournit des services de production et de technologies aux entreprises africaines et que le partenaire africain dirige

³⁶ Les 25 parcs industriels investis par les entreprises chinoises emploient 42 000 habitants locaux. <https://www.chinanews.com.cn/gj/2023/07-01/10034927.shtml>

la stratégie d'exploitation et le marketing, les deux parties peuvent combiner leurs avantages comparatifs pour former un modèle commercial optimisé³⁷. La combinaison organique de la technologie et de l'expérience de gestion chinoises avec les ressources africaines en matière de connaissances peut réduire efficacement les coûts de démarrage, d'exploitation et de maintenance des investissements chinois et améliorer l'efficacité de la synergie industrielle entre la Chine et l'Afrique.

Avec le soutien des connaissances locales, les investisseurs chinois peuvent comprendre en profondeur le système juridique local, mieux s'adapter au marché africain et aux règles d'investissement, et réduire les risques juridiques. Dans le même temps, les entreprises chinoises en Afrique peuvent mieux comprendre et respecter la culture et les traditions locales afin de garantir le bon déroulement des projets. En outre, les investissements industriels chinois peuvent se baser sur les besoins réels du marché africain pour fabriquer les produits correspondants, afin de mieux s'intégrer au niveau de développement local et de former une force motrice durable pour l'industrialisation locale³⁸.

2.3 Innovation dans la coopération industrielle sino-africaine au contexte des forces productives de nouvelle qualité

Actuellement, certains craignent que la délocalisation de l'industrie manufacturière chinoise, notamment celle des industries à forte intensité de main-d'œuvre, n'entraîne la « désindustrialisation ». Cette inquiétude s'accroît en raison de l'augmentation des barrières commerciales due aux tensions géopolitiques de ces dernières années. Cependant, la réalité prouve que la coopération industrielle entre la Chine et l'Afrique ne conduira pas à la « désindustrialisation » en Chine, mais favorisera au contraire le développement des forces productives de nouvelle qualité et la mise à niveau conjointe des chaînes industrielles chinoise et africaine. La raison fondamentale en est que l'innovation est le premier moteur du développement des forces productives de nouvelle qualité. Par rapport aux forces productives traditionnelles, la caractéristique la plus distinctive des forces productives de nouvelle qualité est

³⁷ Tang Xiaoyang (2019). Investissements chinois dans l'industrie manufacturière et le transfert de connaissances : Rapport sur l'Éthiopie.

³⁸ Les « trois caractéristiques chinoises » contribuent à l'industrialisation en Afrique. <https://cn.chinadaily.com.cn/a/202308/03/WS64cbae8fa3109d7585e47d54.html>

que l'innovation y joue un rôle dominant³⁹. Dans le contexte actuel des révolutions scientifique et technologique et des transformations industrielles dans le monde, l'innovation conjointe dans les technologies revêt une grande importance pour la promotion de la transformation et de la mise à niveau des industries chinoises et africaines.

2.3.1 Orienter la transformation industrielle par l'innovation conjointe dans les technologies

Les avantages technologiques chinois contribuent à la transformation industrielle en Afrique



Le continent africain est doté de riches ressources naturelles et d'une grande demande du marché, mais il est confronté à de nombreuses difficultés en raison de son bas niveau de développement industriel. Parmi ces difficultés, le faible niveau de technologie industrielle est l'un des plus grands facteurs entravant l'industrialisation en Afrique. Lorsque les technologies clés et la capacité d'innovation font défaut, il est difficile de former des industries de compétitivité internationale. Après des décennies de développement, la Chine a mis en place un système industriel complet, accumulé une riche expérience technologique et possède certains avantages technologiques dans les industries traditionnelles et les domaines émergents. Les technologies de l'industrie manufacturière chinoise bénéficient d'une chaîne industrielle mûre. Les industries à forte intensité de main-d'œuvre, telles que les appareils ménagers, les textiles et les jouets, ont atteint un niveau technologique de premier plan mondial. L'industrie chinoise de haute technologie se développe rapidement. Les nouvelles énergies, les nouveaux matériaux, l'informatique et d'autres domaines sont devenus des symboles des industries compétitives de la Chine. Selon les rapports, en 2023, les exportations chinoises des voitures électriques, des batteries lithium-ion et des batteries solaires avaient atteint 1 060 milliards de yuans, soit une augmentation de 29,9 % par rapport à 2022⁴⁰. Par conséquent, la coopération industrielle Chine-Afrique consiste non seulement à transférer les industries retardataires, mais aussi à suivre une voie innovante qui s'adapte à la situation réelle et au mode de développement des deux parties. Cela vise à accroître la valeur plutôt que de supprimer les stocks. Par exemple, le groupe Jiangsu Tianyi a investi dans la construction de la société Afanda au Nigeria, qui a créé plus de 4 000 emplois pour les habitants locaux depuis sa fondation en 2013 et fera du Nigeria un acteur clé de l'industrie mondiale du lithium, aidant le pays à monter en amont de la chaîne de valeur industrielle⁴¹.

³⁹ Caractéristiques et clés de développement des forces productives de nouvelle qualité (Étudier en profondeur la pensée de Xi Jinping sur le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère). <http://opinion.people.com.cn/n1/2024/0301/c1003-40186428.html>

⁴⁰ Administration générale des douanes (2024), Les exportations des « trois nouveaux produits » ont augmenté de 29,9 % en 2023, dépassant pour la première fois la barre des mille milliards de yuans – le nouveau moteur du commerce extérieur de la Chine. <http://gdfs.customs.gov.cn/customs/xwfb34/mtjj35/5644345/index.html>

⁴¹ Le Nigeria souhaite créer un centre de l'industrie des nouvelles énergies en Afrique à l'aide des entreprises chinoises. <http://world.people.com.cn/n1/2024/0511/c1002-40233787.html>

La connexion des normes chinoises et africaines améliore l'efficacité de coopération industrielle



La connexion des normes est un soutien important pour la coopération industrielle entre la Chine et l'Afrique. La Vision 2035 de la coopération Chine-Afrique propose que la Chine aide l'Afrique à mettre en place un système de normes technologiques et à améliorer ses capacités en matière d'infrastructures de qualité⁴². Le renforcement de la communion des concepts et de la connexion des normes technologiques entre la Chine et les pays africains peut réduire les coûts d'échanges, améliorer l'efficacité de la coopération et approfondir le développement de la coopération industrielle entre les deux parties. Par exemple, le chemin de fer Mombasa-Nairobi au Kenya, construit et exploité par des entreprises chinoises, est le premier chemin de fer moderne dans le pays depuis cent ans, qui adopte les normes chinoises, la technologie chinoise et l'équipement chinois, et est considéré comme la « Route de l'amitié », la « Route de la coopération » et la « Route du gagnant-gagnant » entre la Chine et l'Afrique dans la nouvelle ère. Le chemin de fer a transporté un total de 5,415 millions de passagers et 1,308 million d'EVP, contribuant à hauteur de 1,5 % à la croissance économique du Kenya et créant 46 000 emplois directs et indirects, avec des effets économiques et sociaux notables⁴³.

Plus précisément, la Chine et l'Afrique peuvent promouvoir et améliorer la connexion des normes dans les trois domaines suivants : premièrement, renforcer les échanges et la coopération entre les organisations de normalisation pour élaborer conjointement des normes technologiques qui répondent aux intérêts des deux parties ; deuxièmement, promouvoir la confiance et la reconnaissance mutuelles entre la Chine et les pays africains en termes de normes sectorielles et de qualité des produits, afin de réduire les barrières commerciales et les obstacles en termes de normes ; troisièmement, renforcer la coopération dans la protection des droits de propriété intellectuelle et sévir conjointement contre les violations des droits de propriété intellectuelle, en vue de protéger les réalisations en matière d'innovation ainsi que les droits et intérêts légitimes des deux parties dans le domaine de la technologie industrielle.

⁴² Ministère chinois du Commerce (2021), Vision 2035 de la coopération Chine-Afrique. <http://xyf.mofcom.gov.cn/article/lt/202112/20211203226116.shtml>

⁴³ Ministère chinois du Commerce (2021), Vision 2035 de la coopération Chine-Afrique. <http://xyf.mofcom.gov.cn/article/lt/202112/20211203226116.shtml>

Référence 11 La société Haifu : les techniques chirurgicales non invasives accessibles dans quatre pays africains

En Afrique où les moyens médicaux sont insuffisants, 80 % des interventions chirurgicales se basent toujours sur la laparotomie, dont le traumatisme reste important, et moins de 10 % des médecins maîtrisent les techniques laparoscopiques ; le manque de réserves en sang de haute qualité, les effets secondaires et le rétablissement lent provoqués par les opérations traditionnelles sont les points douloureux du secteur médical en Afrique.

La société Haifu a introduit en Afrique l'éducation et les services médicaux fondés sur la technologie innovante originale HIFU (technique d'ultrasons focalisés de haute intensité), aidant l'Afrique à réaliser le passage de la chirurgicale invasive à la technologie non invasive. En 2015, avec le soutien financier du ministère chinois des Science et Technologies, la société Haifu a mis en place le premier centre HIFU en Afrique du Sud; en 2016 et 2021, elle a établi des centres HIFU respectivement en Égypte et au Nigeria. En juin 2024, la société Haifu avait créé cinq centres HIFU en Afrique, aidant plus de 3 000 patients.

2.3.2 Promouvoir la mise à niveau industrielle par l'innovation dans l'économie numérique

Une disposition anticipatrice des infrastructures numériques en Afrique



L'économie numérique étant devenue un nouveau moteur du développement économique mondial, la Chine et l'Afrique doivent saisir les opportunités offertes par ce développement pour promouvoir la mise à niveau industrielle par l'innovation dans l'économie numérique. Ces dernières années, l'économie numérique africaine s'est développée rapidement et a augmenté en volume. Un rapport de l'association Système mondial de communications mobiles (GSMA) montre que le nombre d'utilisateurs individuels d'appareils mobiles en Afrique subsaharienne a atteint 489 millions en 2023 et atteindra près de 700 millions en 2030⁴⁴. L'échelle de l'économie numérique africaine s'élève actuellement à 115 milliards de dollars américains. Endeavor, un réseau mondial d'entrepreneurs, prévoit dans son rapport que d'ici 2050, l'économie numérique du continent atteindra 712 milliards de dollars américains, avec un énorme potentiel de croissance⁴⁵.

La Chine a déjà élaboré une série de mesures pour guider les investissements dans l'économie numérique en Afrique. Parmi elles, le Programme de partenariat Chine-Afrique pour l'innovation numérique souligne que la Chine partagera ses fruits de la technologie numérique

⁴⁴ GSMA (2023). L'économie mobile en Afrique subsaharienne 2023. <https://www.gsma.com/mobileeconomy/wp-content/uploads/2023/10/20231017-GSMA-Mobile-Economy-Sub-Saharan-Africa-report.pdf>.

⁴⁵ Endeavor (2022). Point d'inflexion : L'économie numérique africaine est prête à décoller. https://endeavor.org/wp-content/uploads/dlm_uploads/2022/06/Endeavor-The-Inflexion_Point_June-2022.pdf

avec l'Afrique et promouvra l'interconnectivité des infrastructures numériques⁴⁶. En outre, la coopération sino-africaine dans les infrastructures numériques apportera des avantages économiques à la partie chinoise, et contribuera à la défense de la sécurité des deux parties et d'Internet international. Selon l'Initiative Chine-Afrique sur la construction d'une communauté de destin dans le cyberspace, la Chine et l'Afrique coopèrent dans les infrastructures de communication, telles que les réseaux principaux à fibre optique et les câbles sous-marins internationaux, promeuvent la construction d'infrastructures de l'information et renforcent la protection des infrastructures essentielles de l'information⁴⁷. Il en ressort que la coopération sino-africaine en matière d'infrastructures numériques revêt une valeur stratégique importante.

Promouvoir l'intégration de la technologie numérique avec l'économie réelle



Avec l'amélioration progressive des infrastructures numériques, l'intégration profonde de la technologie numérique avec l'économie réelle est devenue une voie importante pour promouvoir la mise à niveau industrielle. Le développement rapide du commerce électronique chinois permet de fournir une expérience précieuse pour la mise à niveau industrielle des pays africains. Depuis 2016, la Chine a signé des mémorandums de coopération dans le e-commerce et établi des mécanismes de coopération bilatérale en la matière avec plusieurs pays. Le « commerce électronique de la Route de la soie » est un nouveau canal et un nouveau point d'attrait de la coopération économique et commerciale. Le 29 novembre 2021, le président chinois Xi Jinping a prononcé un discours inaugural lors de la cérémonie d'ouverture de la 8e Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine, déclarant que la Chine travaillerait avec les pays africains pour étendre la coopération dans le « commerce électronique de la Route de la soie », organiserait un festival d'achats en ligne pour les produits africains et des activités de promotion en ligne du tourisme, et mettrait en œuvre l'action « 1 000 produits de 100 magasins africains sur la plateforme »⁴⁸. En plus du e-commerce, les investissements chinois dans la technologie numérique africaine peuvent contribuer à la mise à niveau industrielle en Afrique dans d'autres domaines, notamment l'agriculture, les soins médicaux et l'éducation, et l'aider à parvenir à un développement durable.

2.3.3 Améliorer le rendement des investissements par l'innovation dans la coopération financière

Accélérer l'internationalisation du RMB



L'internationalisation du RMB peut bénéficier à la coopération économique et commerciale entre la Chine et l'Afrique. D'abord, les entreprises chinoises qui investissent en Afrique doivent éviter les risques de change. Les taux de change sont instables dans nombreux pays africains

⁴⁶ Ambassade de Chine au Ghana (2021), La Chine élaborera et mettra en œuvre avec l'Afrique le Programme de partenariat Chine-Afrique pour l'innovation numérique. http://gh.china-embassy.gov.cn/gdxw/202108/t20210828_9066320.htm

⁴⁷ La Chine lance l'Initiative Chine-Afrique sur la construction d'une communauté de destin dans le cyberspace. https://www.cac.gov.cn/2021-08/25/c_1631480920450053.htm

⁴⁸ Discours inaugural de Xi Jinping lors de la cérémonie d'ouverture de la 8e Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (texte intégral). https://www.gov.cn/xinwen/2021-11/29/content_5654846.htm

et sont fortement influencés par le marché international, les prix des matières premières et la situation politique et économique en leur sein. Les fluctuations des taux de change peuvent conduire à une diminution de la valeur réelle des devises reçues par les entreprises lors des règlements transfrontaliers et du rapatriement des bénéfices, ce qui affecte leur rentabilité.

Ensuite, les entreprises chinoises ont un grand besoin en matière de règlements en RMB. En 2022, les transferts de fonds transfrontaliers en RMB en Afrique ont augmenté de 12,4 % en glissement annuel, et les transferts de fonds transfrontaliers en RMB effectués par les clients dans certains pays africains ont augmenté rapidement. Par exemple, les transferts de fonds en RMB des clients en Égypte et en Angola ont été plus que quintuplés⁴⁹. L'une des caractéristiques des investissements des entreprises chinoises en Afrique est qu'avec les investissements importants dans l'équipement, la technologie et la main-d'œuvre, tant les investisseurs que les constructeurs des travaux sous contrat auront finalement besoin d'utiliser le RMB pour les règlements et les paiements⁵⁰.

Enfin, les pays africains doivent également utiliser le RMB pour répondre aux besoins diversifiés en matière de réserves de change. Les pays africains sont généralement confrontés à une pénurie de devises étrangères et leurs monnaies nationales continuent à dévaluer par rapport aux monnaies internationales telles que le dollar américain. Parallèlement à ce processus, les autorités monétaires de la majorité des pays africains ont augmenté leurs interventions sur le marché des changes en renforçant les politiques de contrôle des changes, ce qui rend le problème de change de plus en plus saillant⁵¹.

Dans l'ensemble, la promotion vigoureuse de l'internationalisation du RMB dans les pays africains peut aider les entreprises chinoises à éviter les pertes de change inutiles et à satisfaire les besoins en matière de règlements en RMB pour les investissements en Afrique. Dans le même temps, elle peut répondre aux besoins diversifiés des pays africains en matière de réserves de change. Pour cette raison, la Chine devrait conclure des accords sur les règlements en RMB avec les pays africains afin d'éviter les risques juridiques éventuels liés aux paiements en RMB.

Aider les pays africains à développer la finance inclusive



Le développement de services financiers inclusifs est une mesure importante pour améliorer la qualité de la coopération financière. La finance inclusive vise à fournir des services financiers pratiques à tous les groupes sociaux, notamment les personnes à faible revenu et les petites et micro-entreprises qui ne sont pas couvertes par le système financier traditionnel. Dans nombreux pays africains, le système financier traditionnel n'est pas encore parfait, ce qui entrave le développement sain des PME locales. La Chine a accumulé une riche expérience dans le domaine de la finance inclusive et réalisé le développement rapide de la finance

⁴⁹ Banque de Chine (2023), Livre blanc sur l'internationalisation du RMB 2022 – Le RMB dans le RCEP. <https://pic.bankofchina.com/bocappd/rareport/202306/P020230606704599655655.pdf>.

⁵⁰ Yu Zhuorui et Zhuang Tailiang (2015). L'internationalisation du RMB sous l'angle des risques de change auxquels sont confrontées les entreprises chinoises investissant dans les pays africains. https://www.igef.cuhk.edu.hk/igef_media/working-paper/IGEF/igef_working_paper_no_41%20sim.pdf.

⁵¹ Quotidien du Peuple (2015), L'internationalisation du RMB s'accélère en Afrique. www.boc.cn/aboutboc/ab8/201508/t20150811_5415896.html

inclusive tout en promouvant les paiements mobiles, la cyberfinance et les services financiers à la campagne. C'est la raison pour laquelle la Chine peut chercher à coopérer avec l'Afrique dans les deux domaines suivants.

Premièrement, la coopération avec les institutions financières traditionnelles africaines. La Chine peut adopter une stratégie de promotion diversifiée et progressive en fonction de la réalité du développement des activités financières dans les différentes sous-régions d'Afrique. Par le biais de la participation à la réforme de diversification des actions et de la création de co-entreprises, elle peut donner la priorité à l'expansion de la coopération en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest, où les institutions bancaires et d'assurance sont plus concentrées, et en Afrique du Sud, où la base des activités de gestion des fonds et d'assurance est plus solide, afin de promouvoir la mise en œuvre des produits de gestion des fonds et d'assurance financés par la Chine⁵². Par ailleurs, la Chine et l'Afrique peuvent coopérer pour promouvoir l'élaboration et la mise en application de politiques financières inclusives, établir un cadre juridique et réglementaire performant, développer des produits et services financiers inclusifs adaptés au marché africain, et garantir le développement sain de la finance inclusive. La plupart des pays africains étant des pays agricoles, la Chine peut développer des produits de microcrédit et d'assurance flexibles, en fonction du cycle de production et des caractéristiques de revenus des agriculteurs africains, en vue de les aider à faire face aux risques de production et aux pénuries de capitaux.

Deuxièmement, la coopération avec les fintech émergentes en Afrique. Il existe déjà en Afrique des entreprises de finance inclusive relativement mûres, comme M-Pesa au Kenya, qui dispose d'une base profonde et d'une riche expérience d'exploitation sur le marché local. Les sociétés chinoises Ant Financial Services et Huawei ont déjà coopéré avec M-Pesa pour améliorer la qualité et la couverture des services financiers inclusifs locaux par l'introduction de technologies, le soutien financier et la coopération professionnelle⁵³. Les fintech chinoises peuvent s'inspirer de ces expériences réussies pour promouvoir davantage les investissements dans la finance inclusive en Afrique, rendre les services financiers plus larges et pratiques, et combler les lacunes du système financier traditionnel. La finance inclusive est non seulement un propulseur pour le développement économique, mais aussi un moyen important pour améliorer le bien-être social et réduire la pauvreté. Elle peut également ouvrir des perspectives plus brillantes pour la coopération industrielle entre la Chine et l'Afrique.

⁵² Luo Qinglin (2023), Approfondir continuellement la coopération financière sino-africaine. China Finance (05):84-85.

⁵³ Safaricom (2022). Super apps et l'avenir de la monnaie. <https://newsroom.safaricom.co.ke/innovation/super-apps-and-the-future-of-money/> ; Huawei (2021), Huawei publie des solutions de paiement mobile et de microfinance pour contribuer à la finance inclusive mondiale. <https://e.huawei.com/cn/news/ebg/2021/huawei-launches-mobile-payment-microfinance-solutions>





**Rédigé en anglais par l'équipe de services
consultatifs Development Reimagined**

Chapitre 3 Catalyser l'industrialisation en Afrique grâce à une coopération ciblée avec la Chine en matière d'investissement

3.1 Place de l'Afrique dans la chaîne de valeur mondiale : défis et opportunités

3.1.1 Le secteur manufacturier en Afrique et ses opportunités

Au troisième trimestre 2023, l'Afrique ne représentait que 2 % de la production manufacturière mondiale et seulement 0,6 % des importations mondiales de produits manufacturés provenaient d'Afrique⁵⁴. En moyenne, la contribution de l'industrie manufacturière à la plupart des économies africaines est en baisse constante depuis les années 1980⁵⁵. Les disparités dans le niveau de développement de l'industrie manufacturière sont cependant plus marquées au sein du continent. L'Afrique du Nord est la région la plus industrialisée du continent, l'industrie manufacturière contribuant à hauteur de 18 % au PIB en 2019. Au niveau national, l'industrie manufacturière en Afrique est fortement concentrée dans quatre pays : l'Égypte, le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud⁵⁶. Le programme Africain Futures relevant de l'Institute d'études de la sécurité prévoit que la taille du secteur manufacturier en Afrique passera de 12,8 % en 2020 à 22 % en 2043⁵⁷.

Les perspectives optimistes concernant le développement futur de l'industrie manufacturière du continent africain reposent sur les opportunités actuelles du continent. Il dispose d'un potentiel vital en ressources humaines, tant en tant que producteur que consommateur. D'ici 2050, environ 25 % de la population mondiale sera originaire du continent africain⁵⁸.

⁵⁴ Omono Okonkwo, L'avenir de l'industrie manufacturière en Afrique passe par l'utilisation du gaz naturel, 2023. <https://www.linkedin.com/pulse/powering-africas-manufacturing-future-requires-use-natural-okonkwo-ruze/>

⁵⁵ ISS Afrique, 7 Fabrication. <https://futures.issafrica.org/thematic/07-manufacturing/>

⁵⁶ Sergio Pimenta, Le secteur manufacturier africain : le « construire vert », 2023. <https://www.linkedin.com/pulse/africas-manufacturing-sector-building-green-sergio-pimenta/>

⁵⁷ ISS Afrique, 7 Fabrication. <https://futures.issafrica.org/thematic/07-manufacturing/>

⁵⁸ McKinsey, Fabrication et avenir de l'Afrique : emplois, croissance et durabilité, 2023. <https://www.mckinsey.com/industries/public-sector/our-insights/the-path-to-greater-productivity-and-prosperity-in-africa>

Parallèlement à l'explosion démographique, l'Afrique connaît également le taux d'urbanisation le plus rapide au monde et on estime que d'ici 2040, 500 millions de personnes quitteront les zones rurales pour les zones urbaines⁵⁹. Avec la population la plus jeune et qui croît le plus rapidement au monde, le continent africain est en passe de devenir un pôle manufacturier idéal avec une main-d'œuvre abondante et un marché de consommation en pleine croissance⁶⁰.

En outre, et comme chacun sait, l'Afrique possède d'abondantes ressources minérales précieuses, notamment l'aluminium, le cobalt, le cuivre, le lithium et le manganèse, qui sont nécessaires à la fabrication de produits de haute technologie et écologiques tels que les smartphones et les panneaux solaires. Alors que le développement vert devient de plus en plus important pour les pays du monde entier, le continent africain dispose d'avantages en matière de ressources pour le développement de la fabrication dans ces secteurs émergents⁶¹. En outre, le développement des infrastructures, en tant que priorité de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Union africaine (UA), contribuera à créer un environnement propice au développement du secteur manufacturier africain. Enfin et surtout, le développement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) consolidera le marché intérieur africain, renforçant davantage le potentiel du secteur manufacturier en Afrique.

Pour exploiter les opportunités susmentionnées, les États africains et leurs partenaires s'emploient désormais à relever les défis qui entravent la croissance de l'industrie manufacturière africaine, avec notamment l'Indaba de l'industrie manufacturière prévu en octobre 2024 en Afrique du Sud⁶². Premièrement, parallèlement aux plans de développement nationaux, le continent accélère la construction d'infrastructures par le biais du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) de l'UA afin d'améliorer les performances en matière de logistique et de soutenir la croissance du secteur manufacturier. Deuxièmement, les États africains travaillent avec leurs homologues internationaux dans l'enseignement professionnel pour exploiter pleinement le potentiel généré par une population croissante. Troisièmement, l'électrification étant la clé de l'industrialisation africaine, le continent effectue des investissements considérables dans le secteur de l'énergie par le biais de partenariats public-privé et de banques multilatérales. Parmi les autres défis cruciaux auxquels il faut s'attaquer figurent l'accès limité aux ressources financières, les barrières commerciales et les tarifs douaniers, l'instabilité politique, l'adoption limitée de technologies de pointe et d'innovations en matière de processus de fabrication, et les procédures réglementaires compliquées⁶³.

⁵⁹ McKinsey, Fabrication et avenir de l'Afrique : emplois, croissance et durabilité, 2023. <https://www.mckinsey.com/industries/public-sector/our-insights/the-path-to-greater-productivity-and-prosperity-in-africa>

⁶⁰ ISS Africa, 7 Fabrication. <https://futures.issafrica.org/thematic/07-manufacturing/>

⁶¹ CNUCED, Rapport sur le développement économique en Afrique, 2023. <https://unctad.org/publication/economic-development-africa-report-2023>

⁶² African Review, Principaux défis entravant la croissance du secteur manufacturier africain. <https://africanreview.com/manufacturing/top-challenges-inhibiting-african-manufacturing-growth>

⁶³ Global African Network, Principaux défis entravant la croissance du secteur manufacturier africain en 2024, 2024. <https://www.globalafricanetwork.com/company-news/key-challenges-hindering-manufacturing-growth-in-africa-in-2024/>

3.1.2 Importance de l'industrie manufacturière dans la transformation économique de l'Afrique

L'industrialisation du secteur manufacturier est depuis des décennies la priorité absolue du programme de développement de l'Afrique. L'Agenda 2063, le plan directeur et cadre stratégique pour le développement du continent, souligne l'importance de l'industrie manufacturière, en particulier des pôles manufacturiers régionaux, pour la transformation des économies africaines⁶⁴. Comme l'a déclaré le président de la Banque africaine de développement : « Le secret de la richesse des nations est clair : les pays développés ajoutent de la valeur à tout ce qu'ils produisent, tandis que les pays pauvres exportent des matières premières. L'Afrique doit cesser d'être au bas de la chaîne de valeur mondiale et s'orienter vers une industrialisation rapide, en ajoutant de la valeur à tout ce qu'elle produit. »⁶⁵

En 2022, malgré la croissance en chiffres des exportations de marchandises de l'Afrique (atteignant 724,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 26,8 %), la part de l'Afrique dans le commerce mondial de marchandises ne représentait qu'environ 2,8 % de la même année, soit une baisse par rapport aux 3,4 % de 2021⁶⁶. Une tendance similaire était également observée dans les chiffres du commerce entre l'Afrique et la Chine : alors que les exportations de l'Afrique vers la Chine ont augmenté ces dernières années après une chute en 2016⁶⁷, les déficits commerciaux avec la Chine se sont creusés et ont connu des fluctuations majeures depuis 2012⁶⁸. L'une des principales raisons de ce déséquilibre commercial persistant est le niveau disproportionné des exportations de matières premières de l'Afrique par rapport à ses importations de produits manufacturés à valeur ajoutée en provenance d'autres pays. Le développement du secteur manufacturier africain est essentiel pour résoudre ce problème.

Outre son impact positif sur le commerce, le secteur manufacturier est un catalyseur indispensable pour d'autres changements socio-économiques essentiels au développement durable de l'Afrique. La croissance du secteur manufacturier est associée à une diffusion plus large et une innovation plus élevée en matière de technologies pour stimuler la productivité. Le secteur manufacturier permet également de nombreuses retombées sur d'autres secteurs

⁶⁴ UA (2015), Agenda 2063. https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_en.pdf

⁶⁵ La Banque africaine de développement, Industrialiser l'Afrique : Stratégies, politiques, institutions et financements, 2017. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/industrialize_africa_report-strategies_policies_institutions_and_financing.pdf

⁶⁶ Banque africaine d'import-export, Rapport sur le commerce africain 2023, Production pour l'exportation et chaînes de valeur régionales en Afrique dans le nouvel ordre mondial, 2023. https://media.afreximbank.com/afrexim/AFRICAN_TRADE_REPORT_2023.pdf

⁶⁷ China Africa Research Initiative, China-African Trade (1992-2022). <http://www.sais-cari.org/data-china-africa-trade>

⁶⁸ Oyintarelado Moses, Dix graphiques pour expliquer les 22 années du commerce sino-africain, Financement du développement outre-mer et investissement direct étranger, 2024. <https://www.bu.edu/gdp/2024/04/02/10-charts-to-explain-22-years-of-china-africa-trade-overseas-development-finance-and-foreign-direct-investment/>

économiques, notamment l'agriculture, les transports, les assurances, les services bancaires et de communication⁶⁹.

Le secteur manufacturier est surtout connu pour être un important pourvoyeur d'emplois. Environ 60 % de la population africaine a moins de 25 ans. La population africaine devrait atteindre près de 2,5 milliards d'habitants en 2050⁷⁰. Cette démographie pose d'importants défis aux gouvernements africains pour créer suffisamment d'emplois décents et réels afin d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté. Si les gouvernements africains veulent s'attaquer à la crise du chômage, ils doivent créer plus de 15 millions d'emplois décents d'ici 2025⁷¹. Des recherches antérieures menées par la Banque africaine de développement (BAD) ont montré qu'au-delà de la simple croissance des investissements, le succès du décollage économique nécessite une augmentation de la productivité et une réaffectation de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité⁷². Pour garantir que les investissements directs étrangers (IDE) favorisent un développement durable, la priorité doit être d'encourager une croissance absorbant la main-d'œuvre grâce à des améliorations de la productivité et à des chaînes solides en amont et en aval, plutôt que de s'appuyer uniquement sur l'extraction des ressources naturelles. Il est essentiel d'investir de manière ciblée dans les secteurs manufacturiers qui présentent de telles caractéristiques. Ces retombées seront cruciales pour que le continent parvienne à un développement global qui puisse permettre aux États africains de répondre aux besoins de consommation croissants de leur population et aux demandes de sa jeune génération.



⁶⁹ Abdoul' Ganiou Mijiyawa, Les moteurs de la transformation structurelle : le cas du secteur manufacturier en Afrique, 2023. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0305750X17302413?via%3Dihub>

⁷⁰ FMI, La transformation démographique de l'Afrique pourrait changer l'ordre mondial, 2023. <https://www.imf.org/en/Publications/fandd/issues/2023/09/PT-african-century>

⁷¹ ONE Afrique. Campagne JOBSNOWAFRICA. <https://www.one.org/africa/get-involved/jobsnowafrica-campaign/>

⁷² Banque africaine de développement (2018). Perspectives économiques en Afrique 2018 (Chapitre 2) : Croissance, emploi et pauvreté en Afrique.

3.2 Secteurs et industries émergents en Afrique et implications pour les investissements futurs

3.2.1 Les secteurs émergents africains et leur impact sur l'industrialisation du continent

Par « secteurs émergents », nous entendons ici les industries en plein essor en Afrique en raison des dotations en facteurs de production existantes sur le continent. Ces industries ont également un potentiel de catalyseur, c'est-à-dire une capacité considérable à stimuler une transformation des structures productives de l'Afrique grâce à leur potentiel dans les chaînes en amont et en aval, ainsi qu'à leurs chaînes de valeur régionales et sous-régionales.

Il convient de souligner que ces secteurs identifiés ont été désignés comme secteurs d'investissement prioritaires dans les plans directeurs des organismes continentaux africains tels que l'Union africaine (UA), la Banque africaine de développement (BAD) et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Les engagements évidents envers ces secteurs signalent de nouvelles directives politiques de la part des différents pays pour encourager et canaliser de manière stratégique les investissements, ce qui peut faciliter des partenariats durables et la mise en œuvre de projets d'investissement.

Pour démontrer les possibilités d'investissement offertes par ces industries, nous avons utilisé un indicateur de viabilité économique. Nous avons conceptualisé la viabilité économique en termes de capacité de production et de demande/accès au marché. Pour qu'un secteur soit économiquement viable, il doit y avoir une production ou une base productive. Pour compléter l'équation économique, il doit également y avoir un marché/une demande pour les produits.

Pour démontrer la viabilité économique de ces secteurs, nous avons utilisé l'Indicateur de potentiel d'exportation (IPE) développé par le Centre du commerce international (CCI). L'IPE s'inspire du modèle de gravité commerciale qui mesure le potentiel commercial entre partenaires commerciaux existants et potentiels. Il identifie les produits qu'un pays exporte déjà de manière compétitive et qui bénéficie de bonnes perspectives de succès à l'exportation sur un marché donné. En d'autres termes, il identifie les produits pour lesquels un pays exportateur a déjà prouvé sa compétitivité internationale et qui ont de bonnes perspectives de rencontrer du succès à l'exportation sur des marchés cibles spécifiques. À l'aide de l'IPE, nous avons également identifié les principaux pays ayant le potentiel d'exportation le plus élevé dans les secteurs sélectionnés.

Agriculture et agro-alimentaire



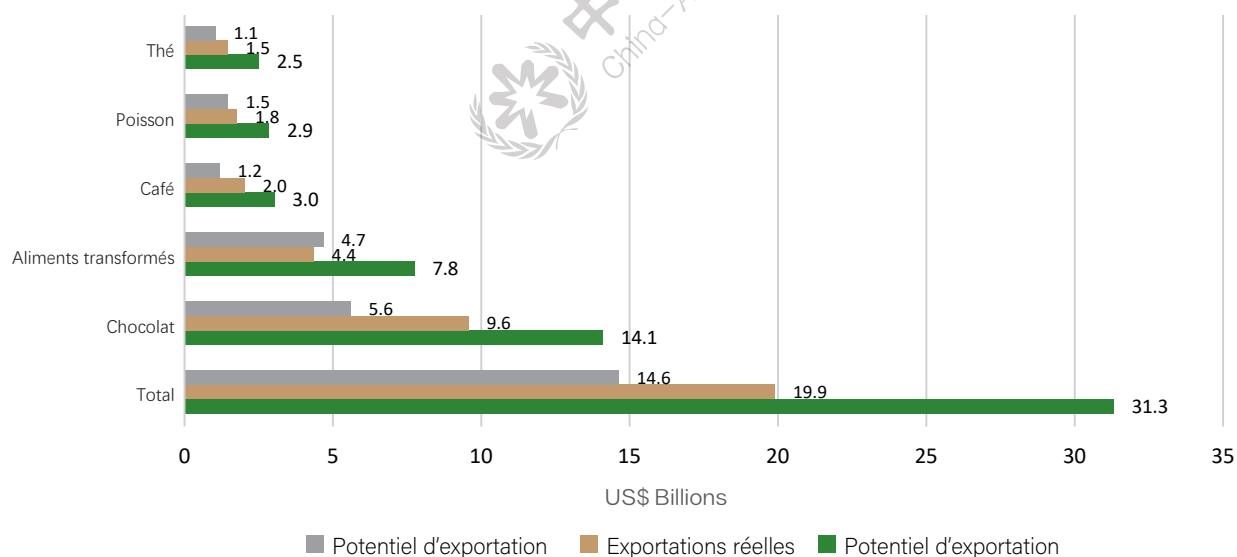
L'agriculture assure la subsistance de 70 % de la population en Afrique, qui possède 60 % des terres arables non cultivées dans le monde⁷³. Malgré la dotation en ressources, les exportations

⁷³ Wim Plaizier (2016). Deux vérités sur l'agriculture africaine. <https://www.weforum.org/agenda/2016/01/how-africa-can-feed-the-world/>

des principales catégories de produits bruts et d'aliments transformés sont confrontées à d'importants déficits en matière d'exportation, comme le montre la figure 7. Aux niveaux de production actuels dans les secteurs sélectionnés présentés ci-dessous, le potentiel d'exportation combiné des dix premiers pays est de 31,3 milliards de dollars américains, avec un potentiel d'exportation inexploité (la valeur d'exportation supplémentaire qu'un pays pourrait atteindre au-delà de ses niveaux d'exportation actuels, avec de meilleures conditions d'offre, de demande et d'accès au commerce) de 14,6 milliards de dollars américains. La figure 8 met en évidence les principaux pays ayant le plus fort potentiel d'exportation dans ces secteurs, et le potentiel inexploité est toujours évident même si ces pays affichent des performances relativement avancées dans les mesures de l'offre, de la demande et de l'accès au commerce. Les ressources agricoles encore sous-exploitées offrent également une opportunité de croissance substantielle.

L'agriculture peut servir de colonne vertébrale au développement de l'industrie manufacturière et est essentielle à la transformation structurelle de l'économie africaine en raison de ses liens étroits en amont et en aval dans la chaîne de valeur. Selon une étude de la BAD, l'industrie agro-alimentaire stimule une large gamme de services auxiliaires et d'activités de soutien dans les secteurs secondaire et tertiaire. En outre, étant donné que la plupart des produits agricoles sont volumineux et périssables, les usines de transformation sont souvent situées à proximité des sources de matières premières⁷⁴. Dans ce cas, le secteur agro-alimentaire peut générer des retombées directes pour la communauté locale, à la fois par l'achat de leurs produits bruts dans les fermes et par des opportunités d'emploi dans la production à valeur ajoutée.

Figure 7 IPE des industries agro-alimentaires

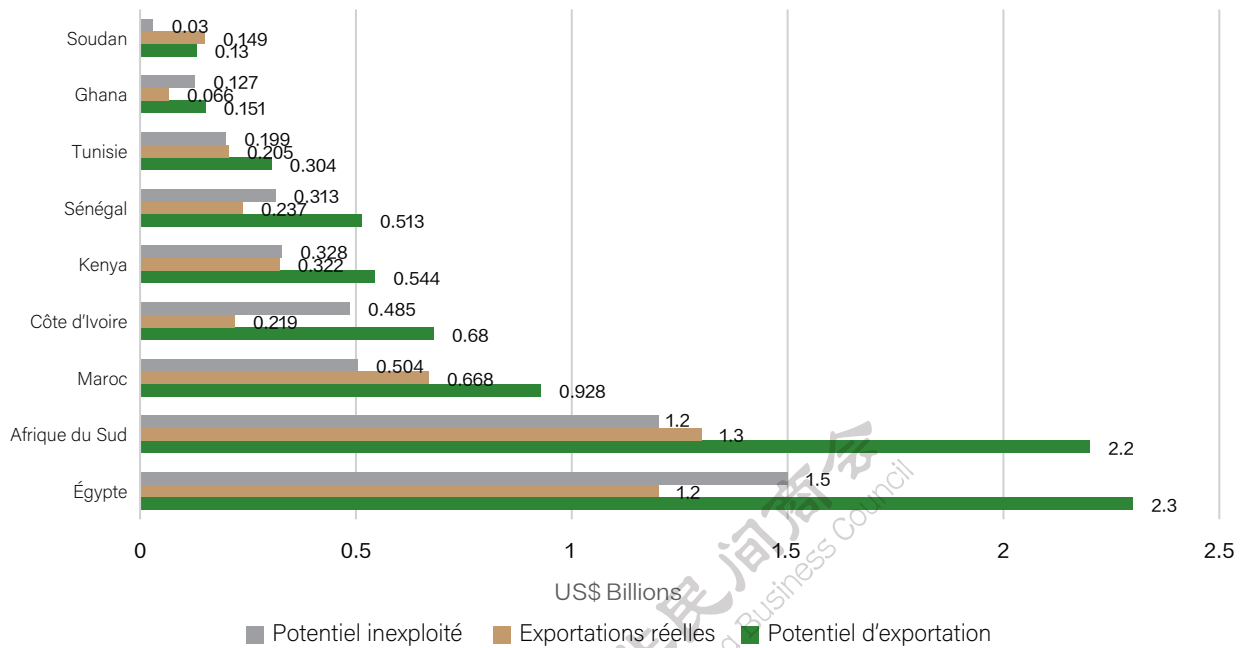


Dans ce secteur fondamental qui peut avoir un impact social et économique élevé, les investissements chinois peuvent considérablement accroître le dynamisme tout au long de la chaîne de valeur : en amont, en favorisant une utilisation plus large d'intrants tels que

⁷⁴ ZLECAF (2017), Transformer l'agriculture africaine par l'industrialisation agricole. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/AEB_Volume_8_Issue_7_Transforming_Africa_s_Agriculture_through_Agro-Industrialization_B.pdf

les engrais, les machines et les services agricoles intelligents ; et en aval, en améliorant les installations de stockage, la transformation locale et en explorant divers marchés.

Figure 8 IPE des aliments transformés en Afrique et principaux pays



Référence 12 Jiangsu Jielong : la transformation d'huile alimentaire en Tanzanie⁷⁵

La société Jiangsu Jielong Agricultural Development Group dans la province du Jiangsu, qui se consacre à l'industrie agro-alimentaire depuis 2001, a identifié des opportunités dans les ressources abondantes de coton et d'autres graines oléagineuses de la Tanzanie. En 2013, l'entreprise a investi 30 millions de dollars américains pour créer son usine tanzanienne dans la province de Shinyanga, en se concentrant initialement sur la transformation d'huile végétale, d'aliments pour animaux et de savon. Cette initiative s'est ensuite étendue à la production d'aliments pour animaux et de barils en plastique. Aujourd'hui connue pour être la plus grande entreprise de transformation d'huile végétale de la Tanzanie, Jielong a mis en place des installations et des techniques modernes, atteignant une production annuelle de 26 000 tonnes d'huile végétale, 10 000 tonnes de fibres de coton, 50 000 tonnes d'aliments pour animaux et 5 millions de barils d'huile. L'usine emploie plus de 420 travailleurs locaux, qui constituent 95 % de sa main-d'œuvre totale. En outre, le projet a créé des opportunités d'emploi et augmenté les revenus de plus de 5 000 agriculteurs locaux.

Outre ses activités de transformation, le projet a eu un impact significatif en amont. S'inspirant de son siège dans le district de Sheyang où un modèle d'agriculture conjointe a été mis au point avec succès par des agriculteurs locaux, Jielong a signé des contrats avec des agriculteurs de la province de Shinyanga et collaboré avec les autorités locales pour transformer des exploitations agricoles fragmentées de petite taille dans les zones de plantation de tournesol en grandes exploitations gérées efficacement, propices à la plantation et à la gestion conjointes.

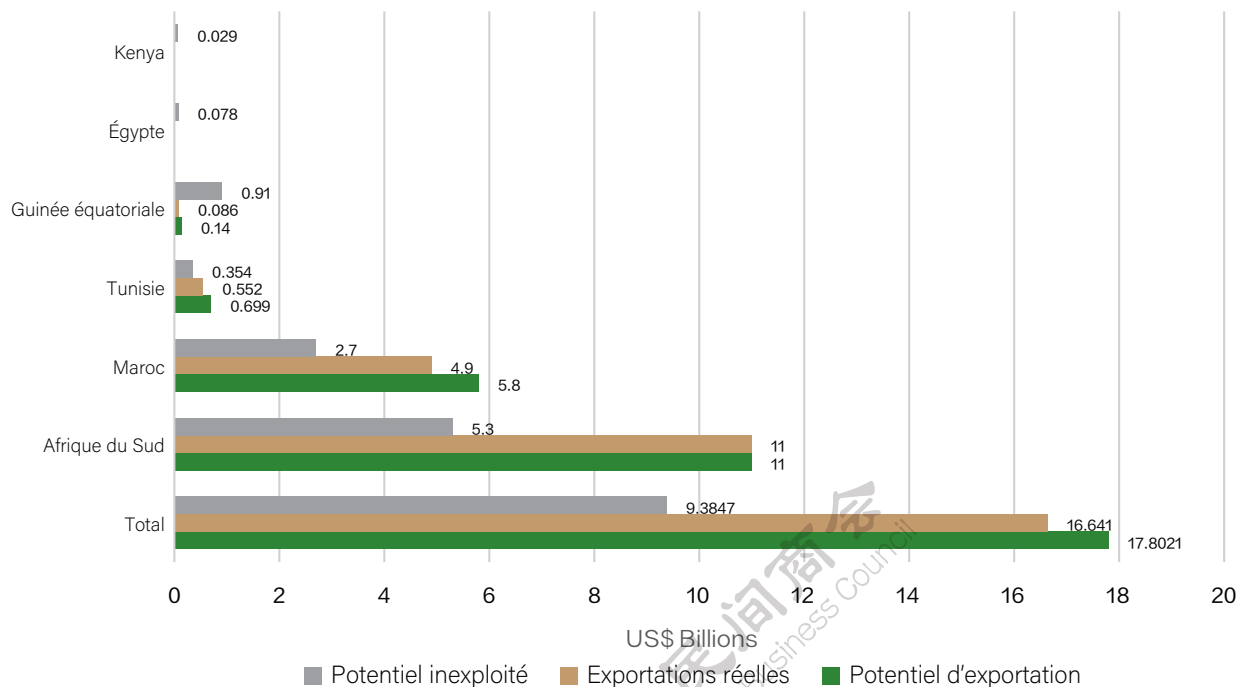
Secteur automobile



La figure 9 ci-dessous présente les principaux pays ayant le plus grand potentiel d'exportation dans l'industrie automobile (y compris les véhicules finis et les moteurs ainsi que les composants) aux niveaux de production actuels. L'Afrique du Sud et le Maroc dominent, représentant plus de 80 % des exportations automobiles du continent. L'Afrique du Sud bénéficie du fait d'être le plus grand marché, tandis que la situation stratégique du Maroc et les nombreux accords de libre-échange avec l'Europe, les États-Unis, la Turquie, les Émirats arabes unis et d'autres pays en ont fait un pôle important⁷⁶.

⁷⁵ Zhang Xuefa (2024). Jiangsu Jielong : Une entreprise multinationale leader de l'industrialisation agricole au niveau national. Yangzi Wanbao. <https://www.yzwb.net/zncontent/3697067.html>

⁷⁶ Jo Harper (2021), L'Afrique devient un pôle de l'industrie automobile. <https://www.dw.com/en/africa-begins-to-emerge-as-car-industry-hub/a-59500532#:~:text=Morocco%20is%20an%20emerging%20automotive%20manufacturing%20hub%2C%20while,are%20starting%20out%20on%20this%20road%20less%20traveled.>

Figure 9 IPE des composants pour véhicules et de moteurs en Afrique et dans les principaux pays

Le continent est également sur le point de devenir une région clé pour la promotion de la mobilité durable en raison de ses abondantes matières premières essentielles à la production de véhicules électriques, telles que le cuivre, le cobalt, la bauxite et le lithium⁷⁷. Par conséquent, l'établissement d'une chaîne de production à valeur ajoutée en Afrique pourrait avoir un impact significatif sur la transformation industrielle. Aux niveaux de production actuels, le potentiel d'exportation combiné des dix premiers exportateurs automobiles d'Afrique s'élève à 17,8 milliards de dollars américains, soit deux fois la valeur actuelle des exportations. Ces pays ont un potentiel d'exportation inexploité total de 9,3 milliards de dollars américains. Avec l'augmentation prévue des capacités de production due aux mesures incitatives gouvernementales, à l'urbanisation accélérée et au développement des infrastructures, la valeur de l'industrie automobile africaine devrait atteindre 42,06 milliards de dollars américains d'ici 2027⁷⁸.

Il convient également de noter que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) renforce le secteur automobile en permettant des économies d'échelle grâce à l'intégration des marchés et en réduisant les droits de douane sur des intrants tels que l'aluminium du Mozambique, le caoutchouc de Côte d'Ivoire et les véhicules finis d'Afrique du Sud et du Maroc. La Guinée équatoriale, un important producteur de pétrole en Afrique traditionnellement dépendant de l'extraction pétrolière pour sa subsistance, comme le montre la figure, a le

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ Chido Munyati et Landry Signé (2023). La Zone de libre-échange africaine pourrait générer une croissance de 12 milliards de dollars américains pour l'industrie automobile du continent. <https://www.weforum.org/agenda/2023/04/african-free-trade-agreement-could-herald-12-billion-growth-for-continent-s-auto-industry/>

potentiel de diversifier et d'améliorer son économie en fournissant des matières premières à base de pétrole essentielles à la production automobile, telles que les plastiques et le caoutchouc synthétique, permettant ainsi d'obtenir une plus forte valeur ajoutée. Les règles d'origine de la ZLECAF établissent des seuils communs pour les niveaux de valeur ajoutée, favorisant ainsi la cohésion et la compétitivité régionales⁷⁹.

Au-delà des matières de base comme l'acier, l'aluminium, le cuir, le caoutchouc, le plastique et le verre, l'activité principale du secteur automobile est centrée sur l'assemblage, impliquant des composants tels que le soudage de la carrosserie, la fabrication, le cisailage, le pliage, l'emboutissage, les transmissions, les boîtes de vitesses, la direction et l'électronique. Le modèle « moyeu et rayon » proposé par l'Association africaine des constructeurs automobiles (AAAM) suggère que l'assemblage dans les économies dites de « moyeu » soit fourni par les économies dites de « rayon » environnantes⁸⁰, répartissant les bénéfices de l'industrie automobile sur plusieurs pays et favorisant un développement régional plus large. Les investisseurs chinois peuvent capitaliser sur ces sous-secteurs pour tirer parti de la demande croissante de l'Afrique en véhicules et en matières premières abondantes et contribuer à établir une chaîne d'approvisionnement robuste au sein du continent.

Référence 13 Le rôle de BTR New Material Group dans les ambitions du Maroc dans la fabrication de batteries et de composants pour véhicules électriques⁸¹

Le 29 mars 2024, BTR New Material Group, l'un des principaux fabricants chinois de batteries de la province du Jiangsu, a obtenu l'approbation du gouvernement marocain pour établir une usine de cathodes pour batteries de véhicules électriques à Tanger, une ville portuaire au nord du Maroc. BTR New Material Group fournit les principaux fabricants de batteries tels que BYD, CATL, Volkswagen et Tesla. Ce projet, d'un investissement total de 300 millions de dollars américains, sera construit en deux phases sur un site de 15 hectares dans la Cité Mohammed VI de Tanger Tech. La première phase devrait démarrer la production en septembre 2026. L'usine devrait créer 2 500 emplois locaux et le ministre marocain de l'Investissement, Mohcine Jazouli, a souligné qu'il s'agissait d'une pierre angulaire dans la stratégie du Maroc visant à bâtir un écosystème complet de batteries.

⁷⁹ Prachi Agarwal, Anthony Black, Alberto Lemma, Vuyiswa, Mkhabela and John Stuart (2022). La Zone de libre-échange continentale africaine et la chaîne de valeur automobile. https://cdn.odi.org/media/documents/VVC_paper_final____.pdf

⁸⁰ Ibid.

⁸¹ Sang Yu (2024), Le Maroc en Afrique du Nord devient une destination préférée pour les investissements chinois dans la fabrication basée sur les nouvelles énergies. Radio France Internationale (RFI). <https://rfi.my/AUGz>

Référence 14 L'usine de BAIC en Afrique du Sud : un projet clé de la FCSA avec des résultats remarquables⁸²

En 2018, Beijing Automotive Industry Corp. (BAIC), le sixième plus grand constructeur automobile de Chine, a achevé la construction de son usine sud-africaine dans la zone de développement industriel de Coega, près de Gqeberha. Avec un investissement total de 226 millions de dollars américains, elle fait partie des 26 projets de l'Accord bilatéral sur la coopération sino-sud-africaine signé avant le Sommet de Johannesburg du FCSA en 2015. Cette installation de fabrication complète doit servir de centre mondial de production et d'exportation pour l'Afrique, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Amérique latine. L'usine a renforcé la localisation de l'ingénierie, de l'approvisionnement en équipements et de la main-d'œuvre, impliquant plus de 150 PME locales et créant plus de 3 000 emplois le long de la chaîne d'approvisionnement. L'usine a également développé une main-d'œuvre qualifiée de techniciens et de gestionnaires.

Industrie pharmaceutique



Des recherches de la BAD ont révélé que les dépenses pharmaceutiques par habitant en Afrique s'élèvent à 25 dollars américains, soit nettement moins que la moyenne mondiale de 160 dollars américains, ce qui indique un potentiel de croissance énorme⁸³. Cependant, à l'heure actuelle, l'Afrique ne représente que 3 % de la production mondiale de médicaments et importe plus de 80 % de ses produits pharmaceutiques⁸⁴. Pour favoriser la croissance de ce secteur et renforcer la résilience du système de santé, il est essentiel de créer des pôles de fabrication pharmaceutique dans toutes les régions africaines, en particulier avec l'appui du secteur privé dans le financement et la recherche et développement. Actuellement, la fabrication est concentrée dans quelques pays seulement, ce qui nécessite une distribution plus large pour réduire les coûts d'infrastructure, encourager la mise en commun des ressources et rationaliser la logistique.

Il existe environ 600 à 1 000 fabricants de produits pharmaceutiques en Afrique, principalement concentrés dans les États d'Afrique du Nord comme l'Égypte, le Maroc et l'Algérie, et dans les pays d'Afrique de l'Ouest comme le Ghana et le Nigeria, avec une présence additionnelle au Kenya et en Afrique du Sud⁸⁵.

⁸² Zhang Shuo (2023), De « sortir du pays » à « entrer dans un pays » – BAIC participe à la construction conjointe de haute qualité de « la ceinture et la route » au cours de la décennie. <https://new.qq.com/rain/a/20231019A0ANDJ00>

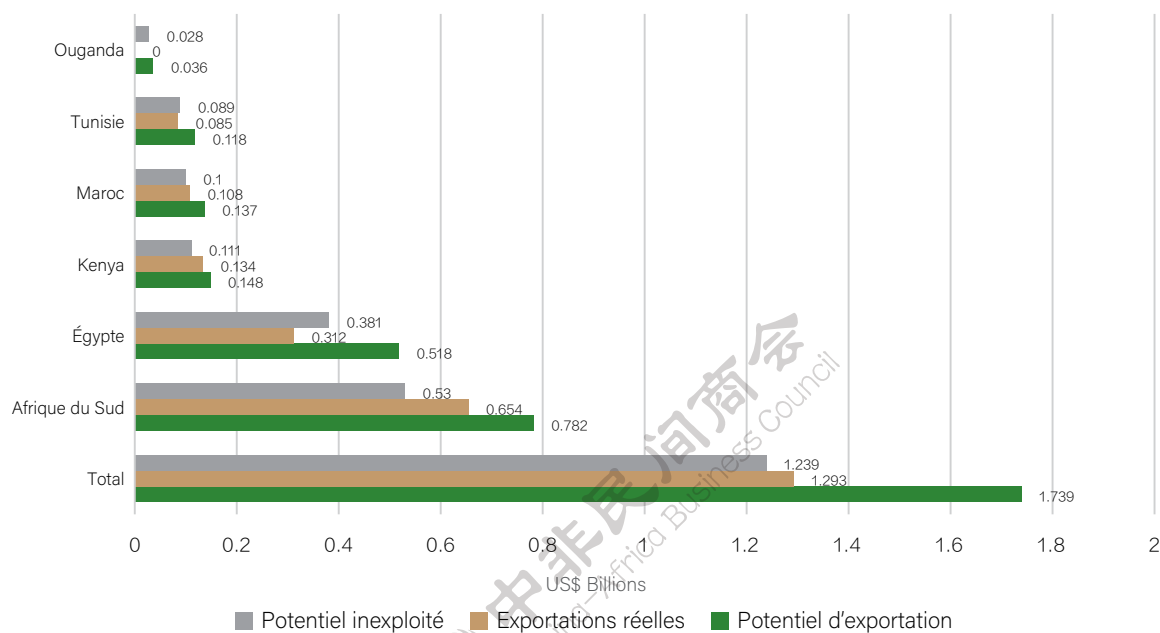
⁸³ ZLECAF (2022), Une nouvelle frontière pour l'industrie pharmaceutique africaine. https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/pharmaceutical_industry_and_vaccine_production_web.pdf

⁸⁴ Nanthilile Mugala et Johnpaul Omollo (2023). Six mesures essentielles pour accroître la fabrication des produits pour la santé en Afrique. <https://www.weforum.org/agenda/2023/01/6-essential-steps-to-expanding-health-product-manufacturing-in-africa-davos23/>

⁸⁵ Development Reimagined (2022). Faire des ambitions africaines dans le secteur pharmaceutique une réalité. Première partie – Histoire, commerce et pôles. https://developmentreimagined.b-cdn.net/wp-content/uploads/2022/08/afr_pharm_report_final_format_oo_29jul.pdf

Les six principaux exportateurs de produits pharmaceutiques d'Afrique ont une valeur d'exportation combinée de 1,3 milliard de dollars américains. Aux niveaux de production actuels, leur potentiel d'exportation combiné est supérieur de 35 % aux niveaux actuels, s'établissant à 1,7 milliard de dollars américains. La figure ci-dessous présente le potentiel d'exportation de chacun de ces pays.

Figure 10 IPE des produits pharmaceutiques en Afrique et dans les principaux pays



Les investisseurs chinois peuvent saisir l'opportunité de renforcer leurs capacités de production pour prévenir et traiter les maladies les plus répandues en Afrique, actuellement dominées par les maladies non transmissibles telles que le diabète, et suivies par les maladies infectieuses et transmissibles telles que le paludisme et le VIH⁸⁶.

⁸⁶ Ibid.

Référence 15 Le commerce avant l'industrie : stratégie de localisation de la production pharmaceutique d'Humanwell Healthcare⁸⁷

Humanwell Healthcare est un pionnier dans la création d'usines pharmaceutiques modernes en Afrique, incarnant une stratégie de développement à long terme appelée « commerce avant industrie ». Au départ, l'entreprise collaborait avec des fabricants pharmaceutiques locaux d'Afrique de l'Ouest et de l'Est pour la fabrication et le commerce sous contrat, renforçant progressivement la présence de sa marque sur les marchés locaux. Cette approche a évolué vers l'investissement direct et la création d'usines locales pour parvenir à la localisation de la production pharmaceutique.

À Bamako (Mali), Humanwell Healthcare s'est associé au Fonds de développement Chine-Afrique, investissant 350 millions de yuans pour créer la société Humanwell Healthcare en Afrique. Depuis son lancement en 2015, l'usine a généré des revenus annuels supérieurs à 100 millions de yuans, produisant 30 millions de bouteilles de sirop et 40 millions de pochettes de liquide intraveineux par an, ce qui a permis de s'implanter dans 14 pays d'Afrique de l'Ouest et de réduire le prix de ces médicaments de 30 %. En 2017, Humanwell Healthcare s'est implantée en Éthiopie avec un investissement initial de 20 millions de yuans. L'usine éthiopienne dispose de lignes de production automatisées pour les formulations solides orales, liquides et injectables en petit volume, soutenant le plan décennal de développement de l'industrie pharmaceutique éthiopienne et créant 300 emplois locaux.

Secteurs des engrais et des produits chimiques

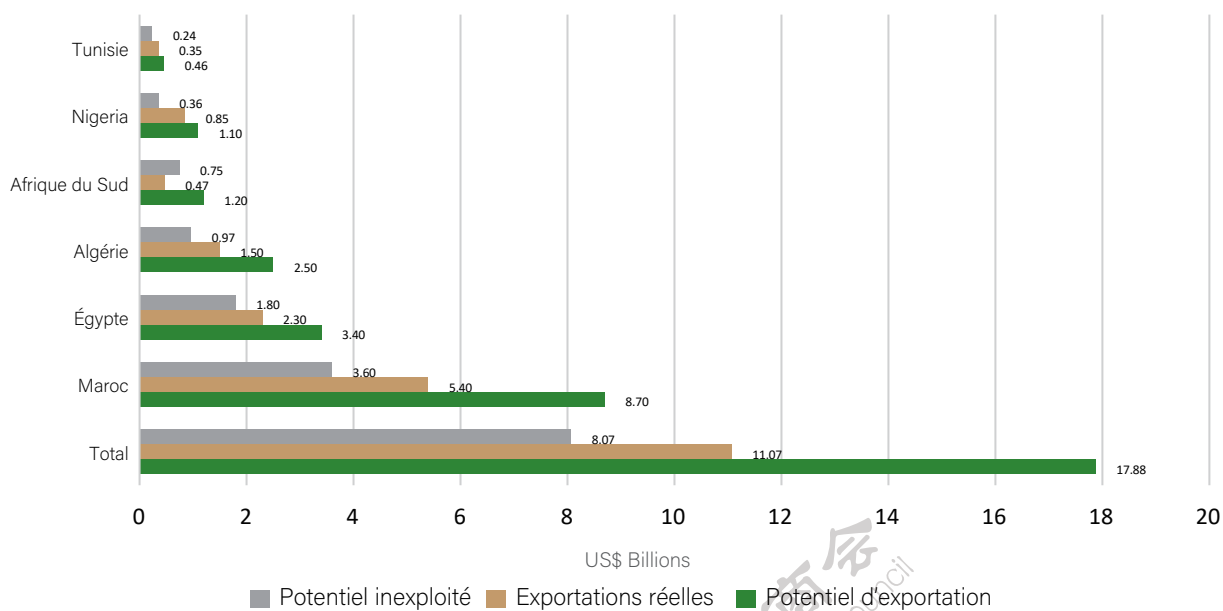
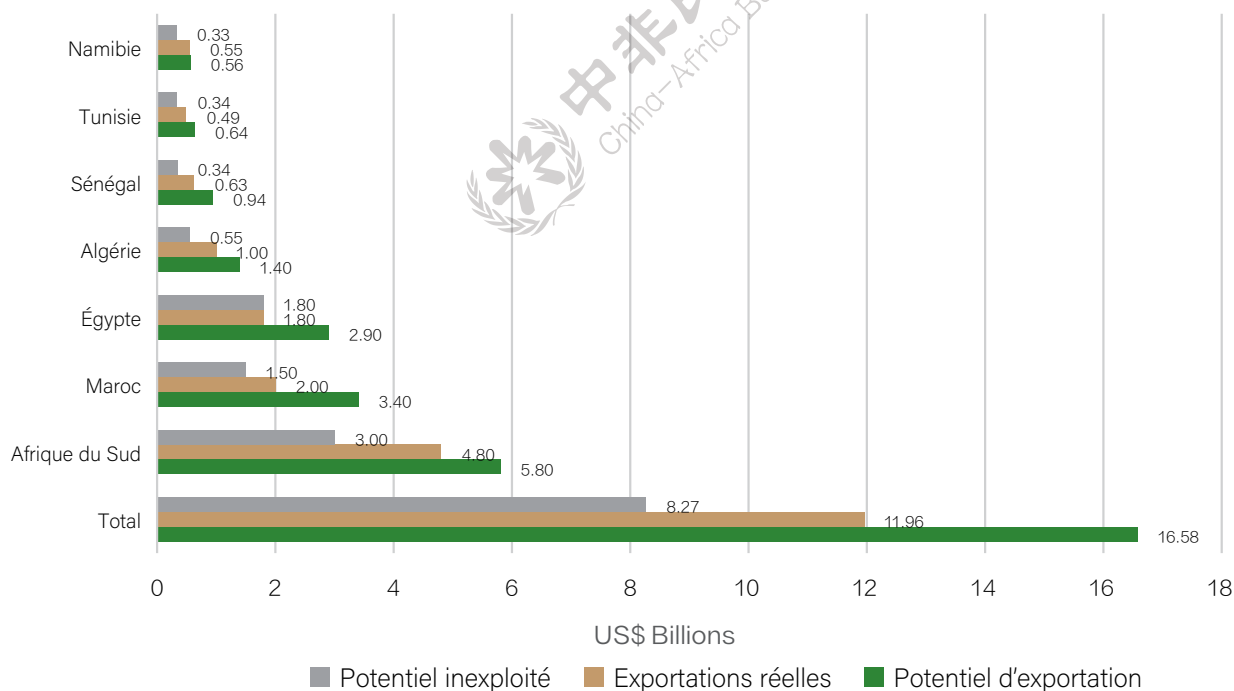


Dans le secteur des engrais et des produits chimiques, les 10 premiers exportateurs africains génèrent un niveau d'exportation combiné de 11 et 12 milliards de dollars américains respectivement. Toutefois, aux niveaux de production actuels, le potentiel d'exportation de ces pays dans le secteur des engrais s'élève à 18 milliards de dollars américains, avec un potentiel inexploité de 8 milliards de dollars américains⁸⁸. Dans le secteur des produits chimiques, le potentiel d'exportation s'élève à 16,6 milliards de dollars américains, avec un potentiel inexploité de 8,3 milliards de dollars américains, comme le montre les figures ci-dessous⁸⁹.

⁸⁷ Xiao Qijia (2021), Communauté de destin pour la santé – notes au bas de page pour l'action d'Humanwell en Afrique, China Investment. https://www.thepaper.cn/newsDetail_forward_12276485

⁸⁸ Les principaux types d'engrais comprennent les engrais au phosphore, au nitrogène et au potassium.

⁸⁹ Cela comprend des produits chimiques tels que les acides phosphoriques, l'ammoniac anhydride, les produits de l'uranium naturel, le méthanol et d'autres produits chimiques.

Figure 11 IPE des engrais en Afrique et dans les principaux pays**Figure 12 IPE des produits chimiques en Afrique et dans les principaux pays**

Certaines régions d'Afrique sont riches en matières premières nécessaires à la production d'engrais. Par exemple, le Maroc, l'un des principaux exportateurs d'engrais, détient environ 75 % des réserves mondiales de phosphate naturel, tandis que l'Égypte et la Tunisie disposent

également de réserves considérables⁹⁰. Quant aux engrais azotés produits à partir du gaz naturel, l'Afrique est richement dotée en ressources naturelles. Près de la moitié de 55 pays du continent ont des réserves prouvées de gaz naturel, soit plus de 800 000 milliards de pieds cubes. BP prévoit que la production de gaz naturel en Afrique augmentera de 80 % d'ici 2035, grâce au Nigeria, à l'Algérie, au Sénégal, au Mozambique, à l'Égypte et à la Tanzanie⁹¹.

Selon le Partenariat africain pour les engrais et l'agro-industrie (AFAP), plus de 40 % des sols africains sont confrontés à un épuisement des nutriments en raison d'une utilisation insuffisante d'engrais⁹². L'une des raisons de la faible utilisation d'engrais dans certaines régions d'Afrique est le coût prohibitif des engrais synthétiques pour les petits producteurs. Bien que l'Afrique soit un exportateur net d'engrais, la capacité de production est fortement biaisée vers quelques pays qui ne peuvent pas répondre à la demande avec des prix plus accessibles pour l'ensemble du continent. Plusieurs mécanismes dirigés par des institutions panafricaines visent à encourager une plus grande utilisation des engrais. Il s'agit notamment du Mécanisme africain de financement du développement des engrais⁹³, administré par le Groupe de la Banque africaine de développement, qui fournit des solutions de financement innovantes visant à accélérer l'utilisation des engrais en Afrique et améliorer la productivité agricole⁹⁴. Situé à l'interface des secteurs agricole et manufacturier, il existe une fenêtre d'opportunité cruciale pour investir dans la production localisée d'engrais sur tout le continent et faire en sorte que les engrais soient plus accessibles aux agriculteurs grâce au commerce intra-africain.



⁹⁰ Rapport sur la population mondiale (2024). Réserves de phosphate par pays 2024. <https://worldpopulationreview.com/country-rankings/phosphate-reserves-by-country>

⁹¹ Energy Capital & Power (2021). Les 10 premiers pays africains disposant des plus grandes réserves de gaz naturel. <https://energycapitalpower.com/top-ten-african-countries-sitting-on-the-most-natural-gas/>

⁹² The Exchange (2024). Les plus grands producteurs d'engrais en Afrique et leur production. <https://theexchange.africa/industry-and-trade/list-of-largest-fertiliser-producing-countries-in-africa-and-their-output/>

⁹³ Banque africaine de développement (2024). Engagements en faveur d'un Mécanisme africain de financement du développement des engrais plus fort pour accroître la production alimentaire en Afrique. <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/pledges-stronger-africa-fertilizer-financing-mechanism-increase-food-production-africa-70938>

⁹⁴ En outre, lors du Sommet africain sur les engrais qui s'est tenu à Abuja le 12 juin 2006, les ministres de l'Agriculture de l'UA ont décidé d'accroître l'utilisation des engrais comme mesure stratégique pour éradiquer la faim, même si la plupart des pays africains n'ont pas encore respecté cet engagement régional.

Référence 16 Wynca Sunshine (Ghana) stimule la production agrochimique en Afrique de l'Ouest

La société Wynca Sunshine (Ghana) est une filiale du Groupe Wynca basé dans la province chinoise du Zhejiang, un producteur de glyphosate qui se classe au 13^e rang mondial en termes de vente de produits agrochimiques. En mai 2012, Wynca avait investi 500 millions de yuans dans la construction de son premier site de production de glyphosate au Ghana. Actuellement, la société représente plus de 35 % du marché ghanéen. En plus du glyphosate, Wynca Sunshine fabrique une cinquantaine de produits agrochimiques, notamment des herbicides, des insecticides et des fongicides. La production locale de ces produits agrochimiques réduit considérablement les coûts et augmente la productivité. Sa couverture de marché s'est étendue au-delà du Ghana, notamment vers le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Nigeria et le Sénégal.

En ce qui concerne son engagement envers l'amélioration des capacités des communautés locales, 90 % des employés de Wynca Sunshin au Ghana sont des habitants locaux. Chaque année, la société organise plus de 100 séances de formation sur l'utilisation des produits, la protection des plantes et la lutte antiparasitaire, bénéficiant à plus de 250 000 agriculteurs. En 2017 et en 2018, la société a introduit une espèce de maïs à haut rendement qui a permis d'augmenter les revenus des agriculteurs de 450 à 810 cédis par acre. En 2018, la société a également lancé des services agricoles basés sur des drones, menant l'application de la technologie agricole au Ghana.

En novembre 2023, Wynca Sunshine a été honorée par le ministère ghanéen de l'Alimentation et de l'Agriculture pour sa contribution exceptionnelle à l'agriculture, donnant l'exemple aux autres sociétés concernées qui aident à l'autosuffisance alimentaire du pays.⁹⁵ Tout comme les engrais, une large gamme de produits chimiques utilisés dans les secteurs pharmaceutique, textile, agricole et de la construction créent également des synergies intersectorielles et contribuent à une chaîne d'approvisionnement robuste grâce à des liens en amont et en aval. À l'heure actuelle, les régions où l'industrie chimique est fortement développée sont l'Afrique du Nord, avec une production importante en Algérie, en Égypte, au Maroc et en Tunisie. L'Afrique du Sud est leader en Afrique australe avec une industrie chimique largement basée sur le charbon, utilisé comme matière première pour sa vaste industrie des carburants synthétiques.

Actuellement, les marchés africains de la chimie se concentrent principalement sur la satisfaction des demandes locales en matières premières et en produits intermédiaires chimiques plutôt que sur l'exportation hors du continent⁹⁶. Cependant, la taille du marché africain des produits chimiques devrait progresser, avec un taux de croissance annuel composé prévu de 6,9 % au cours de la période 2024-2030⁹⁷. Cela offre de vastes opportunités pour les investisseurs, en particulier pour les pays riches en pétrole traditionnellement axés sur l'extraction de pétrole

⁹⁵ Christabel Danso Abeam (2023). Le PPRSD-MoFA félicite Wynca Sunshine pour son soutien exceptionnel. B&FT Online. <https://thebftonline.com/2023/11/09/pprsd-mofa-lauds-wynca-sunshine-for-outstanding-support/>

⁹⁶ Shaun Bakamoso. Afrique : Les produits chimiques – Aperçu des produits chimiques africains. Mbendi. <https://mbendi.co.za/indy/chem/af/p0005.htm#:~:text=Petrochemical%20commodities%2C%20polymers%20and%20fertilisers%20are%20the%20main,multinational%20chemical%20company%20majors%2C%20traders%2C%20agents%20and%20distributors.>

⁹⁷ 6W Research (2024). Marché africain des produits chimiques (2024-2030) | entreprise, prévisions, taille, valeur, perspectives, industrie, chiffre d'affaires, part de marché, analyse, tendances et croissance. <https://www.6wresearch.com/industry-report/africa-chemicals-market-outlook>

brut comme le Nigeria et l'Angola, qui se fixent désormais des objectifs stratégiques pour diversifier leurs portefeuilles de produits.

Référence 17 L'usine de United Capital Fertilizer explore le potentiel de transformation des engrais en Zambie⁹⁸

L'usine d'engrais United Capital Fertilizer, située dans le district de Chilanga à Lusaka, a été investie par Wonderful Group pour un montant total de 308 millions de dollars américains. La construction réalisée par China Wuhuan Engineering a commencé en mai 2023 et été récemment dotée des principaux équipements du projet.

L'usine de fabrication a une capacité de production projetée de 135 000 tonnes métriques par an pour les engrais et de 80 000 tonnes métriques par an pour le bicarbonate d'ammoniac. Sa création devrait réduire les importations d'engrais d'environ 60 % et diminuer les coûts des engrais d'environ 40 %, en tirant parti des matières premières locales et des économies d'échelle. Avec la capacité de répondre à 80 % de la demande d'urée et à 60 % du composé D requis en Zambie, l'usine réduira considérablement la dépendance du pays aux engrais importés. L'approvisionnement local en matières premières, telles que le charbon et le phosphate de la province du Sud, est un facteur clé dans cet avantage stratégique. Une fois pleinement opérationnelle, l'usine devrait créer environ 1 100 emplois directs, ce qui stimulera encore davantage l'économie locale.

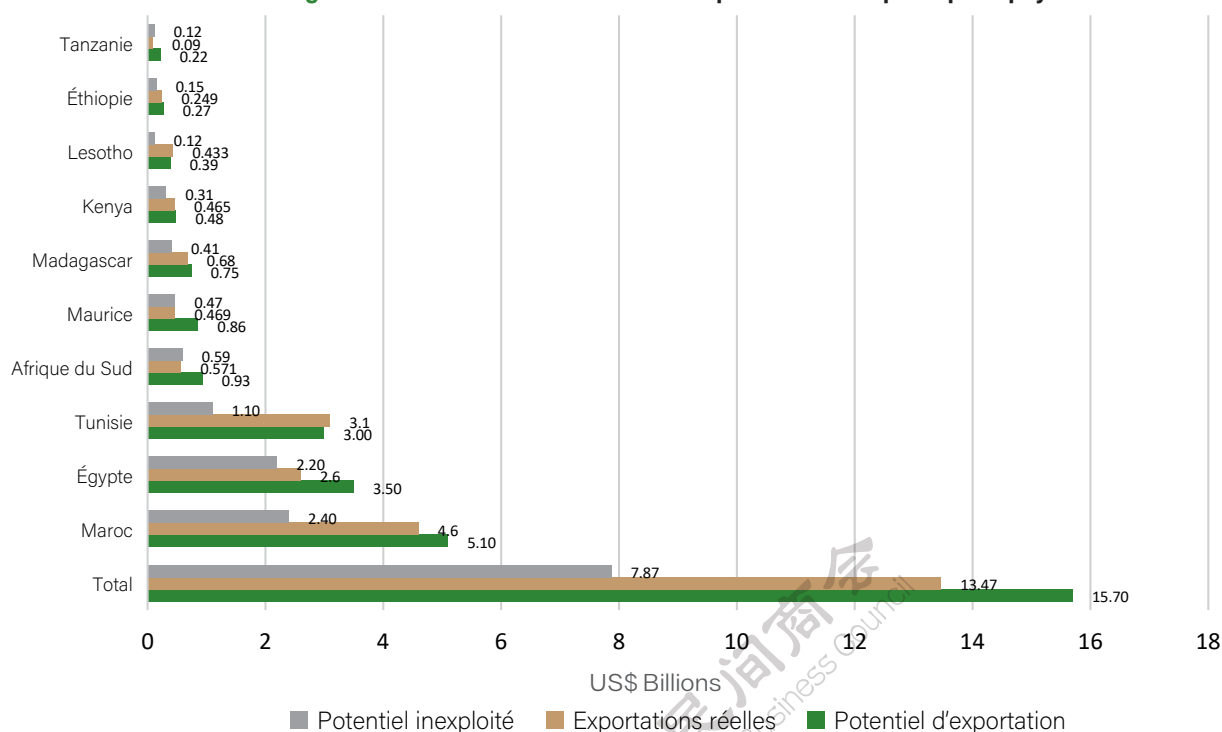
Le secteur textile



Dans le secteur textile, les 10 premiers exportateurs africains ont un potentiel d'exportation combiné de 15,7 milliards de dollars américains, soit environ 20 % de plus que le potentiel d'exportation actuel de 13,5 milliards de dollars américains, et un potentiel inexploité de 7,9 milliards de dollars américains. La figure 13 ci-dessous montre les pays ayant le plus fort potentiel d'exportation dans le secteur textile.

⁹⁸ Food Business Africa (2022). Wonderful Group ouvre l'usine de production d'engrais de 300 millions de dollars américains de United Capital. <https://www.foodbusinessafrica.com/wonderful-group-of-companies-opens-us300m-united-capital-fertilizer-manufacturing-plant/>

Figure 13 IPE du secteur textile en Afrique et dans les principaux pays



Le secteur textile, l'une des industries traditionnelles d'Afrique, devrait connaître un taux de croissance annuel composé de plus de 4 % entre 2024 et 2029⁹⁹. L'industrie du textile et de l'habillement présente un potentiel important de création de valeur ajoutée et d'emplois. On estime que jusqu'à 600 % de la valeur peut être créée tout au long de la chaîne de valeur du coton¹⁰⁰ : de la production du coton, au filage et à la torsion en fil, au tissage et au tricotage en tissu, puis de la teinture, de l'impression et de la conception¹⁰¹. L'industrie textile a également

⁹⁹ Mordor Intelligence. Analyse de la taille et de la part de marché de l'industrie textile en Afrique – Tendances et prévisions de croissance (2024-2029). <https://www.mordorintelligence.com/industry-reports/africa-textile-industry---growth-trends-and-forecast-2019---2024>

¹⁰⁰ Le coton est principalement cultivé pour sa fibre, qui sert de matière première aux produits textiles en coton. Cependant, d'autres parties de la plante de coton présentent également un potentiel commercial, notamment les graines, les tiges, les coques et les fibres, collectivement appelées des sous-produits du coton. Ils peuvent fournir des revenus importants aux agriculteurs, au secteur de la transformation et aux négociants, mais ils restent largement inexploités en Afrique. Fin 2018, les quatre pays producteurs de coton (Bénin, Burkina Faso, Tchad et Mali) ont demandé à l'OMC, à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et au Centre du commerce international (CCI) de collaborer pour aider les pays les moins avancés producteurs de coton à exploiter la valeur des sous-produits du coton. Ce domaine présente également une opportunité prometteuse pour les investissements chinois. L'usine de Jielong en Tanzanie présentée ci-dessus est un exemple notable de réussite dans ce domaine. Pour plus de détails, voir https://www.wto.org/english/tratop_e/agric_e/cbps_e.htm

¹⁰¹ Banque africaine de développement (2018). Les industries du textile et de l'habillement peuvent stimuler l'industrialisation de l'Afrique et bénéficier aux femmes.

<https://www.afdb.org/en/news-and-events/textile-and-clothing-industries-can-drive-africas-industrialization-benefit-women-18427>

un impact positif sur l'autonomisation des femmes. Investir dans le développement de leurs compétences pour générer des revenus dans ces domaines conduit à une plus grande productivité économique et à une plus grande indépendance, avec des avantages sociaux et politiques pour leurs communautés.

L'Afrique ne dispose cependant pas encore d'une chaîne industrielle textile complète. Bien que certains pays soient riches en matières premières comme le coton, la plupart des pays africains doivent importer un volume important de matières et d'accessoires pour la production de vêtements et d'autres produits finis. Cette dépendance entraîne des cycles de fabrication plus longs, ce qui complique la tâche des producteurs pour répondre aux nouvelles commandes dans les délais¹⁰². En même temps, cela offre une opportunité pour le marché intérieur africain.

Entre 2013 et 2022, les investissements de l'industrie textile chinoise dans les pays partenaires de l'initiative « la Ceinture et la Route » se sont élevés à environ 6 milliards de dollars américains, soit environ 50 % des investissements mondiaux dans l'industrie¹⁰³. Les avantages pour l'Afrique comprennent des tarifs douaniers bas et la proximité géographique des principaux marchés, des matières premières abondantes et un vaste vivier de ressources humaines. Les parcs industriels qui ont été créés dans différents pays africains peuvent servir de bases solides pour les pôles textiles émergents sur le continent. Par exemple, la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) au Bénin, un projet de partenariat public-privé cogéré par ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP) et le gouvernement béninois, offre des ressources en coton durables et de haute qualité provenant directement des exploitations locales pour investir dans la chaîne de valeur du secteur textile¹⁰⁴.

La transformation des ressources minérales



Le secteur de la transformation des minéraux possède le plus grand potentiel d'exportation de l'Afrique¹⁰⁵. Aux niveaux de production actuels, les 10 premiers exportateurs africains de minéraux et de produits minéraux ont un potentiel d'exportation de 144,2 milliards de dollars américains, soit environ 50 % de plus que la valeur actuelle des exportations de 97,7 milliards de dollars américains. En outre, il existe un potentiel d'exportation inexploité de 60,9 milliards de dollars américains. Grâce aux investissements chinois dans la valorisation des ressources minérales nationales, en particulier dans le secteur des minéraux critiques, les pays africains peuvent accroître considérablement les revenus qu'ils tirent de leurs abondantes ressources minérales.

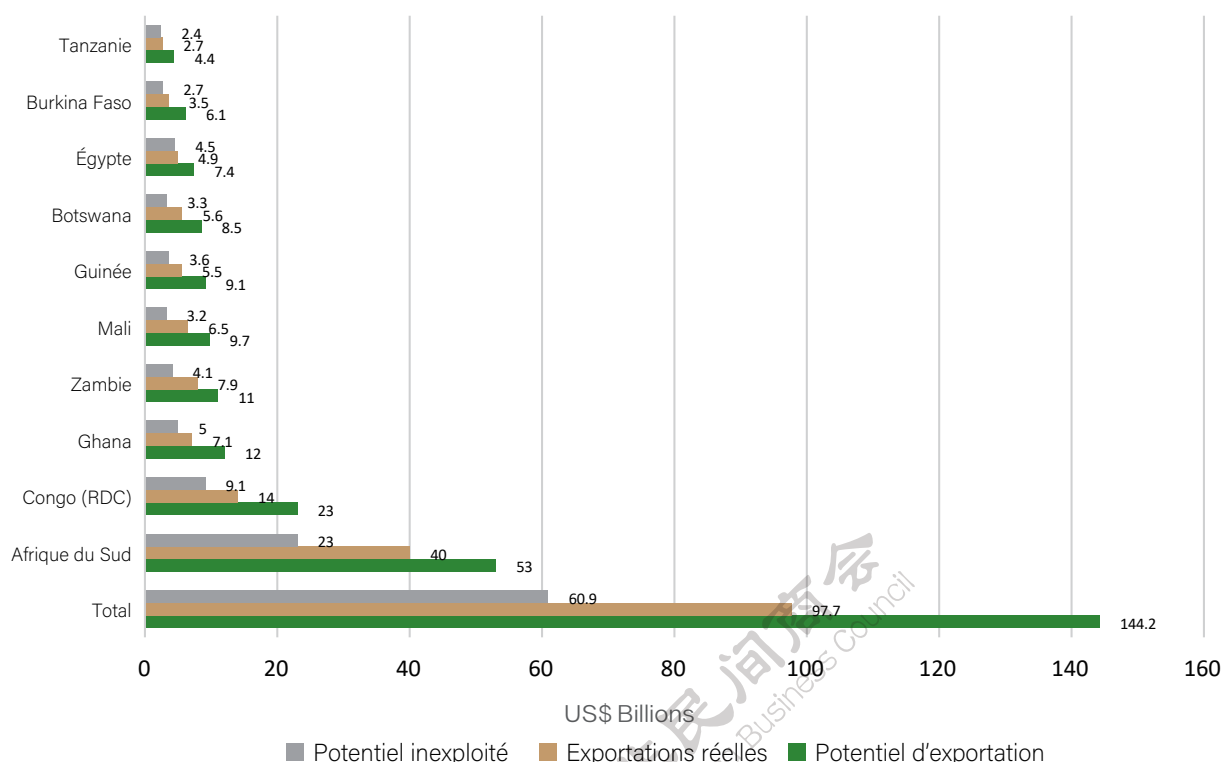
¹⁰² Sohu Business (2018). La coopération sino-africaine dans le secteur textile s'est fortement dynamisée : le dialogue thématique sur l'industrie textile africaine s'est tenu à Shanghai. <https://business.sohu.com/20180929/n550957504.shtml>

¹⁰³ CTEI (2023). « Afrique potentiel » rassemble des entreprises de filature chinoises. http://news.ctei.cn/internal/gjzx/202311/t20231108_4330427.htm

¹⁰⁴ Ibid.

¹⁰⁵ Les minéraux comprennent les minerais de manganèse, de fer, de chrome, de cuivre, de titane, d'aluminium, de zinc, d'étain, etc.

Figure 14 IPE de la transformation des minerais en Afrique et les principaux pays



La Banque mondiale prévoit que pour répondre à la demande mondiale croissante et éviter les pires effets du changement climatique, la production de ces minéraux devra augmenter de 500 % d'ici 2050¹⁰⁶. L'Afrique possède plus de 30 % des réserves minérales mondiales, et presque tous les pays du continent sont riches en au moins un minéral critique¹⁰⁷. Ces ressources sont essentielles au développement de technologies énergétiques vertes telles que les véhicules électriques, les installations solaires et éoliennes, les batteries et les systèmes d'énergie renouvelable. Pour maximiser la valeur de l'industrie des minéraux du continent, il doit y avoir une réorientation vers les chaînes de valeur locales.

Dans ce contexte, plusieurs pays africains ont mis en œuvre des réformes visant à encourager la transformation locale des minéraux et la création de valeur ajoutée. Par exemple, en 2023, la Namibie¹⁰⁸ et le Zimbabwe¹⁰⁹ ont interdit l'exportation de lithium et d'autres minéraux critiques non transformés, tirant parti de la demande mondiale croissante de métaux et de minéraux de

¹⁰⁶ Banque mondiale (2019). Exploitation minière intelligente face au climat : minéraux pour l'action climatique. <https://www.worldbank.org/en/topic/extractiveindustries/brief/climate-smart-mining-minerals-for-climate-action>

¹⁰⁷ Rapport Bradley Intelligence (2023). L'Afrique et la course mondiale aux minéraux critiques. <https://www.bradley.com/insights/publications/2023/08/africa-and-the-global-race-for-critical-minerals>

¹⁰⁸ Reuters (2023). La Namibie interdit l'exportation de minéraux critiques non transformés. <https://www.reuters.com/markets/commodities/namibia-bans-export-unprocessed-critical-minerals-2023-06-08/>

¹⁰⁹ The Zimbabwe Mail (2023). Le gouvernement zimbabwéen explique la loi interdisant l'exportation de minéraux bruts. https://www.thezimbabwemail.com/business/zimbabwean-government-explains-law-banning-export-of-raw-minerals/#google_vignette

transition. Les deux pays visent à réglementer ces exportations, la Namibie n'autorisant que de petites quantités des minéraux spécifiés avec l'approbation de son ministère des Mines et de l'Énergie, et le Zimbabwe mettant l'accent sur la production locale de lithium de qualité batterie à partir de concentrés. La Banque africaine de développement a également élaboré la Stratégie de développement des minéraux verts en Afrique, un guide politique sur la manière dont les pays africains peuvent exploiter stratégiquement leurs ressources minérales vertes pour l'industrialisation¹¹⁰.

Fin 2021, le stock d'investissements directs chinois dans l'industrie minière africaine atteignait 9,99 milliards de dollars américains, soit 22,6 % du stock total d'investissements chinois en Afrique¹¹¹. Ces investissements substantiels mettent en évidence les bases existantes pour étendre la chaîne de valeur en effectuant la transformation au niveau local.

La fabrication verte



Les biens environnementaux (BE) jouent un rôle important dans les efforts déployés par l'Afrique pour protéger l'environnement et atténuer les effets du changement climatique. Ils contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau, à la conservation des ressources naturelles et à la réalisation des objectifs environnementaux nationaux et internationaux, tels que l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable (ODD).

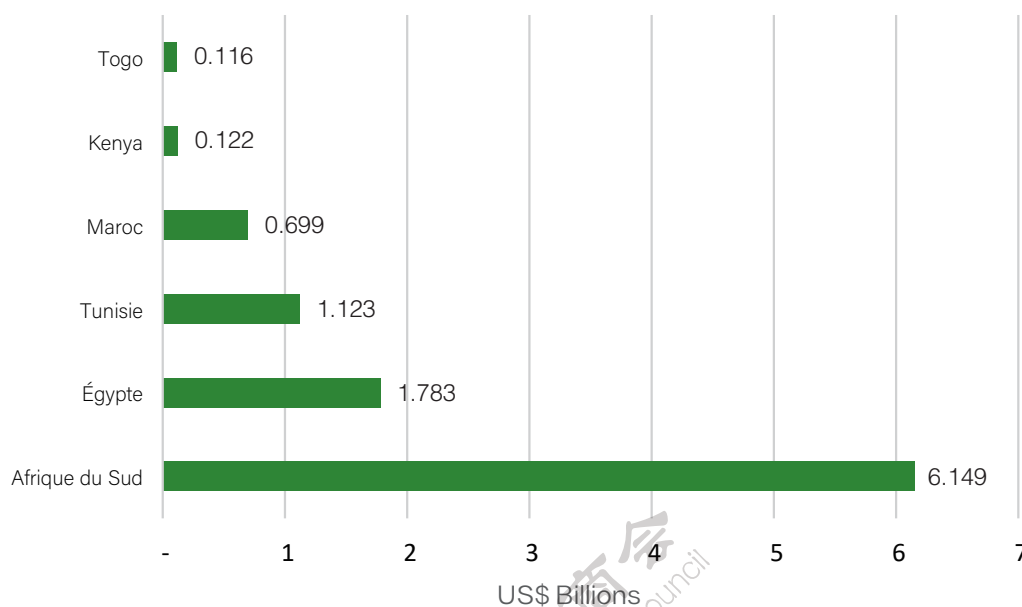
La participation actuelle de l'Afrique sur le marché mondial des biens environnementaux reste cependant limitée. Bien que les données de l'IPE ne soient pas disponibles sur le potentiel d'exportation de biens environnementaux de l'Afrique, Development Reimagined a publié un rapport qui aborde ce sujet en profondeur.¹¹² En 2020, l'Afrique ne représentait que 1 % du commerce mondial de biens environnementaux avec un total de 29,9 milliards de dollars américains. Au sein du continent africain, le commerce global de biens environnementaux s'élevait à 33,82 milliards de dollars américains en 2020, les importations représentant 77,5 % du volume global des échanges¹¹³. Les principaux exportateurs de biens environnementaux en Afrique sont l'Afrique du Sud, l'Égypte, la Tunisie et le Maroc, qui représentent conjointement 90 % du total des exportations africaines de biens environnementaux. La domination de ces quatre pays peut être attribuée à plusieurs facteurs, notamment l'abondance des ressources naturelles, la présence d'un secteur manufacturier relativement établi et l'existence d'un marché intérieur considérable.

¹¹⁰ Banque africaine de développement (2022). Document d'orientation pour la préparation d'une stratégie africaine pour les minéraux verts. https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/approach_paper_towards_preparation_of_an_african_green_minerals_strategy.pdf

¹¹¹ Académie chinoise de coopération économique et commerciale internationale et Conseil de promotion économique et commerciale Chine-Afrique (2023). Rapport sur les relations économiques et commerciales Chine-Afrique 2023. <https://www.caitec.org.cn/upfiles/file/2023/6/20230710163310913.pdf>

¹¹² Development Reimagined (2023). Libérer le potentiel de l'Afrique en matière de fabrication de biens environnementaux. <https://developmentreimagine.b-cdn.net/wp-content/uploads/2023/11/Unleashing-Africas-Untapped-Potential-for-Environmental-Goods-Manufacturing-Nov13.pdf>

¹¹³ FMI. Commerce des biens environnementaux. Tableau de bord du changement climatique. <https://climatedata.imf.org/pages/bpindicators#cb1>

Figure 15 Les principaux exportateurs de biens environnementaux en Afrique (2021)

Ce faible niveau de production et d'exportation est bien loin du formidable potentiel de l'Afrique en matière de fabrication de biens environnementaux. La capacité de l'Afrique dans le photovoltaïque est estimée à 10 térawatts (TW), un chiffre stupéfiant. Le continent dispose d'un potentiel hydroélectrique de 350 GW, d'une capacité éolienne de 110 GW et de sources géothermiques totalisant 15 GW¹¹⁴. En outre, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) estime que l'Afrique a le potentiel d'atteindre une capacité d'énergie renouvelable de 310 GW d'ici 2030 et de devenir l'un des principaux producteurs d'énergie renouvelable au monde¹¹⁵.

Les pays africains ont donc la possibilité d'accroître leur participation au marché mondial des biens environnementaux grâce à la coopération industrielle avec la Chine. La demande pour ces biens augmentant dans le monde entier, les pays africains ont une opportunité considérable de tirer parti de leurs vastes ressources, de leur main-d'œuvre abondante et de leur positionnement géographique stratégique pour devenir des acteurs clés dans la fabrication de biens environnementaux.

¹¹⁴ Banque africaine de développement. Pourquoi l'Afrique est la prochaine puissance des énergies renouvelables. <https://www.afdb.org/en/news-and-events/why-africa-is-the-next-renewables-powerhouse-18822>

¹¹⁵ Agence internationale pour les énergies renouvelables (2019). Accroître le développement des énergies renouvelables en Afrique.

Référence 18 Jinko Solar : à l'avant-garde des investissements dans la fabrication verte en Afrique¹¹⁶

Jinko Solar, une entreprise leader dans le domaine de l'énergie solaire de la province du Jiangxi, est le premier investisseur chinois à établir une usine de fabrication de panneaux photovoltaïques sur le continent africain. Elle a investi environ 7,5 millions de dollars américains dans l'usine photovoltaïque située dans la Zone industrielle d'Epping au Cap. Lors de son démarrage en 2014, l'usine avait une capacité de production annuelle de 120 MW et employait environ 250 travailleurs locaux. La décision stratégique de Jinko Solar d'installer cette usine en Afrique du Sud s'appuyait sur la reconnaissance de l'immense potentiel de l'Afrique en matière de développement des énergies renouvelables.

Avec une moyenne de 2 500 heures d'ensoleillement par an et un niveau de rayonnement de 4,5 à 6,6 kWh/m², l'Afrique du Sud fait partie des trois premiers pays au monde dans ce domaine, jetant les bases d'un vaste marché du photovoltaïque. Le gouvernement sud-africain a lancé en 2010 le Plan de ressources intégré (IRP) pour diversifier son mix énergétique. L'IRP a défini un objectif ambitieux : augmenter la capacité totale installée à près de 90 000 MW d'ici 2030, réduire la proportion d'électricité produite à partir du charbon à 45,9 % et augmenter la part des énergies renouvelables (hors hydroélectricité) de presque zéro à 21 %. De plus, le Programme d'approvisionnement en énergie renouvelable auprès des producteurs indépendants d'électricité (REIPPPP), lancé par le ministère sud-africain de l'Énergie en 2011, a encore accéléré le développement des énergies renouvelables dans le pays. La décision stratégique de Jinko Solar d'investir dans cette usine de fabrication de panneaux photovoltaïques s'aligne sur ces objectifs nationaux et souligne la clairvoyance stratégique de l'entreprise pour exploiter le marché florissant des énergies renouvelables en Afrique.

Les matériaux de construction



Dans le secteur des matériaux de construction, nous allons nous concentrer sur trois sous-secteurs principaux : la céramique, le ciment et le verre. Pour ces secteurs, le potentiel d'exportation combiné des 10 premiers exportateurs est de 2,7 milliards de dollars américains, soit 50 % de plus que la valeur actuelle des exportations de 1,8 milliard de dollars américains. Parallèlement, le potentiel d'exportation inexploité s'élève à 2,2 milliards de dollars américains dans ces industries spécifiques. Les chiffres ci-dessous montrent le potentiel d'exportation de ces secteurs sélectionnés aux niveaux de production existants.

¹¹⁶ Centre d'informations d'ESCN (2014), Mise en service officielle de la première usine de panneaux photovoltaïques chinoise en Afrique. <https://www.desn.com.cn/news/show-881906.html>

Figure 16 IPE de la céramique en Afrique et les principaux pays

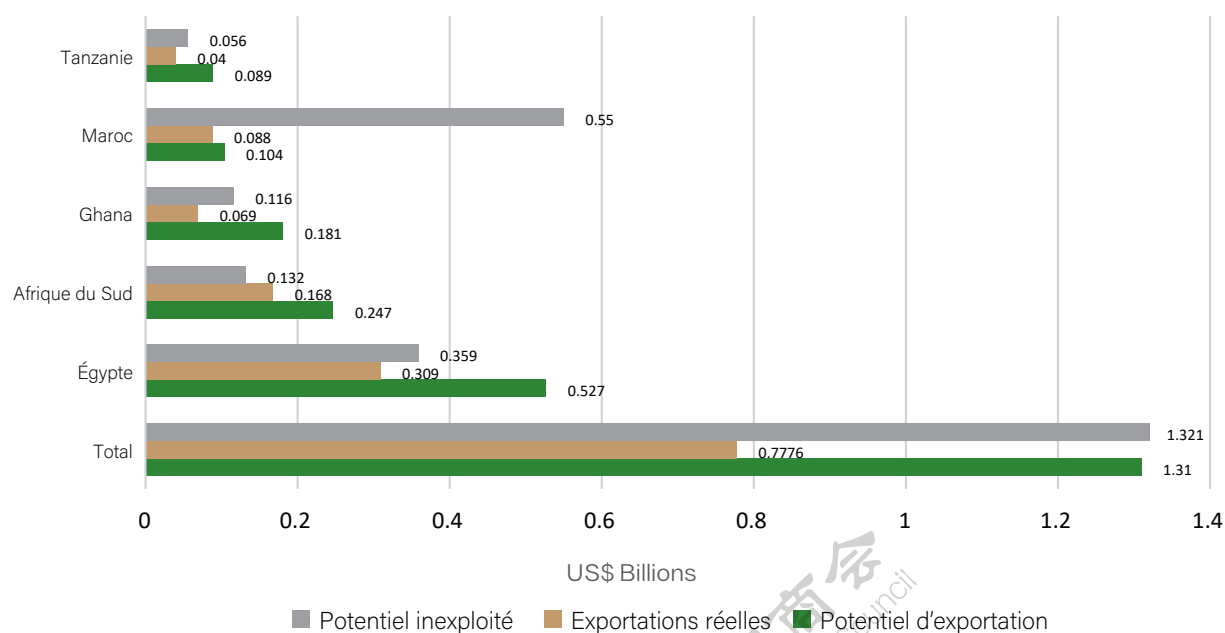


Figure 17 IPE du ciment en Afrique et les principaux pays

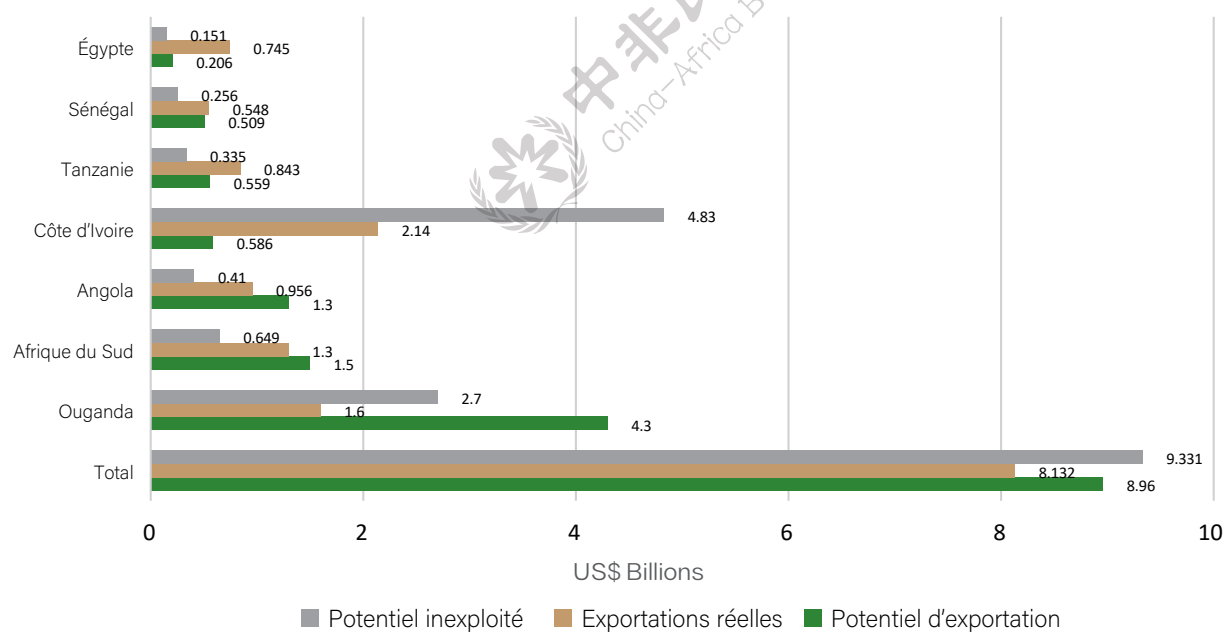
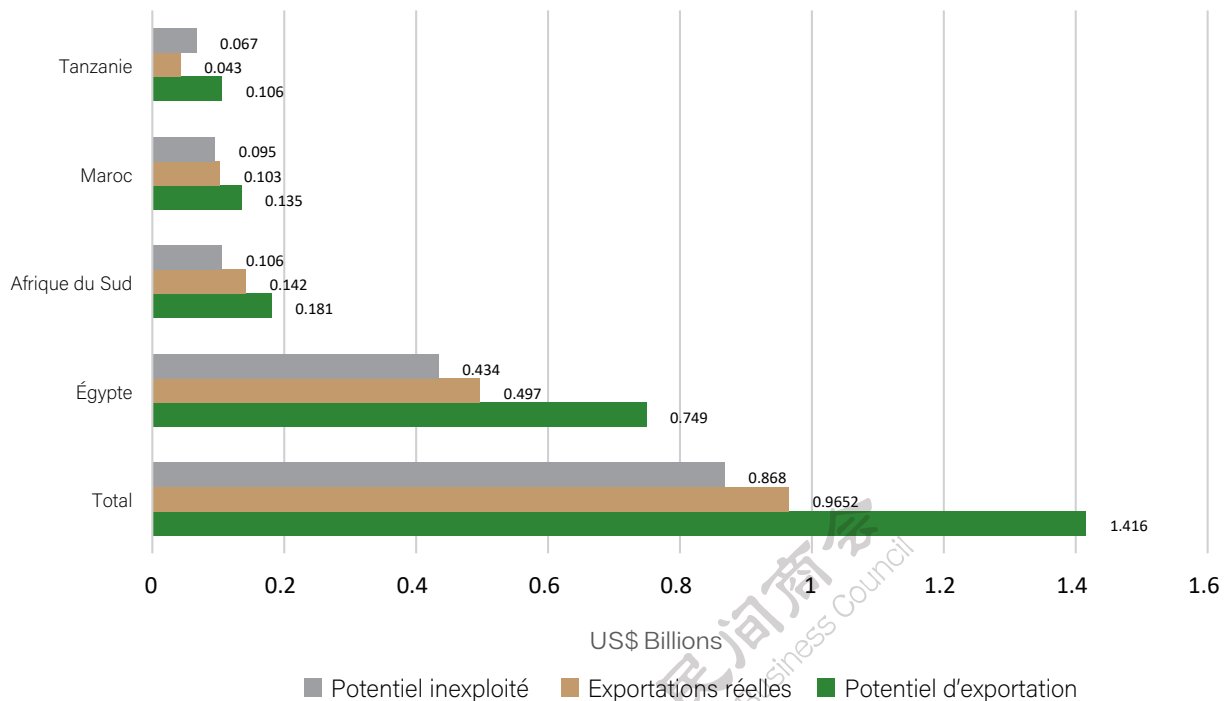


Figure 18 IPE du verre en Afrique et principaux pays

Le marché des matériaux de construction en Afrique devrait enregistrer un taux de croissance annuel composé de 6,8 % au cours de la période de prévision 2024-2030¹¹⁷. Cette demande croissante de matériaux de construction est due à la croissance démographique, à l'urbanisation rapide et aux investissements importants dans le développement des infrastructures. De nombreux gouvernements nationaux ont donné la priorité au développement des infrastructures, qui représente également le plus grand secteur d'investissements chinois sur le continent.

En 2023, Mordor Intelligence a estimé à plus de 570 le nombre de projets de construction en Afrique, d'une valeur de 450 milliards de dollars américain¹¹⁸. Ces projets mettent en évidence les synergies avec le secteur manufacturier, en particulier dans les pays où les activités de construction sont intensives. La proximité géographique de ces marchés immédiats offre un avantage stratégique pour l'industrie des matériaux de construction.

¹¹⁷ 6W Research (2024). Marché des matériaux de construction en Afrique (2024-2030) | Industrie, perspectives, croissance, chiffre d'affaires, prévisions, taille, part de marché. <https://www.6wresearch.com/industry-report/africa-construction-materials-market-2021-2027>

¹¹⁸ Mordor Intelligence. Analyse de la taille et de la part de marché du secteur de la construction en Afrique – Tendances et prévisions de croissance (2024-2029). Industrie de la construction en Afrique – Tendances du marché et rapport (mordorintelligence.com)

Référence 19 Coopération stratégique entre Dangote (Nigeria) et Sinoma International¹¹⁹

Malgré la demande massive de ciment au Nigeria, stimulée par la croissance de son marché des infrastructures, l'industrie locale de production de ciment doit faire face à de nombreux défis, notamment une consommation énergétique élevée, des technologies obsolètes et de graves problèmes d'émissions. Reconnaisant la nécessité d'une modernisation, Dangote Industries Limited, l'un des principaux producteurs de ciment en Afrique de l'Ouest, a signé en 2008 un accord de coopération stratégique avec Sinoma International, filiale de China National Building Material (CNBM), le plus grand producteur de ciment et de placoplâtre en Chine.

L'engagement de Sinoma International a soutenu l'expansion de l'usine de ciment de Dangote à Obajana, dans l'État de Kogi. Le projet a introduit une nouvelle technologie de pointe de production de ciment par voie sèche. Le préchauffeur et le four rotatif du système de cuisson a intégré la technologie et l'équipement exclusifs de Sinoma International, ainsi que des équipements d'échantillonnage automatique de laboratoire importés de premier ordre. Cette mise à niveau a permis de produire une gamme diversifiée de produits de ciment de haute qualité, et l'usine a atteint des normes d'efficacité énergétique et environnementales de classe mondiale.

En mai 2020, la nouvelle ligne 5 de l'usine d'Obajana est entrée en fonction, produisant 6 000 tonnes de ciment de clinker par jour. Cette extension a considérablement augmenté la capacité de production locale de ciment, renforcé l'approvisionnement en matériaux de construction de base, et créé de nombreuses opportunités d'emploi. En outre, le prix local du ciment est passé de 300 \$/tonne à 130 \$/tonne, permettant de réaliser des économies substantielles pour les projets nationaux de développement et de construction du Nigeria.

3.2.2 Analyse comparative des opportunités de production et d'investissement

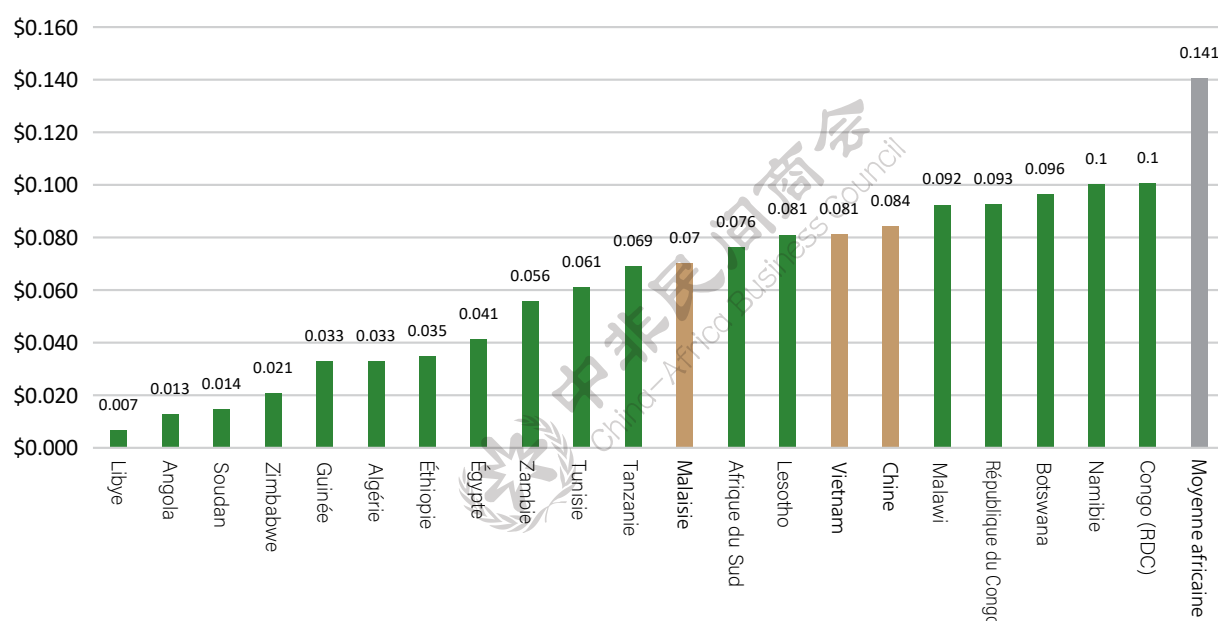
La transition en cours dans l'économie chinoise offre aux pays africains une occasion historique de bénéficier du transfert de capacités de production industrielle et de moderniser leurs structures productives, ce qui est déjà le cas dans certaines parties des pays voisins de la Chine. Le transfert de capacités de production industrielle de la Chine vers l'Afrique n'est cependant pas évident. Il s'agit de dissiper les perceptions erronées selon lesquelles l'Afrique est une destination d'investissement risquée. Dans cette section, nous allons chercher à démontrer l'attrait de l'Afrique comme destination d'investissement, par rapport à la Chine et à d'autres pôles industriels émergents tels que l'Indonésie, la Malaisie, le Vietnam et la Thaïlande. Les principaux facteurs des coûts de production économique en général et de l'industrie manufacturière en particulier sont l'énergie, les transports, la main-d'œuvre et les matières premières. À travers une analyse des coûts de production en Afrique, l'analyse suivante présente un argument économique en faveur de l'Afrique comme destination d'investissement, en se concentrant sur les coûts de production sur le continent, en comparaison avec la Chine elle-même et d'autres pôles industriels émergents.

¹¹⁹ Jiang Xuan (2021), Coopération entre les entreprises chinoise et nigérienne pour créer un nouveau paysage de l'industrie du ciment en Afrique. <http://world.people.com.cn/n1/2021/0508/c1002-32097512.html>

Énergie : coût de l'énergie

L'énergie (électricité) est un facteur clé des coûts de production, en particulier dans le secteur manufacturier. Selon les données disponibles, le prix moyen mondial d'une unité (kWh) d'électricité est de 0,165 dollar américain¹²⁰, le prix moyen de l'électricité en Afrique est de 0,141 dollar américain, soit 15 % inférieur à la moyenne mondiale. Alors que la Chine a un prix unitaire de l'électricité inférieur (0,084 dollar américain) par rapport à l'Afrique, l'électricité est moins chère dans 13 pays africains qu'en Chine et dans certains autres pôles industriels régionaux d'Asie du Sud-Est (voir la figure 19). Dans sept autres pays africains, le prix moyen d'une unité d'électricité est supérieur de moins de 20 % à celui de la Chine.

Figure 19 Prix moyen d'un kWh en dollar américain en Afrique et dans d'autres pôles industriels



La richesse de la dotation en ressources énergétiques, les subventions publiques dans de nombreux pays ainsi que la coopération Chine-Afrique dans le secteur de l'énergie ont contribué à réduire le coût de l'électricité en Afrique. Avec davantage d'investissements dans le secteur énergétique africain, les coûts de l'électricité industrielle diminueront encore davantage, renforçant les capacités de production du continent. Il existe en effet une marge de manœuvre pour investir davantage, en particulier dans les pays africains où le coût de l'électricité reste élevé, ce qui entraîne des approvisionnements en électricité insuffisants et peu fiables, entravant le développement socioéconomique¹²¹. L'augmentation des investissements dans le secteur de l'énergie a été listée comme une priorité stratégique par divers pays africains, et la Chine participe activement au financement et à la construction de centrales électriques et à l'extension des réseaux.

¹²⁰ Cable.co.uk. Prix de l'électricité par kWh dans 230 pays. <https://www.cable.co.uk/energy/worldwide-pricing/>

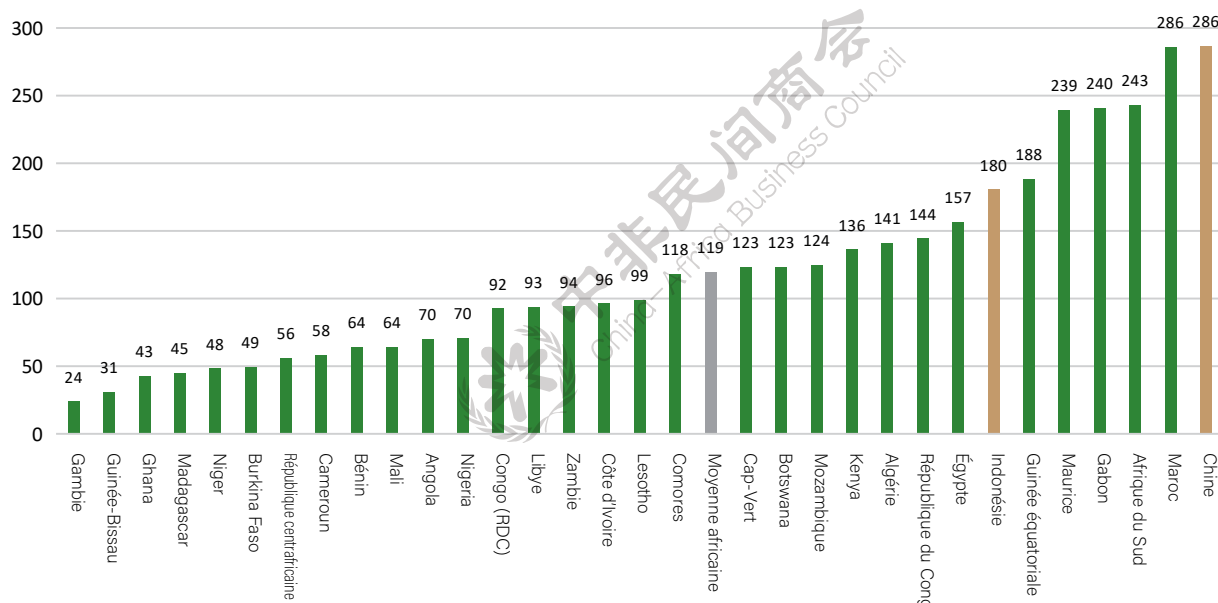
¹²¹ Agence internationale de l'énergie (2022). Perspectives énergétiques en Afrique 2022 – Principales conclusions. <https://www.iea.org/reports/africa-energy-outlook-2022/key-findings>

Main-d'œuvre : coût du travail et productivité du travail



Étant donné la nature intensive de la fabrication, le coût et la productivité de la main-d'œuvre sont des considérations clés dans la prise de décisions en matière d'investissement, en particulier dans les secteurs que nous avons identifiés. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le salaire minimum en Chine est de 286,5 dollars américains¹²², soit 2,4 fois plus que le salaire minimum moyen de 119,2 dollars américains dans 32 pays africains pour lesquels des données sont disponibles. De plus, comme le montre la figure 20 ci-dessous, le salaire minimum en Chine est plus élevé que le salaire minimum dans les 32 pays africains. Les coûts de main-d'œuvre plus faibles incitent fortement les fabricants à considérer l'Afrique comme une alternative viable aux autres régions où les salaires sont plus élevés. Cet avantage en termes de coûts peut se traduire par des marges bénéficiaires plus élevées pour les entreprises qui s'implantent en Afrique.

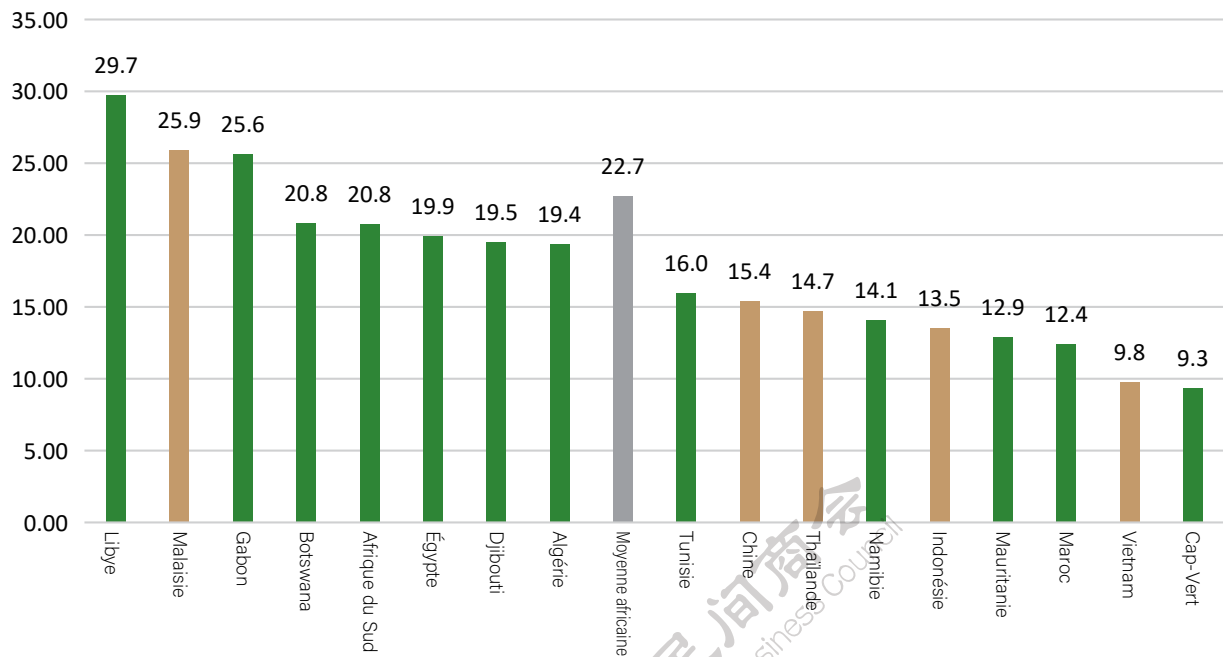
Figure 20 Salaire minimum en dollars américains en Afrique et dans les principaux pôles industriels



En termes de productivité du travail, l'OIT estime qu'en moyenne, les travailleurs africains produisent 22,71 dollars américains par heure de travail, contre 15,39 dollars américains en Chine¹²³. En outre, les travailleurs de sept pays africains ont une productivité horaire plus élevée qu'en Chine et dans certains autres pôles industriels voisins. Cela suggère que non seulement l'Afrique a des coûts de main-d'œuvre relativement faibles, mais qu'elle dispose également d'une main-d'œuvre productive malgré les limites de ses structures productives, ce qui en fait une destination attrayante pour les investisseurs chinois à la recherche de bases de production rentables et efficaces.

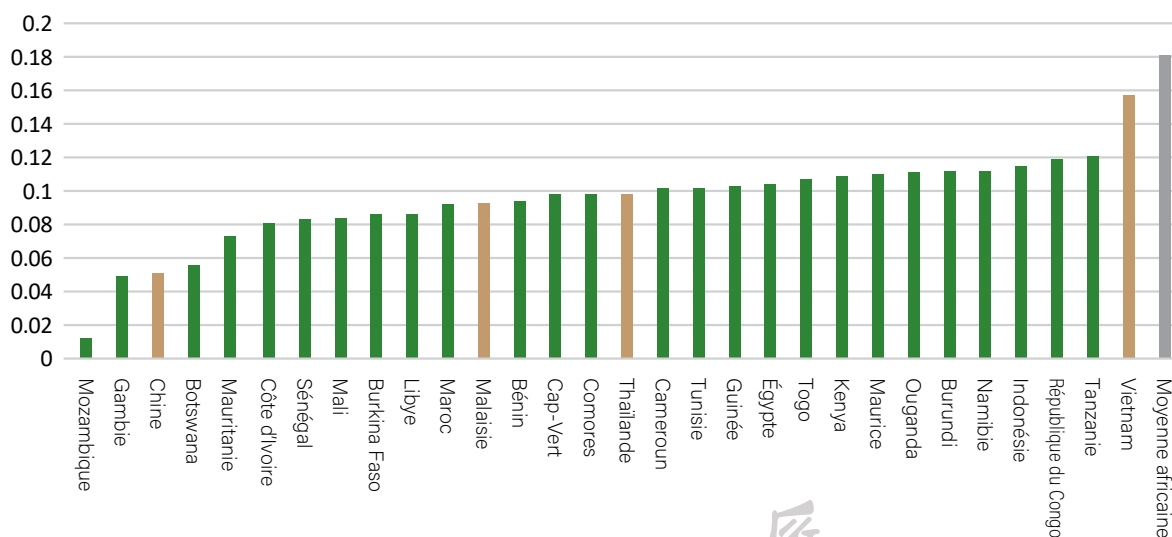
¹²² Organisation internationale du travail (OIT). Statistiques sur les salaires. <https://ilostat.ilo.org/topics/wages/#>

¹²³ Organisation internationale du travail (OIT). Statistiques sur la productivité du travail. <https://ilostat.ilo.org/topics/labour-productivity/>

Figure 21 Production par heure travaillée en dollars américains en Afrique et dans les autres pôles industriels**Transport : coût du fret international**

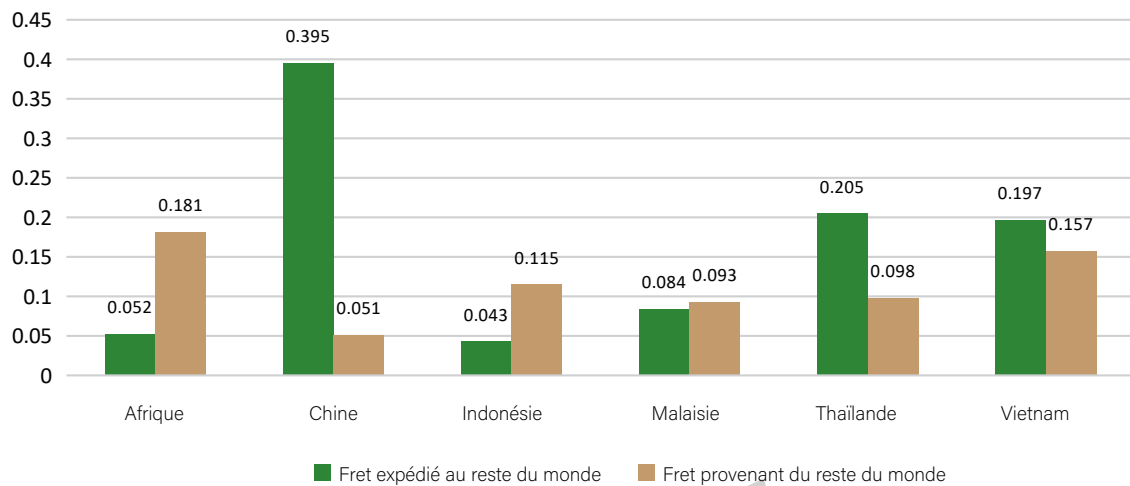
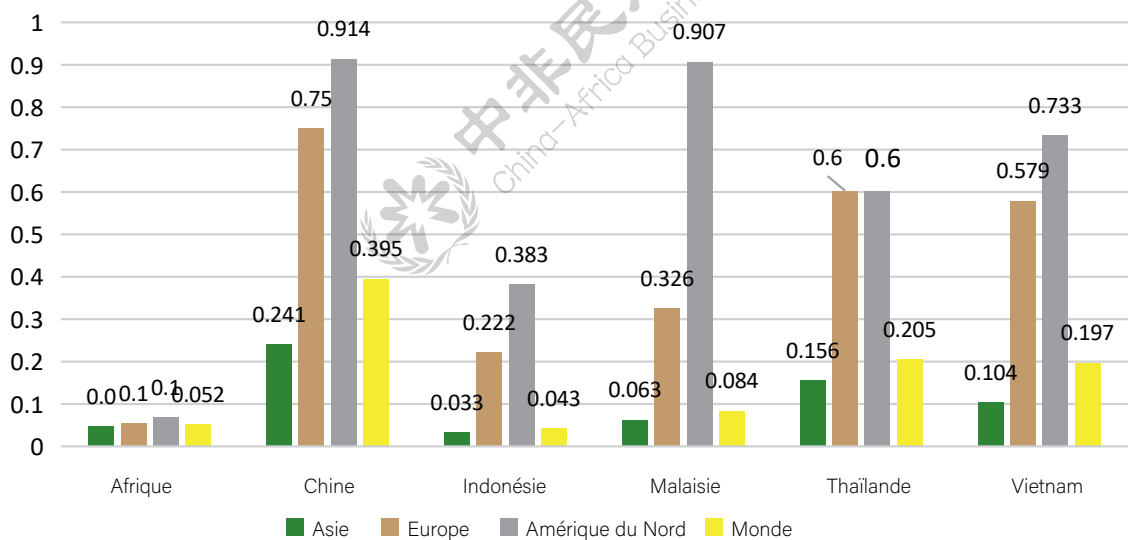
Le fret est un autre facteur de coût majeur pour la production économique. En particulier, le fret maritime international est un catalyseur essentiel du commerce international, ce qui fait des coûts du fret international un facteur clé dans les décisions d'investissement dans différentes destinations. La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) fournit des estimations des coûts de fret pour tous les pays et régions, c'est-à-dire le coût du fret d'une quantité unitaire de marchandises entre différents pays du monde en utilisant différents modes de transport (aérien, maritime, routier, ferroviaire). Selon ces estimations, le coût unitaire moyen du fret de marchandises vers la Chine depuis le reste du monde est de 0,051 dollar/kg, contre une moyenne de 0,181 dollar/kg pour l'Afrique¹²⁴. Cependant, à 0,052 dollar/kg, le fret de l'Afrique vers le reste du monde ne représente que 13 % du coût moyen du fret de la Chine (0,395 dollar américain) vers le reste du monde, comme le montre la figure 22. S'il est relativement coûteux de transporter des marchandises vers l'Afrique, le fret de marchandises de l'Afrique vers la plupart des marchés extérieurs est relativement bon marché. Cette différence de coût substantielle est principalement due à la situation géographique favorable de l'Afrique, qui offre une plus grande proximité avec les principaux marchés mondiaux d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Nord. L'Afrique présente ainsi un avantage en termes de coût pour les exportations, ce qui en fait un lieu attractif pour les opérations de fabrication et de distribution destinées aux marchés internationaux.

¹²⁴ Commerce et développement des Nations unies. Données sur le commerce et les transports (expérimental), par an, depuis 2016. <https://unctadstat.unctad.org/datacentre/dataviewer/US.TransportCosts>

Figure 22 Fret unitaire (dollar/kg) en Afrique et dans d'autres pôles industriels

Pour tirer pleinement parti de cet avantage, il est toutefois essentiel de s'attaquer aux coûts entrants en Afrique en améliorant les infrastructures de connectivité des transports. L'amélioration des infrastructures de transport assurera le bon acheminement des matières premières, permettant au continent de mieux exploiter ses ressources naturelles et de faciliter le commerce intracontinental. Si la Chine est le plus grand investisseur dans les infrastructures en Afrique, la construction des infrastructures de transport est le premier secteur pour les projets sous contrat des entreprises chinoises sur le continent, représentant 31,2 % de la valeur des nouveaux contrats signés, qui ont atteint 73,22 milliards de dollars américains en 2022¹²⁵. Grâce à une coopération accrue dans le développement des infrastructures, les avantages géographiques de l'Afrique seront exploités, renforçant encore le potentiel du continent en tant que pôle manufacturier.

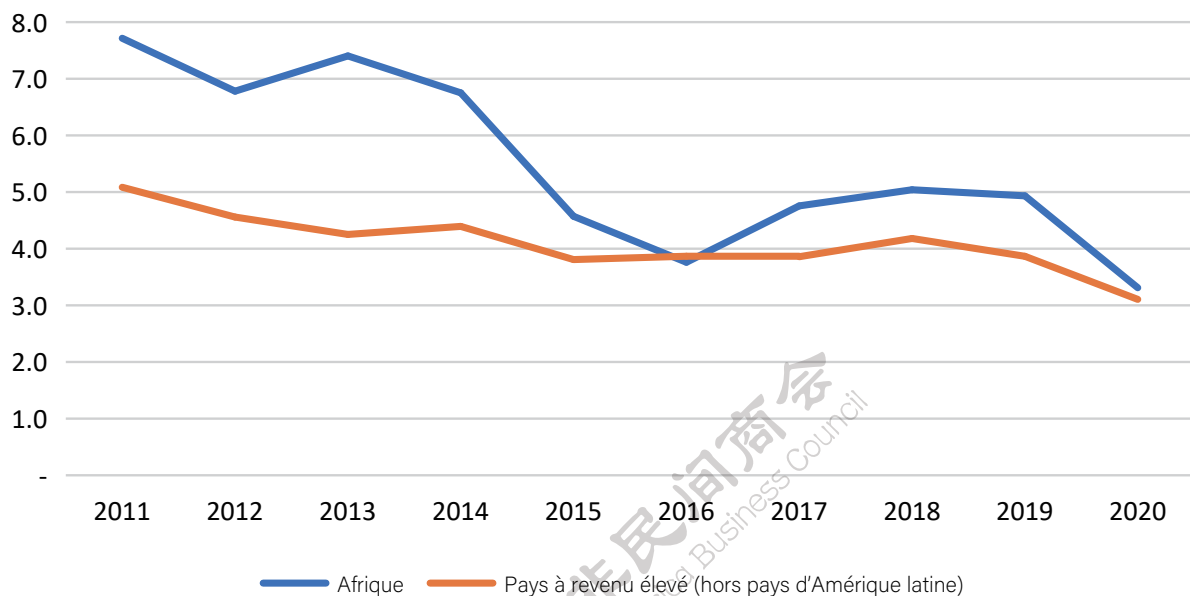
¹²⁵ Académie chinoise de coopération économique et commerciale internationale et Conseil de promotion économique et commerciale Chine-Afrique (2023). Rapport sur les relations économiques et commerciales Chine-Afrique 2023. <https://www.caitec.org.cn/upfiles/file/2023/6/20230710163310913.pdf>

Figure 23 Coût moyen du fret (dollar/kg) en Afrique et dans les autres pôles industriels**Figure 24 Coût moyen du fret (dollar/kg) depuis l'Afrique et les autres pôles industriels vers les principaux marchés**

Rendement des investissements directs étrangers



Figure 25 Taux de rendement des investissements directs étrangers en Afrique et dans les pays à haut revenu (hors Amérique latine)

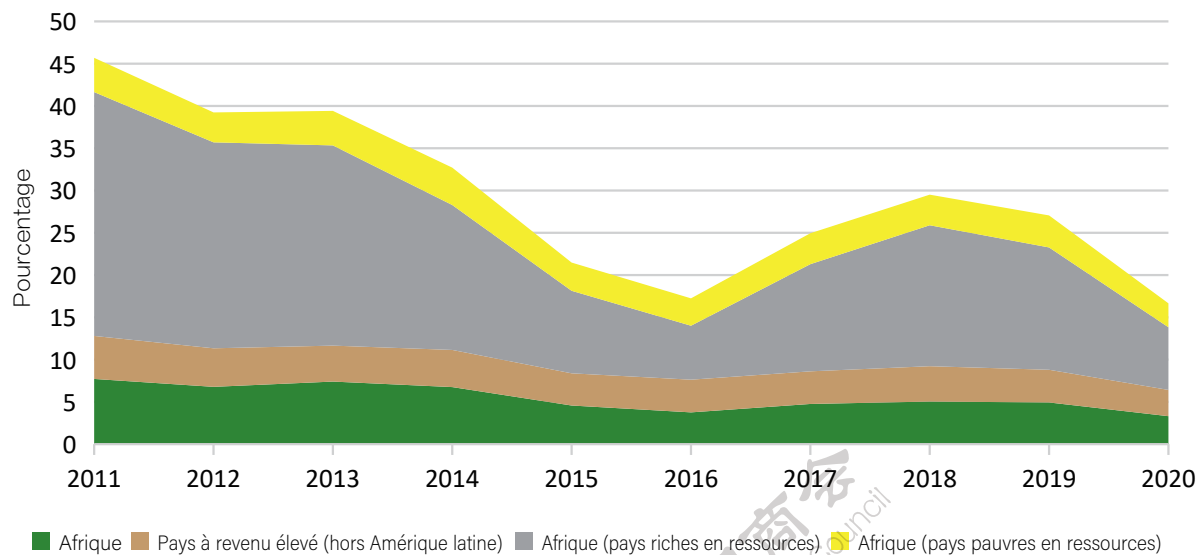


Selon les données de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), les flux d'IDE vers les pays développés sont plus importants que vers les pays en développement, l'Afrique représentant moins de 5 % des flux mondiaux d'IDE. Et ce, malgré le fait que l'Afrique promet un rendement des IDE plus élevé que les pays développés. Selon les données de l'Organisation de commerce et de coopération économiques (OCDE), l'Afrique offre un rendement des IDE plus élevé que les pays à revenu élevé, comme le montre la figure 25¹²⁶. La figure 26 montre que les taux de rendement sont encore plus élevés pour les pays africains riches en ressources. Ce paradoxe pourrait s'expliquer par la perception erronée de l'Afrique comme une destination d'investissements à risque, même lorsque la réalité sur le terrain suggère le contraire. Alors que les pays africains peuvent faire davantage pour renforcer l'attractivité de l'Afrique, notamment en augmentant les investissements dans les capitaux publics et institutionnels, l'Afrique ne peut pas faire cavalier seul ; elle a besoin de partenaires pour soutenir ces efforts et la coopération de la Chine dans le secteur manufacturier africain représente une opportunité à cet égard¹²⁷.

¹²⁶ CUA/OCDE (2023), Taux de rendement des flux d'investissements directs étrangers par région du monde, 2011-20, Dynamique du développement de l'Afrique 2023 : Investir dans le développement durable, Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/6db99666-en>.

¹²⁷ Ayodele Odusola (2018). Aborder le paradoxe des investissements directs étrangers en Afrique. <https://www.undp.org/africa/blog/addressing-foreign-direct-investment-paradox-africa#:~:text=Addressing%20impediments%20to%20public%2C%20human%20and%20institutional%20capitals%2C,are%20central%20to%20eliminating%20FDI%20paradox%20in%20Africa>.

Figure 26 Taux de rendement des investissements directs étrangers dans les pays africains en fonction de leurs ressources naturelles

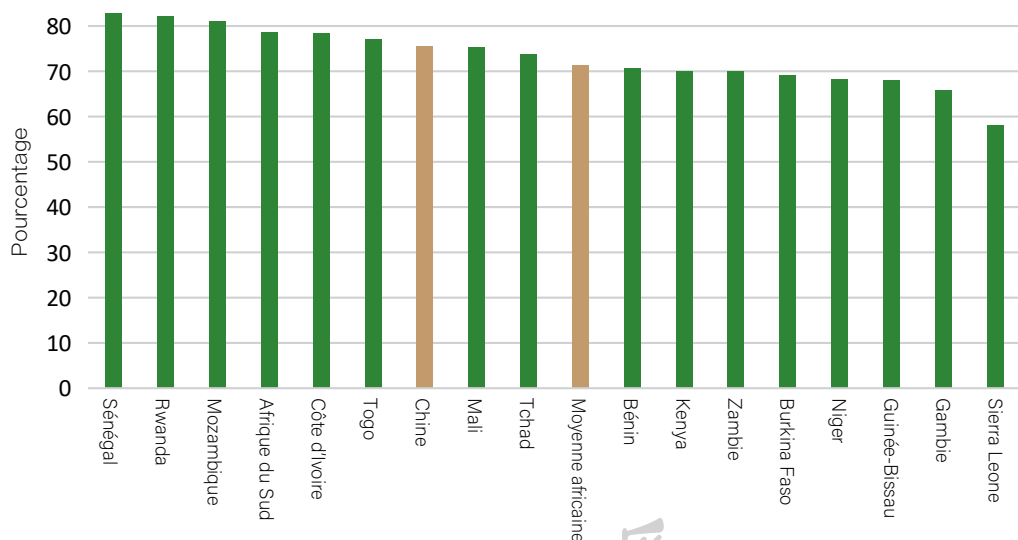


Productivité : utilisation des capacités et productivité totale des facteurs



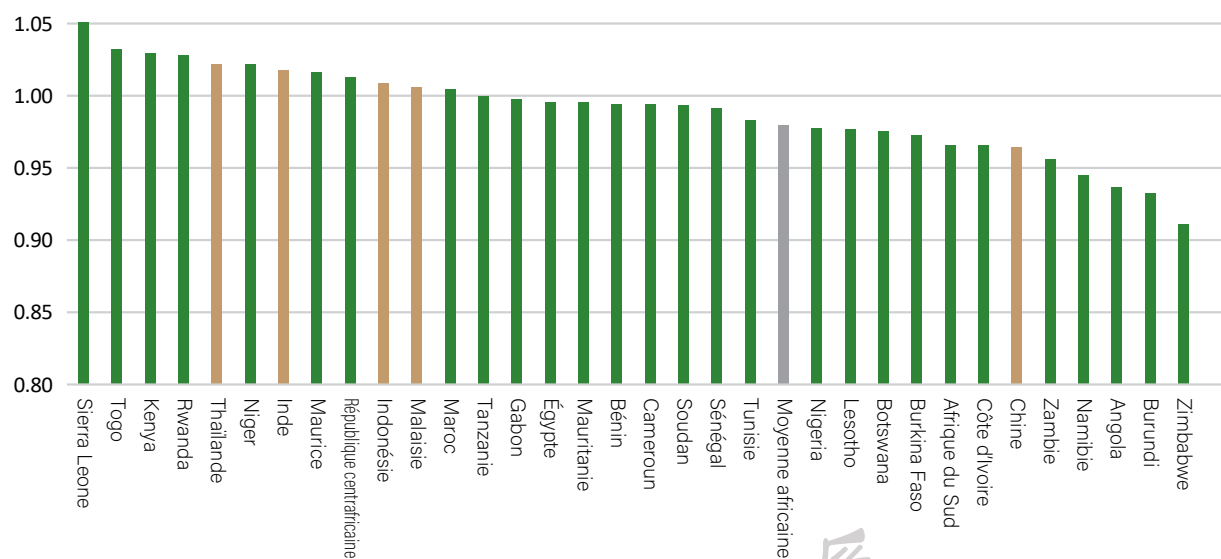
Pour comparer la productivité économique, nous avons utilisé deux indicateurs. Le premier, le taux d'utilisation des capacités, mesure le pourcentage de la production potentielle qui est réalisée et est souvent mesurée au niveau de l'entreprise. Selon le Bureau national des statistiques de Chine, l'utilisation des capacités de la Chine en 2023 s'élevait à 75,6. Parallèlement, à 71,3, le taux moyen d'utilisation des capacités en Afrique n'était pas significativement inférieur à celui de la Chine¹²⁸. De plus, six pays africains ont un taux d'utilisation des capacités plus élevé que celui de la Chine, comme le montre la figure 27.

¹²⁸ Moody's Analytics. Indicateurs économiques. Utilisation des capacités – Liste des pays. <https://www.economy.com/indicators/capacity-utilization>

Figure 27 Taux d'utilisation des capacités en Afrique

La diversité des taux d'utilisation des capacités entre les pays africains reflète la diversité des dotations en facteurs ainsi que le niveau de développement industriel. Les pays dotés d'une base industrielle considérable, comme l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire, ont un taux d'utilisation des capacités plus élevé que leurs pairs sur le continent. Le second indicateur est la productivité totale des facteurs (PTF), qui mesure de l'efficacité productive, c'est-à-dire la production obtenue à partir d'un niveau donné d'intrants. C'est un ratio entre les extrants et les intrants. Les données disponibles indiquent que la productivité totale moyenne des facteurs de l'Afrique (0,98) est supérieure à celle de la Chine (0,96), 17 pays africains ayant une productivité totale des facteurs supérieure à celle de la Chine, comme le montre la figure 28¹²⁹.

¹²⁹ Centre de croissance et de développement de Groningen. Penn World Table version 10.01.

Figure 28 Productivité totale des facteurs en Afrique

3.3 Recommandations pour les parties prenantes chinoises afin de promouvoir l'industrialisation de l'Afrique

3.3.1 Exploiter les capacités complémentaires existantes pour créer des chaînes d'approvisionnement localisées

Le potentiel d'exportation des secteurs susmentionnés en Afrique, soutenu par ses avantages comparatifs, offre aux investisseurs chinois des opportunités uniques de transférer leurs capacités excédentaires vers l'Afrique, où ils peuvent rechercher des rendements élevés avec une concurrence relativement faible. Les cas réussis d'investissements chinois dans ces secteurs émergents démontrent qu'au-delà de l'investissement financier, le transfert de technologies, réalisé grâce à des partenariats avec des entreprises africaines, peut considérablement améliorer les capacités de production en Afrique. En tirant parti de ces atouts complémentaires, les investisseurs peuvent établir des chaînes d'approvisionnement localisées plus efficaces et plus résilientes.

3.3.2 Anticiper et profiter de la demande et de la dynamique sur les marchés en Afrique

Si la proximité géographique des principaux marchés d'exportation constitue un avantage notable pour le secteur manufacturier de nombreux pays africains, le marché intérieur des produits des secteurs émergents susmentionnés connaît également une croissance rapide sur le continent. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) facilite la circulation et le commerce des matières premières, des produits intermédiaires et des produits finis de manière efficace. Les investisseurs doivent identifier et exploiter les pôles régionaux ayant des liens étroits avec les segments en amont et en aval de la chaîne de valeur, en capitalisant sur le marché intérieur africain en pleine croissance et sur la demande croissante pour ces produits.

3.3.3 Entrée stratégique précoce dans les pôles émergents

Si certains pays africains disposent déjà d'une base solide dans les secteurs catalyseurs, d'autres possèdent des avantages comparatifs mais en sont encore aux premiers stades de développement. Les investisseurs chinois doivent envisager d'entrer rapidement sur ces marchés pour établir une forte présence et capitaliser sur la croissance future. Cette stratégie s'applique également aux secteurs qui n'ont pas encore bénéficié d'investissements chinois substantiels mais qui ont un fort potentiel catalytique. Des secteurs spécifiques tels que la fabrication verte, les produits pharmaceutiques et les matériaux de construction offrent un potentiel de croissance élevé et un impact économique significatif. Par exemple, les investissements dans la fabrication verte peuvent tirer parti de la transition mondiale vers les énergies renouvelables, tandis que les produits pharmaceutiques peuvent répondre aux

besoins croissants en matière de soins de santé en Afrique. Une entrée précoce dans ces secteurs peut conférer aux investisseurs chinois des avantages de primo-arrivants.

3.3.4 Améliorer les infrastructures et la connectivité régionale

Pour maximiser les bénéfices des investissements, l'amélioration des transports et des infrastructures est au cœur des plans de développement nationaux des institutions panafricaines et de nombreux pays africains. Si la Chine est déjà un investisseur important dans les infrastructures africaines, le financement et la construction de projets transfrontaliers pourraient constituer une orientation stratégique pour la prochaine phase de la coopération. Les projets régionaux réduisent non seulement les coûts d'entrée et de sortie et facilitent le transport fluide des matières premières, mais créent également des marchés intégrés et des chaînes de valeur. En outre, les investissements dans les infrastructures sont également un secteur lucratif, en particulier en Afrique où les besoins en infrastructures demeurent considérables. À cet égard, les banques et les entrepreneurs chinois devraient donner la priorité aux projets à fort potentiel qui ont été identifiés par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique de l'Union africaine (UA-NEPAD) dans le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), car ces initiatives soutiendront le commerce intracontinental et renforceront les capacités de production en Afrique.





**Rédigé en français par l'équipe du groupe Bank of
Africa – BMCE**

Chapitre 4 Trajectoires du climat des affaires en Afrique: dynamiques, défis et opportunités par région

L'Afrique traverse une phase de transformation significative, ce qui a un impact direct sur le climat des affaires. Les dynamiques économiques, politiques et sociales en constante évolution, combinées à des réformes structurelles majeures couvrant notamment la gouvernance et la fiscalité, ainsi qu'une augmentation substantielle des investissements, favorisent en effet une modernisation accélérée des environnements économiques du continent.

Le développement des infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunications est également crucial pour améliorer le climat des affaires. La modernisation des corridors de transport et l'amélioration des réseaux de télécommunications renforcent l'efficacité et réduisent les coûts des opérations commerciales. Par ailleurs, les initiatives visant à promouvoir les sources d'énergie renouvelable assurent la sécurisation et la durabilité de l'approvisionnement énergétique, renforçant ainsi la confiance des investisseurs.

L'intégration régionale progresse aussi de manière significative, soutenue par des organisations comme la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Ces entités travaillent à harmoniser les politiques économiques et à réduire les barrières commerciales, créant ainsi un environnement d'affaires plus intégré et compétitif. La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) est une initiative majeure pour intensifier les échanges intra-africains et créer un vaste marché unique.

Un autre facteur clé est la création de zones économiques spéciales (ZES) à travers le continent. Ces zones offrent des incitations fiscales et douanières, simplifient les procédures administratives et fournissent des infrastructures modernes. Elles jouent un rôle crucial dans la stimulation de l'industrialisation locale et renforcent l'attractivité pour les investisseurs.

Malgré ces avancées, chaque région doit encore relever des défis importants, tels que l'amélioration de la transparence, la réduction des disparités économiques et la mise en place de cadres réglementaires plus efficaces. Ces défis offrent également des opportunités pour des réformes supplémentaires et pour attirer des investissements capables de soutenir une croissance durable et inclusive. Les efforts pour renforcer la transparence et l'efficacité administrative sont essentiels pour créer un environnement d'affaires plus favorable.

Les différentes régions d'Afrique présentent des caractéristiques uniques et des approches diversifiées pour améliorer le climat des affaires, reflétant leurs contextes économiques, politiques et sociaux distincts. Cette chapitre met ainsi en évidence la diversité des approches

et des stratégies déployées pour améliorer le climat des affaires en Afrique. Chaque région développe des solutions spécifiques adaptées à ses contextes uniques, avec des succès variés mais prometteurs.

4.1 Afrique de l'Ouest : Dynamisme et intégration à l'ère des réformes et des infrastructures modernes

En Afrique de l'Ouest, la stratégie repose sur des réformes structurelles dynamiques et des investissements dans les infrastructures modernes, sous l'égide de la CEDEAO et de l'UEMOA. Cette région mise sur la diversification économique, avec le Sénégal et la Côte d'Ivoire en tête pour l'attraction des investissements dans les secteurs extractif et énergétique. Les zones franches, comme celles au Nigeria et au Ghana, jouent un rôle crucial en offrant des incitations fiscales et en simplifiant les procédures administratives.

4.1.1 Les prérequis politiques, économiques et infrastructurels

Évolutions politiques et économiques clés dans la sous-région

L'Afrique de l'Ouest, sous la direction de la CEDEAO et de l'UEMOA, connaît une période de changements profonds, marquée par des bouleversements politiques dans des pays comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Ces transformations, bien que sources de défis initiaux, ont stimulé des avancées démocratiques ailleurs, comme en témoignent les récentes élections pacifiques au Sénégal en 2024.

Sur le plan économique, la région bénéficie d'une dynamique renforcée par la diversification et la transformation structurelle entreprises par les pays de l'UEMOA, qui profitent également d'une parité monétaire XOF/USD relativement stable. Cette tendance est notamment visible au Sénégal et en Côte d'Ivoire, où l'augmentation des investissements directs étrangers dans les secteurs extractif et énergétique souligne cette évolution. En outre, malgré les fortes fluctuations de change et les défis inflationnistes, des économies majeures comme le Nigeria et le Ghana continuent d'être des moteurs de croissance essentiels pour la région. Avec des projections de croissance de 4,1 % pour les années 2024 et 2025¹³⁰, l'Afrique de l'Ouest se positionne ainsi comme un pôle économique clé et attractif du continent.

¹³⁰ Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne (FMI, avril 2024)

Avancées en connectivité : un levier pour le climat des affaires dans la sous-région



En Afrique de l'Ouest, les récentes avancées dans les infrastructures de transport et de télécommunications sont cruciales pour améliorer le climat des affaires. Les projets de développement des corridors de transport régionaux, qui incluent des améliorations des routes, des voies ferrées et des ports, jouent un rôle clé pour faciliter le commerce et l'intégration économique entre des pays comme le Liberia, la Sierra Leone et la Guinée. Ces initiatives visent à réduire les temps et les coûts de transit, favorisant ainsi des flux commerciaux plus fluides et efficaces à l'intérieur de la région et au-delà.

Par ailleurs, les progrès dans les infrastructures de télécommunication sont manifestes, avec d'importants investissements dans l'amélioration des réseaux mobiles et l'expansion du haut débit, particulièrement dans des pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin qui attestent d'une plus grande maturité sectorielle. Ces améliorations sont essentielles pour soutenir les économies numériques et offrent une infrastructure nécessaire pour le commerce électronique et les services numériques, devenus cruciaux pour les opérations commerciales modernes. L'expansion des technologies 4G et l'introduction de la 5G devraient également améliorer la connectivité et la rapidité des services.

Vers une énergie plus abordable et accessible dans la région



Au niveau énergétique, des initiatives récentes comme le développement de mini-réseaux solaires et l'intégration des réseaux électriques nationaux au sein de la CEDEAO montrent des résultats prometteurs. Par exemple, au Burkina Faso, le déploiement à grande échelle de systèmes solaires photovoltaïques et de batteries, soutenu par des investissements privés et des financements de la Banque mondiale, a considérablement amélioré l'accès à une électricité fiable et abordable. De même, la construction de projets d'interconnexion transfrontalière dans la région pourrait réduire les coûts de production d'électricité d'environ 10 % d'ici 2030¹³¹ et fournir une énergie plus verte. Ces efforts créent un environnement économique plus stable et favorable à une croissance durable.

4.1.2 Gouvernance proactive et volontarisme : l'élan réformateur pour le climat des affaires

Initiatives et stratégies nationales pour améliorer l'attractivité des investissements



Les pays d'Afrique de l'Ouest montrent une forte volonté d'améliorer le climat des affaires à travers divers projets de gouvernance, la mise en place de commissions, et le lancement de feuilles de route et de chartes d'investissement. Le Ghana, avec son Ghana Investment Promotion Centre (GIPC), et le Nigeria, avec la Commission des investissements et de la promotion des entreprises (NIPC) et le Presidential Enabling Business Environment Council (PEBEC), ont mis en œuvre des réformes pour simplifier les processus réglementaires et attirer les investissements. De même, le Sénégal a mis en place l'Agence de Promotion

¹³¹ Electric Power Network Interconnection: A Review on Current Status, Future Prospects and Research Direction (MDPI, 2023)

des Investissements et des Grands Travaux (APIX), ainsi que le Conseil présidentiel pour l'amélioration de l'environnement des affaires, facilitant l'entrepreneuriat et attirant les investissements privés.

D'autres pays comme le Togo, le Bénin et la Guinée ont également pris des initiatives similaires. Le Togo a lancé le Plan National de Développement (PND) 2018-2022 et créé une Cellule Climat des Affaires, en mettant l'accent sur la digitalisation des services administratifs et la création de zones économiques spéciales. Le Bénin, avec son Agence pour la Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx), a amélioré l'accès aux informations pour les investisseurs. En Guinée, l'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP) et le Conseil Présidentiel pour l'Investissement et le Climat des Affaires (CPI-CA) travaillent à la mise en place de réformes législatives et réglementaires pour attirer les investissements étrangers et soutenir le secteur privé local.

Le Tarif Extérieur Commun (TEC)¹³², catalyseur pour un climat des affaires amélioré et une intégration économique

Le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO, mis en œuvre en 2015, et celui de l'UEMOA, en place depuis 2000, visent à harmoniser les droits de douane et à stimuler le commerce intra-régional en Afrique de l'Ouest, tout en offrant un cadre tarifaire stable et prévisible. Ces régimes tarifaires incluent plusieurs bandes, allant de 0 % à 35 %, en fonction des produits, et sont conçus pour simplifier les procédures commerciales, réduire les coûts de transaction et protéger les industries locales.

Bien que l'annonce récente du retrait des 3 pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la CEDEAO puisse représenter un défi, elle offre également une opportunité de renforcer davantage l'intégration et la cohésion régionale en trouvant des solutions innovantes pour maintenir l'efficacité du TEC.

Mesures de protection des investisseurs : Un traitement juste et équitable



Les pays de l'Afrique de l'Ouest ont mis en place diverses garanties pour protéger les investisseurs étrangers. Par exemple, le Ghana a signé plusieurs traités bilatéraux d'investissement (TBI) avec des pays comme la Chine, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui incluent des clauses sur le traitement juste et équitable, la protection contre l'expropriation sans compensation adéquate et l'accès à des mécanismes de règlement des différends internationaux tels que l'arbitrage de la Cour internationale d'arbitrage (CIRDI).

En termes de fiscalité, plusieurs pays de la région ont mis en place des conventions de non-double imposition¹³³ pour éviter que les investisseurs étrangers ne soient imposés deux fois sur les mêmes revenus. Par exemple, la Côte d'Ivoire a signé une convention de non-double imposition avec la France en 2018, permettant aux entreprises de bénéficier de crédits d'impôt ou d'exemptions fiscales dans leur pays d'origine. Des pays comme le Sénégal et le Bénin ont également des conventions similaires avec divers pays européens et asiatiques. La liberté de rapatriement des dividendes et des bénéfices est garantie dans la plupart des législations

¹³² Initial Reflections on the ECOWAS Common External Tariff (ECDPM)

¹³³ Investment Policies and Bilateral Investment Treaties in Africa (UNECA)

nationales, comme le prouve le Code des investissements du Sénégal, qui permet aux investisseurs de transférer leurs profits à l'étranger sans restrictions majeures.

En cas de litige aussi, les investisseurs étrangers bénéficient souvent de mécanismes d'arbitrage international. Le Burkina Faso, par exemple, est membre de la Convention de New York sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, ce qui renforce la confiance des investisseurs dans la capacité de ce pays à offrir un environnement d'affaires sécurisé et équitable. Le Mali et le Niger ont notamment adopté des cadres juridiques favorables à l'arbitrage international, facilitant ainsi la résolution des conflits en dehors des juridictions nationales.

4.1.3 Facilité des affaires : enjeu de compétitivité et facteur de différenciation entre les pays

Un arsenal fiscal plus favorable



La fiscalité dans les pays de l'Afrique de l'Ouest¹³⁴, notamment au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO, est caractérisée par des règles et des taux d'imposition visant à harmoniser et à simplifier les procédures fiscales pour les entreprises. Les taux d'impôt sur les sociétés varient généralement entre 25 % et 30 %, et la TVA est souvent fixée autour de 18%, avec des variations et des exonérations spécifiques selon les secteurs. Par exemple, certains pays comme la Guinée-Bissau appliquent des surtaxes, tandis que d'autres offrent des incitations fiscales pour stimuler les investissements dans des domaines stratégiques.

Le Nigeria se distingue dans la région par un régime fiscal particulièrement attractif pour les investisseurs étrangers. Avec un taux d'impôt sur les sociétés allant de 0 % pour les petites entreprises à 30 % pour les grandes, et une TVA fixée à 7,5 % (l'une des plus basses de la CEDEAO), le Nigeria propose notamment de nombreuses incitations fiscales pour encourager les investissements dans des secteurs clés tels que l'agriculture, les infrastructures, l'immobilier et l'énergie. Par exemple, les entreprises du secteur minier et agricole bénéficient d'exonérations fiscales pour stimuler l'exportation et la production primaire. De plus, les crédits d'impôt pour les infrastructures routières facilitent les investissements dans ce secteur crucial. Ces mesures, combinées à une pression fiscale globale de 6,7 % en 2021, font du Nigeria un exemple de pays offrant un environnement fiscal favorable pour le développement des affaires et l'attraction des capitaux étrangers.

Des démarches administratives plus efficaces

Ces dernières années, des efforts significatifs ont été déployés par les États Ouest-africains pour faciliter la création d'entreprises. Ces réformes visent à réduire le nombre de procédures, les coûts et le temps nécessaires à la création d'une entreprise. Tous les pays de l'UEMOA ont introduit des guichets uniques pour simplifier ce processus. Par exemple, le Bénin et le Togo offrent des services de création d'entreprises entièrement en ligne, tandis que d'autres, comme la Côte d'Ivoire, nécessitent encore un déplacement physique pour finaliser la procédure. De

¹³⁴ Sources: Tax Foundation, Business Insider Africa

manière similaire, le Sénégal a considérablement réduit le temps nécessaire pour créer une nouvelle entreprise en simplifiant les démarches administratives et en réduisant les coûts de transaction, ce qui a diminué le délai de deux mois à seulement 48 heures.

Grâce à ces initiatives, les pays membres de l'UEMOA obtiennent des scores variés dans le classement du Global Enterprise Registration (GER), allant de 3 pour le Niger à 10 pour la Guinée-Bissau, qui se distingue particulièrement dans cette dynamique de facilitation de la création d'entreprises. Le Guichet Unique de l'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP) permet désormais aux entrepreneurs d'y créer une entreprise en moins de 72 heures, faisant de ce pays un modèle de réforme dans la région selon le plus récent rapport Doing Business.

Tableau 1 Le score GER des Etats membres de l'UEMOA varie de façon importante

Pays	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Score GER	9,5	5,5	7	10	7	3	6	8

Source : ger.digitalgovernment.world.

Notes : les scores du GER oscillent entre 1 et 10, 10 étant le score le plus élevé. En italique sont indiqués les portails d'information, le reste étant des guichets uniques électroniques. Evaluations conduites en 2021.

Les zones franches et spécialisées plus attrayant



Les zones franches et zones économiques spéciales (ZES) en Afrique de l'Ouest¹³⁵ sont essentielles pour stimuler les investissements. Les zones franches globales, comme celles de Calabar et Lekki au Nigeria, et de Tema au Ghana, offrent des incitations fiscales et douanières pour attirer les entreprises étrangères. La Côte d'Ivoire et le Sénégal ont également instauré des zones franches à Abidjan et Dakar, facilitant les opérations industrielles et commerciales. En parallèle, des zones spécialisées par secteur se développent, comme la Zone Industrielle de Glo-Djigbé au Bénin, dédiée au textile, et la Zone Franche Agro-Industrielle à Yopougon en Côte d'Ivoire. Ces initiatives améliorent le climat des affaires en simplifiant les procédures administratives et en fournissant des infrastructures modernes, soutenant ainsi la croissance économique et la diversification industrielle de la région.

¹³⁵ Source: Global Africa Network

4.2 Afrique centrale : un nouveau souffle économique par l'intégration et l'harmonisation des politiques

L'Afrique Centrale, riche en ressources naturelles, cherche à améliorer son intégration économique tout en mettant en œuvre diverses réformes fiscales pour attirer les investissements. Le Tchad se distingue par son régime fiscal favorable. Les initiatives telles que l'Observatoire du Climat des Affaires en zone CEMAC visent à identifier et à surmonter les obstacles à l'investissement, bien que des défis subsistent en matière de gouvernance et de transparence.

4.2.1 Un potentiel économique considérable, mais une intégration perfectible

Ressources naturelles et croissance économique



La région de la CEMAC (Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale) représente un vaste territoire de plus de 3 millions de kilomètres carrés et comprend six pays : le Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale et le Tchad. Avec une population combinée de 60,6 millions d'habitants, cette région détient des réserves abondantes de ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz naturel, l'or, les diamants, le manganèse et l'uranium. Toutefois, ces ressources sont largement sous-exploitées en raison d'un déficit d'investissements privés. Le secteur énergétique, notamment le pétrole et le bois, reste crucial pour l'économie de la CEMAC, représentant plus de 80 % de ses exportations. Par ailleurs, les projections¹³⁶ de croissance économique sont prometteuses avec des taux de 3,4 % et 3,1 % attendus respectivement pour 2024 et 2025. Une baisse de l'inflation à 4,5 % est anticipée en 2024, offrant ainsi des perspectives économiques plus stables.

Défis de l'intégration régionale



L'intégration régionale au sein de la CEMAC¹³⁷ a connu des avancées notables, notamment par l'harmonisation des politiques économiques et monétaires et la création d'institutions régionales comme la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) et la Commission de la CEMAC. Cependant, l'intégration reste perfectible par rapport à d'autres régions africaines, ce qui offre des opportunités pour renforcer le développement de l'investissement intra-régional. Le volume d'échanges commerciaux intra-communautaires reste à améliorer, reflétant une intégration économique qui peut encore progresser. Les obstacles géographiques, en particulier pour les pays enclavés comme la République Centrafricaine et le Tchad, et les restrictions sur la libre circulation des personnes, comme les exigences de visa entre le Gabon

¹³⁶ Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne (FMI, avril 2024)

¹³⁷ Deepening Regional Integration to Advance Growth and Prosperity (Banque Mondiale, 2019)

et la Guinée Équatoriale, sont autant de défis à surmonter pour améliorer l'intégration régionale et ses bénéfices économiques potentiels.

Opportunités du Tarif Extérieur Commun



Le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEMAC¹³⁸, instauré en 1993, vise à uniformiser les droits de douane appliqués aux produits importés dans la région. Structuré en quatre bandes tarifaires, il comprend des taux de 5 % pour les biens de première nécessité, 10 % pour les matières premières brutes et les biens d'équipement, 20 % pour les biens intermédiaires et 30 % pour les biens de consommation courante. Cependant, l'application du TEC présente des défis à relever en raison des dérogations unilatérales et des mesures de sauvegarde adoptées par les pays membres sans l'approbation des organes compétents de la CEMAC, suggérant des opportunités pour renforcer l'harmonisation et l'efficacité du système douanier commun.

4.2.2 Efforts en faveur de l'amélioration du climat des affaires

Vers une nécessaire harmonisation



L'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) joue un rôle clé dans l'amélioration du climat des affaires en Afrique centrale. Créée en 1993, l'OHADA vise à homogénéiser les lois commerciales et à renforcer les institutions juridiques dans ses 17 États membres, notamment dans la sous-région.

En ce qui concerne la fiscalité, il existe des directives régionales visant à harmoniser les taux d'imposition des sociétés entre 25 et 40%. Cependant, ces taux peuvent varier selon les pays de la CEMAC et la disparité des taux de TVA y demeure forte, chacun ayant en effet la latitude d'adapter les politiques fiscales en fonction de son contexte économique spécifique.

Des initiatives substantielles sont néanmoins déployées pour améliorer le climat des affaires dans la région. Par exemple, un Observatoire du Climat des Affaires en zone CEMAC a été établi en 2021. Cet observatoire a pour mission de surveiller et d'évaluer continuellement l'environnement des affaires, d'identifier les obstacles à l'investissement et de proposer des solutions pour les surmonter.

Le Tchad : une structure fiscale plus avantageuse



Dans la région de l'Afrique centrale, le Tchad se distingue comme offrant le meilleur profil fiscal en termes d'impôts et de taxes. Après une analyse approfondie des régimes fiscaux des pays de la sous-région, il apparaît que le Tchad propose un impôt sur les sociétés à un taux compétitif de 20 %. En outre, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au Tchad est de 18 %, ce qui est favorable par rapport aux standards régionaux. Le système fiscal inclut également un impôt sur le revenu progressif, allant de 0 à 20 %, ce qui est particulièrement attractif pour les investisseurs et les travailleurs à différents niveaux de revenu.

¹³⁸ Central African Economic and Monetary Community (CEMAC) – Staff Report for the 2023 Article IV Consultation (FMI)

Tableau 2 Principaux impôts et taxes dans les pays de la CEMAC

	Impôt sur les sociétés	TVA	Impôt sur le revenu
Cameroun	33% pour les entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse les XAF 3 milliards 30,8% pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à XAF 3 milliards	19,25%	Taux progressif de 11% à 38,5% (tous les taux incluent une surcharge de 10%)
République du Congo	28%	18%	Taux progressifs de 1% à 45%
Gabon	30%	18%	Taux progressifs de 0% à 35%
Guinée Equatoriale	35%	15%	Taux progressifs de 0% à 35%
RCA	30% pour toutes les activités 20% pour les activités du secteur agricole	19%	Taux progressifs de 0% à 40%
Cameroun	Impôt sur les sociétés	TVA	Impôt sur le revenu

Source : Central Africa Tax Guide

Incitations à l'investissement : les forces de chaque pays

Pour encourager davantage les investissements, plusieurs pays de la région ont mis en place des régimes d'incitation spécifiques qui mettent en avant leurs atouts respectifs.

De manière synthétique, le Cameroun se concentre sur des exonérations initiales et opérationnelles, le Congo Brazzaville sur des zones économiques spéciales avantageuses, le Gabon sur des exonérations prolongées et des garanties légales et le Tchad sur des incitations pour les nouvelles entreprises avec des déductions fiscales significatives.

Tableau 3 Principales incitations à l'investissement adoptées par les pays d'Afrique de l'Ouest

Pays	Principales incitations à l'investissement
Cameroun ¹³⁹	Exonération pendant 5 ans de droits d'enregistrement, de droit de mutation, de droits de douane et de TVA sur certains articles pendant la phase d'installation. Exonérations et réductions d'impôts pendant 10 ans en phase opérationnelle, notamment sur l'impôt minimum forfaitaire, l'impôt sur les sociétés et les droits de douane. Exonération de la patente pour les entreprises nouvellement immatriculées pendant 2 ans. Réduction de 50% de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur à XAF 100 millions. Exonérations fiscales pour les entreprises cotées en bourse et celles opérant sous le régime de la Zone Franche ou du point franc industriel. Exonérations spécifiques pour certains secteurs et zones géographiques sinistrés.
Congo Brazzaville ¹⁴⁰	Réduction de 50% des droits d'enregistrement pour les frais de constitution, d'augmentation de capital, de fusion d'entreprises et de cession d'actions ou de parts sociales. Exonération d'impôt sur les bénéfices des entreprises, pouvant aller jusqu'à 100%, selon leurs tailles et/ou leurs activités. Autorisation de reporter des pertes pendant les trois premiers exercices fiscaux. Application du taux zéro de la TVA sur les produits exportés. Réduction significative de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur les dividendes et des droits d'enregistrement pour les entreprises situées dans les zones économiques spéciales.
Gabon ¹⁴¹	Exonération de l'impôt sur les sociétés pendant 10 ans pour les nouvelles entreprises établies dans les zones économiques, ainsi qu'une exonération de 25 ans de retenue à la source, de TVA, d'impôt foncier et de droits de douane. Liberté de recrutement de salariés étrangers dans la zone économique. Exonération de l'impôt minimum forfaitaire de XAF 1 million, ainsi que du minimum de perception pour les nouvelles entreprises enregistrées pendant 2 ans ou plus, sous certaines restrictions liées notamment au type d'activité et aux investissements réalisés. Garanties légales telles qu'aucune discrimination entre les entreprises appartenant à des nationaux et celles appartenant à des étrangers, et aucune expropriation ou nationalisation sans compensation juste et équitable déterminée par un tiers indépendant. Exonération de la TVA pour les investissements dépassant XAF 300 millions dans des secteurs tels que le tourisme et la construction.

¹³⁹ Sources: PwC Tax Summaries, Cameroon 2023 Investment Climate Statements (USDA)¹⁴⁰ Source: Central Africa Tax Guide¹⁴¹ Source: Central Africa Tax Guide

Pays	Principales incitations à l'investissement
Tchad ¹⁴²	Exemption de la taxe professionnelle (patente) pour les nouvelles entreprises créées au cours des 5 premières années civiles. Exonération des plus-values lorsqu'elles sont réinvesties. Déduction de 40% sur la base imposable à l'impôt sur les sociétés (IS) et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP). Réduction de 50% des droits d'enregistrement en cas de création d'entreprise, d'augmentation de capital, de fusion, de vente de parts sociales ou d'actions. Exonération de l'impôt minimum de l'IS sous certaines conditions, en fonction du lieu, de la nature et du montant de l'investissement. Depuis 2023, établissement d'un système de réduction d'impôts pour les investissements d'au moins XAF 250 millions dans certains secteurs (industrie, tourisme, énergie, eau, technologies de l'information et de la communication, sports, transports).
République Centrafricaine ¹⁴³	Réduction de 25% de l'impôt sur les sociétés (IS) pour les entreprises opérant dans les secteurs immobiliers, agricoles, forestiers, miniers, touristiques et industriels. Exonération de la patente pour les entreprises nouvellement immatriculées pendant 2 ans. Possibilité pour les entreprises nouvellement immatriculées dans les secteurs immobilier, agricole, forestier, minier, touristique et industriel, de bénéficier d'une exonération fiscale jusqu'à 5 ans. Garanties légales telles que la disponibilité d'une charte d'investissement pour le rapatriement des capitaux pour les entreprises non-résidentes. Exonérations de droits de douane pour les entreprises de certains secteurs d'activité.
Guinée Équatoriale ¹⁴⁴	Des exonérations fiscalo-douanières sont négociées entre l'entreprise et l'administration. Des exonérations fiscales et douanières peuvent être accordées par le gouvernement pour des secteurs d'activités spécifiques (pétrole et gaz, travaux publics).

¹⁴² Changes To The General Tax Code - Investment Incentives (Mondaq)

¹⁴³ Source: Central Africa Tax Guide

¹⁴⁴ Source: Central Africa Tax Guide

4.3 Afrique australe : diversification économique et réformes audacieuses pour un environnement d'affaires compétitif

L'Afrique Australe privilégie une diversification économique accompagnée de réformes audacieuses pour créer un environnement d'affaires compétitif. La région se concentre sur le développement des infrastructures critiques et des projets économiques, comme le Southern African Power Pool, pour renforcer la compétitivité. Les politiques d'incitation et les cadres réglementaires simplifiés sont des éléments clés, avec le Botswana offrant un profil fiscal attractif pour les investisseurs.

4.3.1 Evolutions économiques et infrastructurelles

Stabilité macroéconomique et intégration régionale : bases d'une croissance durable



L'Afrique australe, riche en ressources naturelles et variée économiquement, attire significativement les investisseurs étrangers. La région, incluant des pays comme l'Afrique du Sud, le Botswana, et le Mozambique, devrait croître de 2,6 % en 2024¹⁴⁵. Cette croissance est principalement stimulée par l'intégration régionale à travers la SADC Free Trade Area, qui vise à éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires. La ZLECAF présente également des opportunités pour accroître les échanges intra-régionaux, malgré les défis logistiques et réglementaires.

Infrastructures critiques et développement économique : moteurs de compétitivité régionale



Le développement des infrastructures dans les secteurs de l'énergie, des transports et des télécommunications est crucial pour un climat des affaires favorable en Afrique australe. Le Regional Infrastructure Development Master Plan (RIDMP) vise de ce fait à faciliter le commerce régional, réduire les coûts logistiques et augmenter la compétitivité. La connectivité numérique et les infrastructures TIC, notamment en Botswana, Namibie et Afrique du Sud, avec une pénétration élevée d'Internet et de téléphonie mobile, ainsi que le déploiement de la fibre optique et des réseaux 4G/5G, jouent également un rôle clé. Le Botswana, avec son parc technologique de Gaborone, vise à devenir un hub régional des TIC. Dans le secteur énergétique, des projets d'interconnexion comme le Southern African Power Pool (SAPP) visent notamment à améliorer l'efficacité et réduire les coûts.

¹⁴⁵ Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne (FMI, avril 2024)

4.3.2 Réformes structurelles et politiques d'incitation pour une attractivité économique renforcée

Climat réglementaire simplifié et facilitation des affaires



Les pays d'Afrique australe ont entrepris des réformes significatives pour améliorer le climat des affaires et le cadre réglementaire, rendant ainsi la région plus attractive pour les investisseurs.

- Mozambique¹⁴⁶ : En 2023, un nouveau Code de l'investissement a été adopté, introduisant un guichet unique pour les investisseurs, levant certaines restrictions sectorielles et renforçant la protection des droits de propriété.

- Afrique du Sud : La Doing Business Reform Vision, lancée en 2022, vise à moderniser et rationaliser l'environnement réglementaire pour stimuler l'investissement privé dans des secteurs clés.

- Botswana et Zambie : La Botswana Investment and Trade Centre (BITC) et la Zambia Development Agency (ZDA) jouent un rôle crucial dans la simplification des processus réglementaires et la promotion des investissements.

- Zimbabwe : Le Règlement de l'Agence zimbabwéenne pour l'investissement et le développement (investissements généraux) a été publié en novembre 2023 pour offrir plus de garanties aux investisseurs, incluant des dispositions sur le renouvellement des licences d'investissement, la soumission de rapports annuels, et des mécanismes de règlement des différends.

Avantages fiscaux et régimes spéciaux pour attirer les investissements stratégiques



Sur le plan fiscal, des disparités entre les pays sont observées, malgré une tendance générale à l'abaissement des taux d'imposition sur les sociétés pour attirer les investissements. Dans ce panorama régional, le Botswana se distingue avec le profil fiscal le plus attractif.

¹⁴⁶ Investment Law 2023 – Investment Policy Hub (CNUCED)

Tableau 4 Taux fiscaux en Afrique australe en 2024

Pays	Impôt sur les Sociétés	TVA	Impôt sur le Revenu
Afrique du Sud	27%	15%	Progressif, de 18% à 45%
Botswana	22%	12%	Progressif, de 0% à 25%
Mozambique	32%	17%	Progressif, de 10% à 32%
Zambie	30%	16%	Progressif, de 25% à 37,5%
Zimbabwe	24,72%	14,5%	Progressif, de 0% à 45%
Namibie	32%	15%	Progressif, de 18% à 37%

Sources : South African Revenue Service, PwC Tax Summaries, Standard Bank

Trade Club, DLA Piper Africa, autres autorités locales

Au-delà des taux standard par pays, divers régimes incitatifs ont dans le même temps été mis en place dans la région.

- Afrique du Sud¹⁴⁷ : Offre un crédit d'impôt de 150% pour les dépenses liées à la recherche et au développement jusqu'au 31 décembre 2033, ainsi que des avantages pour les sociétés de holding.

- Namibie¹⁴⁸ : Propose des exonérations fiscales significatives dans les Zones Franches d'Exportation, avec un impôt sur les sociétés de 18%.

- Zimbabwe¹⁴⁹ : Accorde des déductions fiscales et des exemptions douanières pour les investissements supérieurs à USD 1 million, avec un taux d'imposition de 0% pendant les cinq premières années dans les zones économiques spéciales, puis 15% par la suite.

- Botswana¹⁵⁰ : Offre des incitations fiscales pour les entreprises dans des zones économiques spéciales et la région de SPEDU.

- Zambie¹⁵¹ : Accorde des incitations fiscales aux entreprises opérant dans des zones économiques multi-facilités et des secteurs prioritaires comme l'agriculture et l'industrie, incluant des exonérations sur les bénéfices et des réductions de droits de douane.

¹⁴⁷ Sources : Research Professional News, South African Revenue Service (SARS)

¹⁴⁸ Source : Namibia Investment Promotion and Development Board (NIPDB)

¹⁴⁹ Source : Zimbabwe Investment Development Agency (ZIDA)

¹⁵⁰ Source : Botswana Investment and Trade Centre (BITC)

¹⁵¹ Source : Zambia Development Agency (ZDA)

4.4 Afrique de l'Est : croissance inclusive, réformes ambitieuses et intégration régionale

En Afrique de l'Est, la croissance économique est soutenue par des fondations robustes et une intégration régionale croissante. Les réformes ambitieuses et les progrès en matière de climat des affaires sont renforcés par des zones économiques spéciales et des parcs sectoriels qui stimulent l'industrialisation. Les mesures fiscales et les incitations à l'investissement sont essentielles, avec le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie en tête des réformes. Le Kenya se distingue par son soutien aux startups et ses initiatives de facilitation des affaires.

4.4.1 Fondations économiques robustes et intégration régionale croissante

Croissance soutenue et facteurs de compétitivité en Afrique de l'Est



L'Afrique de l'Est, englobant des pays tels que le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, l'Éthiopie, le Rwanda et le Soudan, affiche une croissance économique robuste ces dernières années. Cette région est soutenue par plusieurs facteurs : l'essor d'une classe moyenne consommatrice, une démographie jeune et dynamique, des ressources naturelles abondantes et des initiatives significatives en matière d'industrialisation. Selon les prévisions du FMI, le PIB de la région devrait augmenter de 5,4 % en 2024¹⁵².

Progression de l'intégration économique et facilitation des échanges commerciaux



L'intégration économique au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) continue de progresser, malgré des défis persistants tels que l'élimination des barrières tarifaires et non-tarifaires, l'harmonisation des réglementations et la facilitation des échanges commerciaux.

La mise en place du marché commun de la CAE, mais aussi de l'union douanière, y ont grandement facilité les mouvements de capitaux, de biens et de personnes. Couplée à l'énorme marché offert par la ZLECAF, ces avancées ouvrent de nouvelles opportunités commerciales et d'investissement pour les entreprises.

De plus, les infrastructures intra-régionales sont en pleine expansion, comme en témoigne le projet de construction de l'oléoduc chauffé entre l'Ouganda et la Tanzanie. Il y a aussi lieu de citer le renforcement des réseaux électriques transnationaux via le Eastern Africa Power Pool et l'extension des réseaux routiers, ferroviaires et d'oléoducs/gazoducs transfrontaliers, notamment le corridor de transport Lamu Port-South Sudan-Ethiopia.

¹⁵² Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne (FMI, avril 2024)

4.4.2 Un environnement des affaires en transformation

Réformes ambitieuses et progrès significatifs



Les pays de l'Afrique de l'Est continuent de mettre en œuvre des réformes ambitieuses pour améliorer la compétitivité et faciliter les affaires. Les rapports Doing Business de la Banque mondiale indiquent en effet des progrès significatifs dans la région. Ces avancées découlent entre autres des actions suivantes.

Facilitation du commerce et des affaires : La Tanzanie a adopté la "Tanzania Trade Integration Strategy" en 2015¹⁵³ pour faciliter le commerce transfrontalier. En 2022, l'Ouganda¹⁵⁴ a restructuré son autorité Uganda Invest en un guichet unique centralisé pour simplifier les démarches administratives. Parallèlement, le Kenya a lancé le programme présidentiel de transformation "KenNIP" pour faciliter l'établissement des entreprises. Le Rwanda, quant à lui, a développé une plateforme en ligne centralisant plus de 100 services administratifs¹⁵⁵ et le Burundi a révisé sa réglementation bancaire en juillet 2023¹⁵⁶ pour améliorer l'accès aux prêts pour les petites entreprises.

Modernisation réglementaire : Le Kenya a révisé son Code des investissements et adopté une Loi sur les Startups en 2023 pour soutenir l'innovation et les nouvelles entreprises. L'Éthiopie a introduit un nouveau code des investissements en 2020 et promulgué une Loi sur les investissements étrangers en novembre 2023, garantissant une meilleure protection des investissements. Le Rwanda, pour sa part, a instauré un Code d'investissement en 2021, offrant des garanties accrues et simplifiant les procédures d'enregistrement des entreprises.

Amélioration de la gouvernance : En matière de gouvernance, les efforts ont été axés sur la transparence. En Éthiopie, une loi adoptée en 2022 vise à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire, garantissant une application plus stricte des lois et une meilleure protection des droits des investisseurs. Le Kenya a lancé un code de conduite pour les fonctionnaires en 2021, promouvant l'intégrité dans le secteur public. De plus, une stratégie de digitalisation des services gouvernementaux, initiée en juin 2024, vise à réduire les délais administratifs et accroître l'efficacité et la transparence des services publics. Le Rwanda a mis en place un service d'inspection nationale en 2021, renforçant les mécanismes de surveillance. Enfin, la Tanzanie a adopté une loi en 2021 pour davantage de transparence dans le secteur extractif, améliorant ainsi la gestion des ressources naturelles.

¹⁵³ Sources: Tanzania Diagnostic Trade Integration Study (Tanzania Invest), Country Strategy Paper 2021-2025 (BAD)

¹⁵⁴ Source : Uganda Investment Authority

¹⁵⁵ Source : Rwanda Development Board

¹⁵⁶ Source : Banque de la République du Burundi

Zones économiques spécialisées et parcs sectoriels : moteurs d'industrialisation



L'Afrique de l'Est mise sur les parcs industriels et les zones économiques spéciales sectorielles pour attirer les investissements. Au Kenya¹⁵⁷, des zones comme la KEPZ à Athi River et les zones de Mombasa et Lamu se concentrent sur l'industrialisation, tandis que le projet Nairobi Aerotropolis vise à créer un hub économique majeur autour d'un nouvel aéroport. En Ouganda, neuf des 27 parcs industriels prévus pour 2040 étaient déjà opérationnels en 2022¹⁵⁸. Ces parcs, soutenus par des infrastructures complètes incluant électricité, eau industrielle, routes et gestion des déchets, stimulent l'industrie manufacturière. La Tanzanie, pour sa part, développe la Benjamin Mkapa Special Economic Zone¹⁵⁹ pour les industries agroalimentaires et énergétiques. L'Éthiopie¹⁶⁰ se concentre sur des secteurs comme l'automobile et la pharmaceutique, et le Rwanda¹⁶¹ accueille plus de cent entreprises dans la Kigali Special Economic Zone, se focalisant également sur l'agro-industrie et les énergies vertes avec la Ruzizi Special Economic Zone.

Mesures fiscales et incitations à l'investissement : stimuler l'attractivité régionale



Les politiques fiscales sont essentielles pour améliorer le climat des affaires en Afrique de l'Est. Les gouvernements de la région ont de ce fait mis en œuvre plusieurs réformes fiscales pour alléger le fardeau des entreprises et encourager l'entrepreneuriat. En 2023, certains états ont ainsi ajusté leurs impôts sur les sociétés pour attirer davantage d'investissements. Par exemple, en Ouganda, l'impôt sur les sociétés reste à 30 %, avec des incitations telles que des déductions pouvant aller jusqu'à 30 % pour les industries prioritaires et une exemption totale d'impôt pendant 10 ans dans les "free zones". La Tanzanie a réduit les taxes à l'importation pour les matériaux de construction et les technologies vertes en 2024, soutenant ainsi le secteur de la construction et promouvant les pratiques durables. De même, le Kenya a mis en place une réforme fiscale en avril 2023, réduisant les taxes pour les PME. Le pays offre également un taux réduit de 15 % dans les secteurs prioritaires tels que les TIC et le BTP, ainsi que des exonérations jusqu'à 10 ans dans les Zones Économiques Spéciales.

Au-delà de la fiscalité, divers autres leviers incitatifs tels que des subventions, des prêts bonifiés et des facilités foncières pour attirer les investissements, sont utilisés. A titre d'illustration, au Kenya, les investisseurs bénéficient d'un accès préférentiel au crédit bancaire national, de facilités d'accès au foncier industriel et de permis de travail accélérés pour les expatriés. En Ouganda, des incitations financières telles que la participation au capital de projets stratégiques et l'accès à l'énergie à prix réduit sont proposées. En Tanzanie, des prêts bonifiés pour les projets manufacturiers et des garanties de change pour les investisseurs sont disponibles, tandis qu'en Éthiopie, des subventions pour les projets exportateurs et des services d'intermédiation pour l'export sont offerts. Au Rwanda, enfin, les investisseurs dans des projets d'infrastructures privés sont éligibles au soutien financier du gouvernement.

¹⁵⁷ Sources : Kenya Export Processing Zones Authority (EPZA), Kenya Investment Authority

¹⁵⁸ Industrial Parks Report (Uganda Investment Authority)

¹⁵⁹ Source : Tanzania Investment Centre

¹⁶⁰ Industrial Parks Overview (Ethiopian Investment Commission)

¹⁶¹ Source : Rwanda Development Board

Tableau 5 Diverses incitations à l'investissement en Afrique de l'Est en 2023/24

Incitations	Kenya	Ouganda	Tanzanie	Éthiopie	Rwanda
Financières	Accès préférentiel au crédit bancaire national.	Participation au capital de projets stratégiques.	Prêts bonifiés pour projets manufacturiers.	Subventions pour projets exportateurs.	Les investisseurs dans des projets d'infrastructures privés sont éligibles au soutien financier du gouvernement.
Foncières	Facilités d'accès au foncier industriel.	-	Octroi de baux emphytéotiques longue durée.	Cession de terrains en pleine propriété.	Accès privilégié dans les parcs agro-industriels.
Autres	Permis de travail accélérés pour expatriés.	Accès à l'énergie à prix réduit.	Garanties de change pour les investisseurs.	Services d'intermédiation pour l'export.	Procédures accélérées pour enregistrements d'entreprises.

Sources : Autorités et Commissions locales, PwC

4.5 Afrique du Nord : transformation économique et réformes stratégiques pour un climat des affaires attractif

L'Afrique du Nord se concentre sur la transformation économique par des réformes stratégiques visant à améliorer le climat des affaires. La région a fait des progrès notables en matière de connectivité, d'infrastructures de transport et de logistique, ainsi que dans la transition vers les énergies renouvelables. Les accords de libre-échange renforcent l'intégration régionale dans l'économie mondiale. Le Maroc, en particulier, offre un cadre fiscal avantageux et met en œuvre des réformes pour améliorer la transparence et l'efficacité administrative, attirant ainsi les investissements étrangers.

4.5.1 Conditions économiques favorables

Amélioration des infrastructures de transport et de logistique



Les pays d'Afrique du Nord ont réalisé des avancées significatives en matière de connectivité pour attirer les investissements et stimuler l'économie. Par exemple, le Maroc a massivement investi dans les infrastructures de transport et de logistique, développant des zones industrielles, des réseaux routiers et ferroviaires modernes, ainsi que des ports de classe mondiale comme Tanger-Med. En Égypte, la modernisation du Canal de Suez et le développement de la nouvelle capitale administrative ont renforcé la connectivité et l'attractivité du pays pour les investisseurs.

Transition vers les énergies renouvelables et investissements dans les énergies vertes



L'Afrique du Nord joue un rôle crucial dans l'énergie mondiale grâce à ses vastes réserves de pétrole et de gaz. Cependant, ces pays se tournent de plus en plus vers les énergies renouvelables pour diversifier leurs sources. Le Maroc et la Tunisie, bien que non-pétroliers, se distinguent déjà en tant que leaders dans le domaine des énergies renouvelables. Le Maroc a pris un engagement précoce en faveur des énergies vertes avec des projets ambitieux dans le solaire et un programme dédié à l'hydrogène vert. La Tunisie a conclu des partenariats internationaux visant à développer l'hydrogène vert¹⁶².

Renforcement des échanges commerciaux par des accords régionaux et internationaux



Les accords de libre-échange facilitent l'accès aux marchés internationaux et renforcent la position des pays d'Afrique du Nord en tant que plateformes d'exportation. Par exemple, le Maroc a conclu de nombreux accords de libre-échange avec des partenaires développés (Union Européenne, États-Unis) ainsi qu'avec des pays en développement ou émergents (accords d'Agadir et avec la Turquie), permettant ainsi aux produits marocains d'accéder à un vaste marché. La Tunisie et l'Égypte ont signé des accords similaires, renforçant leur intégration dans l'économie mondiale. Bien que n'étant pas membre de l'OMC, l'Algérie est liée à l'UE par un accord d'association depuis 2005 et participe à la Zone arabe de libre-échange.

4.5.2 Réformes pour la transparence et l'efficacité administrative

Modernisation des cadres législatifs pour attirer les investissements



Les pays d'Afrique du Nord ont entrepris diverses réformes pour renforcer leur attractivité économique et améliorer le climat des affaires. En Algérie, des réformes visent à dynamiser

¹⁶² Tunisie : trois partenaires européens pour lancer le projet de l'hydrogène vert (Maghreb Emergent, 28 mai 2024)

le climat des affaires en renforçant l'Agence algérienne de promotion de l'investissement et en redéfinissant le rôle du Conseil national de l'investissement. De son côté, le Maroc a élaboré une feuille de route pour la période 2023-2026, mettant l'accent sur une gouvernance unifiée et une approche régionale dans la gestion des investissements. La nouvelle Charte de l'investissement marocaine propose des mécanismes incitatifs en fonction de plusieurs critères, tels que l'emploi, les secteurs prioritaires et la durabilité¹⁶³. En Tunisie, une stratégie dédiée jusqu'en 2025 comprenant 229 mesures a été lancée pour améliorer l'attractivité économique, avec des lois comme la loi n°2016-71 portant sur l'investissement et la loi n°2017-8 sur les avantages fiscaux. L'Égypte, quant à elle, a engagé un vaste programme de privatisation des entreprises publiques et a libéralisé son taux de change pour attirer plus d'investissements étrangers.

Tableau 6 Afrique du Nord : Cadre légal de référence des affaires

Pays	Cadre réglementaire	Mesures et incitations
Algérie	Loi n° 22-18 du 24 juillet 2022	Guichet unique pour les grands projets et les investissements étrangers, 3 régimes d'incitation.
Égypte	Loi n°72 sur l'investissement (2017)	Exemptions fiscales jusqu'à 50% pour les investissements dans les régions défavorisées.
Maroc	Loi-cadre n° 03-22 formant charte de l'investissement (2022)	Mécanismes incitatifs selon plusieurs critères.
Tunisie	Loi n°2016-71 du 30 septembre 2016 et loi n°2017-8 du 14 février 2017	Primes pour les investissements directs, incitations pour le développement régional et durable.
Libye	Loi n° 9 sur la promotion des investissements (2010)	Avantages et exemptions pour les projets répondant à divers critères.

Source : Agences publiques de promotion des investissements étrangers

Simplification des démarches administratives pour encourager la création d'entreprises



Les initiatives pour simplifier le processus de création d'entreprises ont également marqué l'Afrique du Nord. Le Maroc a mis en place plusieurs portails d'appui à l'entrepreneuriat, comme « Al Moukawala » et « Startup Hub », ainsi qu'un guichet unique du commerce extérieur, « Portnet ». De plus, un décret fixant les modalités et formalités de création d'entreprises en ligne a été adopté. En Algérie, l'Agence de promotion de l'investissement a lancé une plateforme numérique¹⁶⁴ conformément à la loi de juillet 2022, en plus des Guichets Uniques

¹⁶³ Charte de l'investissement : un cadre transparent et lisible pour encourager l'acte d'investir (Agence marocaine de développement des investissements et des exportations – AMDIE, 6 juillet 2023)

¹⁶⁴ Lancement de la plateforme numérique de l'investisseur en Algérie (Algerie360, 9 février 2024).

Décentralisés (GUD) visant à accélérer les formalités administratives pour les opérateurs économiques. L'Égypte, avec son programme de privatisation et la libéralisation du taux de change, facilite la création d'entreprises et attire les investissements. En Tunisie, des partenariats internationaux et des initiatives comme la mise en place de zones franches et de primes pour les investissements directs visent à faciliter la création et le développement des entreprises.

Développement des zones franches et économiques spéciales pour stimuler la croissance



Les zones franches et économiques spéciales jouent un rôle crucial en offrant des avantages fiscaux et réglementaires pour attirer les investissements. En Algérie, ces zones encouragent la production, la transformation et l'exportation. L'Égypte, avec la zone franche de Suez, fournit des incitations fiscales et des infrastructures modernes. Le Maroc dispose de 12 zones franches industrielles offrant des avantages fiscaux et douaniers ainsi qu'un accès privilégié aux marchés européens. En Tunisie, les zones de Bizerte et Zarzis attirent des investissements dans l'industrie manufacturière et les services.

Cadre fiscal plus avantageux



Le régime fiscal marocain se distingue par ses nombreux avantages, notamment des taux réduits d'impôt sur les sociétés pour les nouvelles entreprises dans certains secteurs ou régions. Par exemple, les entreprises exportatrices et celles situées dans les zones franches bénéficient d'un taux réduit de 15 % après une exonération totale de cinq ans. La nouvelle Charte de l'investissement propose, de surcroît, des incitations financières pour les investissements stratégiques. Le Fonds Mohammed VI pour l'investissement soutient les grands projets et les startups innovantes, jouant un rôle de catalyseur pour le secteur privé. De plus, Casablanca Finance City (CFC) offre un cadre juridique et fiscal attractif pour les sociétés financières étrangères, consolidant ainsi la position du Maroc comme une destination de choix pour les investissements.

4.6 La Chine et l'Afrique : Un partenariat transformateur pour le climat des affaires dans le continent

Pour l'Afrique, la collaboration avec des partenaires internationaux, comme la Chine, et les initiatives régionales sont cruciales pour soutenir cette dynamique de transformation économique. Les investissements chinois jouent un rôle déterminant dans la transformation du climat des affaires en Afrique. La Belt and Road Initiative (BRI) et le Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FCSA) catalysent des investissements massifs dans les infrastructures et les zones économiques spéciales, facilitant l'industrialisation locale et stimulant la croissance économique. Les investissements chinois, notamment dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie et des technologies de l'information, contribuent à diversifier les économies africaines et à renforcer la compétitivité du continent sur la scène mondiale.

4.6.1 Evolution des investissements directs étrangers chinois en Afrique

Une progression soutenue des IDE chinois sur le continent

Malgré les turbulences économiques mondiales, les IDE chinois en Afrique ont connu une croissance régulière ces dernières années. Selon le Ministère chinois du Commerce, les trois premiers trimestres de l'année 2023 ont connu une croissance de 5,2 % par rapport à la même période en 2022.

Une diversification sectorielle élargie pour une création de valeur partagée

Historiquement axés sur les infrastructures et l'extraction des ressources naturelles, les investissements chinois évoluent vers une diversification notable. Les secteurs émergents incluent désormais l'industrie manufacturière, les technologies de l'information et de la communication, les énergies propres, ainsi que l'agro-industrie et la transformation alimentaire, reflétant une expansion stratégique vers des activités durables et à forte valeur ajoutée.

Des investissements favorisés par le commerce et le soutien financier chinois

La Chine s'est imposée, dès 2009, comme le premier partenaire commercial de l'Afrique. De 2000 à 2023, la valeur des échanges aurait été multipliée par près de trente, atteignant UDS 282,1 milliards¹⁶⁵. L'empire du milieu a également consolidé sa position en tant que principal créancier bilatéral de l'Afrique, en finançant divers projets d'infrastructures et de développement à grande échelle.

¹⁶⁵ Selon un responsable du Ministère Chinois du Commerce – « La Chine reste le premier partenaire commercial de l'Afrique pour la 15e année consécutive », <https://french.xinhuanet.com>, 1er février 2024.

4.6.2 Initiatives chinoises structurantes pour le climat des affaires africain

La Belt and Road Initiative (BRI) en Afrique

L'initiative « la Ceinture et la Route » reste un cadre majeur pour les investissements chinois en Afrique. En 2023, 52 pays africains avaient signé des accords de coopération BRI avec la Chine. Ces accords ont catalysé des investissements massifs dans les infrastructures, élevant le continent au rang de premier bénéficiaire des engagements chinois, atteignant USD 21,7 milliards¹⁶⁶.

Le Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FCSA)

Le FCSA, dont la dernière édition s'est tenue en 2021, demeure une plateforme cruciale pour définir les orientations de la coopération économique sino-africaine. Lors de cette édition, la Chine s'est engagée à fournir USD 10 milliards de crédit aux institutions financières africaines pour soutenir les PME africaines, démontrant une volonté d'appuyer le tissu économique local.

4.6.3 Impact des investissements chinois sur le climat des affaires sur le continent

Infrastructures et énergie

Les investissements chinois ont transformé les infrastructures africaines avec des projets comme le chemin de fer Mombasa-Nairobi au Kenya, le corridor Abidjan-Lagos et la modernisation du Canal de Suez en Égypte. Le soutien de la Chine a été crucial pour le développement de ports stratégiques comme Tanger Med au Maroc, et pour la diversification des sources d'énergie en Afrique à travers des parcs solaires au Burkina Faso et des projets hydroélectriques au Ghana.

Zones économiques spéciales

Les zones économiques spéciales (ZES), telles que la zone franche de Lekki au Nigeria et la ZES de Tanger Med au Maroc, développées avec les investissements chinois, facilitent l'industrialisation locale et stimulent la croissance économique. En Éthiopie, le parc industriel de Hawassa, développé en partenariat avec des investisseurs chinois, a attiré des entreprises manufacturières et créé de nombreux emplois, renforçant ainsi l'économie locale.

¹⁶⁶ Initiative « la Ceinture et la Route ». Investment Report 2023/Christoph NEDOPIL. The Griffith Asia Institute & The Green Finance & Development Center, February 2024.

4.6.4 Perspectives d'avenir et nouvelles dynamiques

Exploration de nouveaux secteurs

Les géants technologiques chinois comme Huawei, Alibaba et Tencent ont augmenté leur présence en Afrique. Fort de plus de vingt ans de présence en Afrique, Huawei a collaboré avec des opérateurs pour étendre les services de communication mobile à plus de 380 millions de personnes et les services haut débit à plus de 31 millions de foyers en Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale. En partenariat avec plus de 3 000 partenaires gouvernementaux et entreprises, il a joué un rôle déterminant dans la transformation numérique des secteurs tels que le gouvernement, la finance, l'énergie, le pétrole et le gaz, l'éducation, la santé et les transports. Parallèlement, près de 34 % des engagements initiés dans le cadre de l'initiative des Nouvelles routes de la soie ont été alloués en 2023 aux secteurs écologiques, tels que le solaire, l'éolien et l'hydroélectricité. En parallèle, le géant asiatique a contribué à plus de 60 % des nouvelles capacités solaires installées en Afrique en 2022, selon l'IRENA.

Vers des partenariats plus équilibrés

La Chine et l'Afrique s'orientent davantage vers des coopérations plus équilibrées, promouvant des « partenariats de haute qualité » axés sur le développement durable et l'industrialisation. Dans le même temps, la présence chinoise en Afrique attire d'autres investisseurs internationaux, incitant les pays africains à engager des réformes réglementaires et institutionnelles en vue d'améliorer leur climat des affaires.



China-Africa Business Council





**Rédigé en anglais par Dr. Mwangi Wachira, ancien
économiste de la Banque mondiale et conseiller
politique du gouvernement kenyan**

Chapitre 5 L'avenir de la coopération financière sino-africaine

5.1 Incitations et moteurs des investissements chinois en Afrique

5.1.1 Facteurs clés pour promouvoir l'industrialisation en Afrique

Plusieurs facteurs ont contribué à l'ascension de la Chine au rang d'usine mondiale. Parmi eux, on peut citer des infrastructures de haute qualité, des talents locaux compétitifs en termes de prix et la volonté des pays occidentaux et autres d'externaliser la production en Chine et d'acheter les produits qu'elle fabrique¹⁶⁷. À cette combinaison de facteurs, la Chine a ajouté sa propre originalité et une gouvernance efficace pour passer de la fabrication de base à la fabrication avancée, développer des technologies de pointe et repousser les frontières de la science. En conséquence, l'industrialisation s'est accélérée à un rythme phénoménal. Le « Made in China » est devenu une marque connue dans le monde entier.

Les décideurs africains recherchent des moyens de faire des progrès similaires en matière d'industrialisation. Mais les ingrédients clés de la recette chinoise pour l'industrialisation font défaut en Afrique.

Le monde vient en Afrique pour l'extraction. Aujourd'hui, il s'agit de minéraux et de matières premières. Hier, c'était l'esclavage. Ce modèle d'extraction a entravé la croissance d'éléments qui ont été essentiels au mode de l'industrialisation chinoise : des infrastructures de haute qualité et des talents locaux compétitifs en termes de prix. Il n'y avait donc aucune raison de sous-traiter la production en Afrique, et encore moins de lui acheter des produits.

Bien sûr, une certaine forme d'industrialisation se produira en exportant des minéraux ainsi que des produits agricoles bruts ou transformés vers la Chine et d'autres pays. Mais

¹⁶⁷ Ekekwe, N. (2019). Pourquoi l'industrialisation de l'Afrique ne ressemblera-t-elle pas à celle de la Chine. Harvard Business Review.

la croissance est extrêmement lente et loin d'atteindre une échelle nécessaire. La majorité des économies africaines restent trop dépendantes des exportations de produits agricoles, miniers et extractifs, ce qui les rend très vulnérables aux fluctuations des marchés extérieurs. Les discussions au FCSA 2024 devrait par conséquent être généralement orientées vers la diversification des économies africaines, par tous les moyens possibles et pour de très bonnes raisons, la création de valeur, l'emploi, le développement des compétences et l'accélération de l'industrialisation.

En l'absence des ingrédients clés de la recette utilisée par la Chine pour s'industrialiser, le moyen le plus fiable de surmonter les lacunes du modèle de développement reposant sur l'extraction est de transformer les minéraux et les matières premières de l'Afrique en Afrique¹⁶⁸. La transformation locale, les infrastructures et l'émergence d'une classe moyenne africaine, sont les ingrédients de l'industrialisation de l'Afrique.

5.1.2 Les besoins urgents de l'Afrique à répondre à la crise alimentaire

Nous sommes à une époque où le changement climatique aggrave l'insécurité alimentaire, les cultures résistantes et éprouvées de la savane africaine devenant un lointain souvenir. À moins que des mesures majeures, voire radicales, ne soient prises, le changement climatique va aggraver et accroître l'insécurité alimentaire, entraînant des crises sociales sans précédent. Les perspectives sont sombres et les décideurs politiques africains connaissent l'urgence de la réponse nécessaire. Par exemple, nombre d'entre eux savent que le rendement moyen mondial des céréales est de 4 153 kg par hectare, alors qu'il est de 1 589 kg sur le continent. Si cette modeste récolte est suivie d'une perte après récolte estimée à environ 30 à 50 % de la production alimentaire totale en Afrique, les conséquences seront désastreuses¹⁶⁹.

Dans son rapport d'avril 2024 sur la sécurité alimentaire mondiale, la Banque mondiale note que la hausse des prix intérieurs des céréales qui entrent dans la composition des régimes alimentaires africains reste importante. Les prix du maïs, du blé et du riz sont respectivement de 15 %, 3 % et 47 % plus élevés qu'en janvier 2020, au début de la pandémie de COVID-19. Les stocks mondiaux de blé de fin de récolte 2023/24 étaient à leur plus bas niveau en huit ans. Dans l'ensemble, les stocks alimentaires mondiaux ont diminué de 39 millions de tonnes par rapport à leur pic de 2019/20. Pendant quatre années consécutives, la proportion de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë est restée élevée, à près de 22 % des personnes évaluées, ce qui dépasse les niveaux d'avant la COVID-19¹⁷⁰.

¹⁶⁸ Fofack, H. (2019). Surmonter le modèle de développement colonial basé sur l'extraction des ressources pour un développement durable en Afrique. Brookings Institution. <https://policycommons.net/artifacts/4138852/overcoming-the-colonial-development-model-of-resource-extraction-for-sustainable-development-in-africa/>

¹⁶⁹ Fofack, H. (2023). Les technologies dont les agriculteurs du continent ont besoin pour nourrir l'Afrique. <https://www.theestafrican.co.ke/tea/kusi-ideas/technologies-continent-s-farmers-need-to-feed-africa-4451692>

¹⁷⁰ Andree, et al. (2014). Tendances de la sécurité alimentaire en 2024 et au-delà. Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/en/agfood/food-security-trends-2024-and-beyond>

L'Afrique est fortement dépendante des importations alimentaires en provenance de quelques pays. En 2020, 15 pays africains ont importé plus de la moitié de leur blé de Russie et d'Ukraine. Pour le Bénin, Djibouti, l'Égypte, le Soudan et la Tanzanie, la proportion était de 70 %. La crise ukrainienne a entraîné un déficit de 30 millions de tonnes de céréales et une forte augmentation des coûts pour l'Afrique, dépendante des importations¹⁷¹. La flambée des prix des denrées alimentaires sur tout le continent est un avertissement et une incitation à réduire la dépendance excessive aux importations alimentaires.

Pourtant, le continent possède 60 % des terres arables du monde. L'Afrique doit agir avec un sentiment d'urgence, ne serait-ce que pour économiser une partie des 75 milliards de dollars américains dépensés chaque année en importations de céréales. L'agriculture devrait être la première priorité de la coopération de l'Afrique avec l'extérieur, y compris avec la Chine.

D'ici 2063, date du centenaire de l'Union africaine, les efforts concertés de l'Afrique et de tous ses partenaires, y compris la Chine, devraient permettre de surmonter les défis actuels et de produire suffisamment de céréales pour nourrir la population du continent. L'Afrique doit se fixer comme objectif de produire suffisamment de céréales pour nourrir sa propre population et d'envoyer une aide alimentaire d'urgence aux pays hors du continent d'ici 2063. C'est tout à fait réalisable. Et la coopération sino-africaine peut contribuer à la réalisation de cet objectif.

5.1.3 Réduire le déficit commercial en Afrique

Bien que la Chine soit le premier partenaire commercial de l'Afrique depuis 14 années consécutives, la balance commerciale est en faveur de la Chine. En 2022, la valeur des exportations africaines vers la Chine équivalait à environ 3,2 % du PIB africain. En 2022, la valeur des importations africaines en provenance de la Chine équivalait à environ 5,8 % du PIB africain, ce qui a entraîné un écart égal à environ 2,6 % du PIB africain¹⁷².

Le déséquilibre commercial n'est pas surprenant. Depuis une vingtaine d'années, la Chine a rejoint le Royaume-Uni, le Japon, les pays de l'Union européenne et les États-Unis qui entretiennent des relations commerciales de longue date avec l'Afrique. Ces pays achètent aux pays africains à peu près les mêmes produits que la Chine. De son côté, l'Afrique achète à peu près les mêmes produits aux pays occidentaux et au Japon qu'à la Chine, quand elle en a les moyens. L'Afrique souffre donc des déséquilibres commerciaux avec ces pays et, dans certains cas, les déficits sont tout aussi prononcés qu'avec la Chine. Un déséquilibre commercial avec la Chine n'a rien d'unique.

Les pays africains souhaitent naturellement améliorer leur balance commerciale avec la Chine. C'est pourquoi, lors du FCFA 2024, des propositions seront présentées sur les différentes manières d'accroître la valeur des exportations africaines vers la Chine, un thème qui a été

¹⁷¹ Bychkovska (2024). Les exportations de céréales de l'Ukraine sont cruciales pour la sécurité de l'Afrique.

Atlantic Council. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/econographics/ukraines-grain-exports-are-crucial-to-africas-food-security/#:~:text=Ukrainian%20grain%20exports%2C%20especially%20wheat,came%20from%20Ukraine%20and%20Russia.>

¹⁷² Moses, O. et al., op. cit.

à l'ordre du jour des récentes consultations ministérielles du Forum¹⁷³. Par exemple, lors de la réunion du Forum de Dakar, la Chine a promis d'importer pour 300 milliards de dollars américains de produits africains au cours des trois prochaines années, ce qui montre clairement que cette question continue de susciter l'intérêt des Africains¹⁷⁴.

5.1.4 Les mesures efficaces de l'Afrique pour réduire le poids de la dette

Les données sur les 22 dernières années confirment que la part de la Chine dans la dette extérieure totale de l'Afrique a effectivement augmenté, de 1 % en 2000 à 13 % en 2022¹⁷⁵. Cette croissance a attiré l'attention sur le fait que l'Afrique accumule des dettes écrasantes. Mais la principale source du fardeau de la dette africaine n'est pas la Chine, mais d'autres pays. Les détenteurs d'obligations, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la France détenaient 65 % de la dette extérieure de l'Afrique en 2022.

Les créanciers africains réagissent différemment aux demandes d'allègement de la dette. Certains optent pour une remise de dette. D'autres préfèrent une combinaison de restructuration et de remise de dette. D'autres encore, comme la Chine, optent uniquement pour une remise de dette en franchise d'intérêt.

Le FCSA 2024 se déroulera alors que de nombreux pays africains éprouvent des difficultés à honorer leurs dettes. Ils peuvent opter pour des dettes supplémentaires dans le cadre d'une restructuration, si cette option leur est offerte. Ils peuvent également encourager les investisseurs à étendre leurs activités en Afrique ou à en lancer de nouvelles. Étant donné que la première option alourdit le fardeau de la dette, la deuxième option pourrait être particulièrement intéressante pour les pays africains qui sont des destinations attractives pour les investissements, à savoir des pays riches en ressources naturelles et dotés d'un environnement institutionnel propice aux investisseurs.

5.1.5 Vision commune pour un marché africain intégré

La pandémie de COVID-19 et la crise ukrainienne ont rappelé aux analystes africains ce qu'une majorité d'entre eux savaient déjà, à savoir que les pays africains ne peuvent pas compter entièrement sur le commerce international pour leur survie, malgré son efficacité et sa souplesse pour répondre à l'offre et à la demande. Le continent doit poursuivre sa quête d'une autonomie limitée par le biais d'un marché continental intégré pour distribuer efficacement les vaccins importés, le blé ukrainien ou les produits électroniques chinois, ainsi que les produits locaux. Une autonomie limitée offrirait plus de sécurité en cas de perturbations dans le commerce international. Bien que des questions pratiques viennent souvent entraver

¹⁷³ Thomas, D. (2021). Qu'est-ce que le FCSA 2021 a apporté à l'Afrique ? African Business. <https://african.business/2021/11/trade-investment/what-can-africa-expect-from-focac-2021>

¹⁷⁴ Sun Yan (2021). Un examen de la Vision 2035 pour la coopération Chine-Afrique. Brookings Institution. <https://policycommons.net/artifacts/4142687/an-examination-of-the-2035-vision-for-china-africa-cooperation/>

¹⁷⁵ Moses, et al., op. cit.

cette vision, tout décideur politique africain typique est bien conscient de ses avantages, à savoir qu'elle réduira le coût du progrès pour le continent.

Actuellement, le commerce intra-africain ne représente que 14,4 % du total des exportations africaines. Mais plus de la moitié de ce commerce consiste désormais en des produits semi-finis expédiés d'un pays à un autre en vue d'être finis. Les chaînes de valeur tant attendues sur le continent commencent à émerger. En outre, à peine trois ans après sa création, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), récemment renforcée par le Système panafricain de paiement et de règlement, a été ratifiée par 47 pays africains. Trente-trois d'entre eux ont déjà commencé entre eux dans le cadre de ce régime. Il s'agit d'un modeste début pour le parcours vers la création d'un marché de 1,3 milliard de personnes avec un produit intérieur brut combiné de 3 400 milliards de dollars américains, et qui pourrait devenir la plus grande zone de libre-échange du monde en termes de superficie lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle d'ici 2030. Cette vision est motivée par la certitude que, même à ce stade précoce, la classe moyenne africaine, forte de 350 millions de personnes, permettra des économies d'échelle pour la fabrication d'une large gamme de produits, des vaccins aux jouets.

Certains signes montrent également que la ZLECAF gagne du terrain, portée par une volonté politique renouvelée sur l'ensemble du continent. Au cours du dernier trimestre de 2023, malgré tous les défis actuels, les États membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est avaient accru leurs échanges commerciaux avec le reste du continent de 14 % par rapport à la même période en 2022, pour atteindre 4,3 milliards de dollars américains. Ils ont également augmenté leurs échanges commerciaux entre eux de 20 %, pour atteindre 3,2 milliards de dollars américains au quatrième trimestre¹⁷⁶.

La Chine a toujours soutenu de manière remarquable la création de nœuds et de liens pour un marché africain intégré, avec un port, une ligne ferroviaire, une route, un Centre africain de contrôle et de prévention des maladies et le siège de l'Union africaine, pour ne citer qu'une longue liste de projets emblématiques. Un marché africain intégré contribuera grandement à résoudre certains des problèmes les plus insolubles du continent, comme la distribution de denrées alimentaires, de produits industriels ou de vaccins. La conférence du FCSA de 2024 devrait encourager la Chine à soutenir un nœud et un lien supplémentaires pour tisser la trame de la Zone de libre-échange du continent, si les ressources le permettent.

¹⁷⁶ Owino, V. (2024). L'Afrique de l'Est commerce davantage avec ses pairs africains qu'avec l'UE et l'Asie. The East African.

5.2 Méthodes et directions de la coopération en matière d'investissement et de financement

5.2.1 Promouvoir l'industrialisation en Afrique

Malgré de nombreux obstacles, comme les insurrections, les sécheresses, le changement climatique et l'ingérence sans fin dans leurs affaires intérieures déguisées en aide, de nombreux pays africains tentent d'adopter des marchés ouverts, des politiques commerciales et de taux de change favorables, des gouvernements stables et des droits de propriété sécurisés¹⁷⁷.

Mais l'industrialisation exige davantage de la part des décideurs africains. Elle nécessite d'encourager la consommation locale et le commerce intra-africain, d'utiliser librement la ZLECAF, de développer et d'améliorer les infrastructures, de donner la priorité aux investissements dans l'éducation aux sciences et la formation technique et, dans un horizon plus lointain, d'instaurer une monnaie unique africaine. Tous ces éléments sont en cours dans une certaine mesure. Mais il faut faire plus, beaucoup plus, et aussi vite que possible avant que le changement climatique ne ferme définitivement la porte à l'industrialisation en Afrique.

Des infrastructures de haute qualité



Il reste encore beaucoup à faire. La coopération future doit permettre aux infrastructures de conserver une place prioritaire dans les relations sino-africaines. Il est particulièrement significatif que la Chine ait commencé à créer des infrastructures de haute qualité sur le continent. La Chine a réagi positivement là où les pays et institutions occidentaux ne le faisaient pas parce qu'ils y voyaient plus de risques que d'opportunités, notamment en Afrique subsaharienne.

Tout aussi important que les chaînes de valeur mises en forme à base des infrastructures construites par la Chine, les biens de consommation produits par la Chine ont stimulé la croissance de la classe moyenne africaine au cours des quatre dernières décennies. La Chine a utilisé son expérience du passé pour faire progresser l'industrialisation, alors que l'Afrique devrait surmonter les insuffisances de son passé pour s'industrialiser. En d'autres termes, l'Afrique se doit de surmonter le modèle d'extraction.

Ainsi, en plus de faciliter l'extraction de minéraux et l'exportation de matières premières, les infrastructures doivent servir à favoriser les chaînes d'approvisionnement, les chaînes industrielles et les chaînes de valeur afin de soutenir la fabrication de biens de consommation pour la classe moyenne africaine. Le succès consistera à augmenter les exportations intra-africaines en pourcentage des exportations africaines totales de 14 % actuellement et à

¹⁷⁷ Sandrey, R., & Edinger, H. (2011). L'industrie manufacturière et l'industrialisation de la Chine en Afrique. Groupe de la Banque africaine de développement.

<https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Working%20128.pdf>

les rapprocher des 69 % estimés pour l'Europe ou 59 % pour l'Asie¹⁷⁸. La clé réside dans l'approche pragmatique ou instrumentaliste de la Chine à l'égard de l'Afrique, qui ne sera pas alourdie par une histoire de tentatives de refonte des fondements éthiques de l'Afrique pour répondre aux objectifs de la Chine.

Accroître la valeur ajoutée des produits africains



Les fabricants chinois produisant pour les consommateurs africains prospèrent déjà. Du ciment, du plastique et des produits pharmaceutiques aux cosmétiques, en passant par les téléphones portables et les voitures électriques, ils produisent pour une classe moyenne africaine en pleine expansion¹⁷⁹. En réponse à l'appel de l'Agenda 2063 de l'Union africaine en faveur du développement industriel, en particulier dans le secteur manufacturier, la Chine devrait élargir encore davantage sa coopération avec l'Afrique, afin d'accroître la valeur ajoutée des ressources de l'Afrique, améliorer le niveau de l'emploi et augmenter les revenus de la population. Dans l'état actuel des choses, certains décideurs africains estiment que la Chine devrait commencer à mettre l'accent de façon moindre sur les infrastructures au profit de l'industrialisation¹⁸⁰.

Et comme cela a été démontré dans le secteur manufacturier en Afrique du Sud et dans d'autres pays, l'aptitude des Africains à apprendre et à acquérir les compétences nécessaires dans le secteur manufacturier est comparable à celle de n'importe quel autre peuple au monde. Le vivier de talents africains va croître dans la mesure où les Africains seront impliqués dans l'ensemble du processus de fabrication, depuis l'utilisation des machines dans l'atelier de production jusqu'à la gestion.

5.2.2 Soutenir la modernisation de l'agriculture en Afrique

Se débarrasser de l'aide alimentaire



L'insécurité alimentaire sur le continent est une source d'angoisse constante pour de nombreux décideurs africains. Bien avant le début de la discussion sur la question du changement climatique, bon nombre de décideurs africains possédaient des données de première main, ils comprenaient bien que l'insécurité alimentaire conduirait à une ingérence extérieure dans la gouvernance de leurs États, ce qui formerait un impact négatif durable sur les habitants locaux. En fait, certains pays africains disposent de vastes étendues de terres qui peuvent produire suffisamment de céréales pour répondre à la demande locale et dont les excédents peuvent être exportés. Pourtant, dans ces mêmes pays, l'aide alimentaire est fournie depuis tant d'années qu'elle semble permanente. Elle a longtemps faussé les prix des céréales et découragé la production alimentaire locale, rendant ainsi nécessaire une aide alimentaire

¹⁷⁸ Ogwu, B., Production manufacturière d'exportation et chaînes de valeur régionales en Afrique dans le nouvel ordre mondial, Rapport 2023 de l'Afreximbank sur le commerce en Afrique.

¹⁷⁹ Usman, Z. et Tang Xiaoyang (2024), Comment la transition économique de la Chine affecte-t-elle ses relations avec l'Afrique ? Carnegie Endowment for International Peace.

¹⁸⁰ du Plessis, C. et Tannur Anders (2023), La Chine affirme que les pays africains préfèrent l'industrialisation aux infrastructures, Reuters.

accrue. Le cercle vicieux se perpétue et c'est une catastrophe pour le continent. Il est essentiel pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et le Sahel, des régions traditionnellement exposées à la sécheresse, indépendamment du changement climatique, de mettre fin à leur dépendance à long terme à l'aide alimentaire.

La coopération future pourrait donc adopter **le principe selon lequel pour chaque dollar américain dépensé en aide alimentaire, 100 dollars américains doivent être consacrés à l'amélioration de la production alimentaire locale**. Il faudra prendre des mesures aussi drastiques pour que le rendement moyen des céréales par hectare en Afrique atteigne le même niveau que dans d'autres régions du monde. Cela est vrai pour de nombreuses autres cultures vivrières. Il faudra une combinaison de nombreuses solutions partielles pour résoudre les problèmes d'agriculture et de sécurité alimentaire en Afrique. Les combinaisons varieront d'un endroit à l'autre, mais il existe des éléments communs.

Appliquer les technologies et les connaissances



La principale solution partielle consiste à utiliser plus largement et plus activement les sciences et les nouvelles technologies pour accroître le rendement des cultures et renforcer la résilience aux conditions climatiques extrêmes. Cela fonctionne. Par exemple, grâce à une combinaison d'irrigation et d'utilisation de variétés de blé résistantes à la chaleur, l'Éthiopie a étendu la culture du blé de 5 000 hectares à plus de 2,2 millions d'hectares en cinq ans entre 2018 et 2023, améliorant ainsi les chances du pays d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Tout porte à croire que l'Éthiopie est sur le point de devenir un exportateur net de blé, ce qui constitue une avancée majeure.

Pour soutenir la modernisation de l'agriculture africaine, la Chine a créé 24 centres où plus de 300 applications technologiques démontrent comment augmenter les rendements des cultures et a étendu ces connaissances à plus d'un million d'agriculteurs. L'investissement de la Chine dans le secteur a augmenté d'environ 11 % par an, atteignant 1,77 milliard de dollars américains en 2021. Cet investissement a créé des emplois pour 300 000 Africains. En 2021, la Chine avait formé plus de 400 spécialistes dans divers aspects de l'agriculture, ainsi que plus de 10 000 gestionnaires et techniciens¹⁸¹.

La deuxième solution partielle à l'insécurité alimentaire est l'augmentation de la plantation de cultures qui ont résisté à l'épreuve du temps. Ces cultures ont été identifiées par tâtonnement par d'innombrables générations d'Africains. Par exemple, depuis vingt ans, la Chine soutient deux projets qui pourraient détenir une partie de la clé de l'insécurité alimentaire au Kenya. Le Laboratoire conjoint sino-kenyan de « la Ceinture et la Route » pour la biologie moléculaire des cultures, basé à l'Institut Confucius de l'Université d'Egerton, et le Centre de recherche conjoint Chine-Afrique (SAJOREC) de l'Université d'agriculture et de technologie Jomo Kenyatta, fournissent un soutien dans les sciences, technologies et ressources de pointe pour la sélection des cultures et la formation technique. Les avancées réalisées dans ces projets, en particulier sur les cultures vivrières robustes qui soutiennent le Kenya et les régions de savane du continent depuis des millénaires, pourraient accroître la production alimentaire. Cela est particulièrement important à l'heure où le changement climatique s'accélère. Des

¹⁸¹ Xinhua (2024). La Chine et l'Afrique voient une perspective prometteuse en matière de coopération agricole globale. China.org.cn.

résultats positifs similaires sont possibles grâce à la collaboration entre la Chine et l'Afrique, par exemple dans le cadre des Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine. Cette initiative de la Banque africaine de développement vise à accroître la production de mil, de maïs, de riz, de blé et d'autres denrées sur le continent.

Une coopération future pourrait peut-être s'appuyer sur des projets déjà en préparation, comme le Programme commun d'agro-parcs africains, pour promouvoir la sélection et la production de semences, la plantation, la transformation et l'entreposage. En prévision de l'aggravation du changement climatique, la coopération future pourrait donner la priorité et accélérer la recherche conjointe sino-africaine et le déploiement de résultats dans les domaines des variétés de semences, de la production de semences à haut rendement, de la pêche, de l'aquaculture offshore et des produits de biotechnologie marine, mais surtout des céréales locales résistantes. Un tel effort devrait également inclure d'adosser l'agriculture pluviale traditionnelle à des systèmes d'irrigation alimentés à l'énergie solaire, l'utilisation de variétés de semences à haut rendement qui réagissent bien aux conditions sèches et la mécanisation d'autant d'opérations que possible, et l'offre aux petits agriculteurs d'alertes précoces sur Internet. Dans le passé, les efforts visant à réduire les pertes après récolte se concentraient à juste titre sur les céréales. Cela peut être raisonnable, mais les échanges entre la Chine et l'Afrique pourraient envisager la possibilité de réduire les pertes après récolte du manioc et des racines et tubercules apparentés.

Le FCSA 2024 pourrait donner suite aux engagements du 2e Forum Chine-Afrique sur l'agriculture tenu en 2023 et soutenir l'Agenda 2063 du continent par des initiatives spécifiques pour favoriser la modernisation agricole par le biais d'alliances et d'échanges entre Chinois et Africains. Pour promouvoir la création de valeur ajoutée, un millier de gestionnaires africains seront également formés pour aider à atteindre l'objectif déclaré d'ajouter 20 milliards de dollars américains au commerce africain de produits à valeur ajoutée issus de l'agriculture¹⁸². Ces initiatives pourraient être coordonnées ou fusionnées avec le Programme commun des agro-parcs africains pour promouvoir la sélection et la production de semences, la plantation, la transformation et l'entreposage déjà en cours.

5.2.3 Accroître les exportations de produits africains vers la Chine

L'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique comme plateforme



Ces dernières années, la Chine a organisé des expositions spécifiques à l'Afrique pour attirer l'attention sur le commerce et d'autres opportunités pour les producteurs et les commerçants chinois et africains. La 1ère Exposition économique et commerciale Chine-Afrique (CAETE) s'est tenue en Chine dans la province du Hunan en 2019. Elle a réuni des commerçants des deux parties pour explorer des projets concrets et faire ce que les commerçants ou leurs agents font le mieux, à savoir négocier et signer des accords. Certains signes montrent que cet effort unique a porté ses fruits. Quelque 84 accords de coopération d'une valeur de 20,8 milliards de dollars américains ont été signés pour des projets dans les infrastructures, le

¹⁸² Ministère chinois de l'Agriculture et des Affaires rurales (2023), 2e Forum sur la coopération sino-africaine ; Ministère chinois des Affaires étrangères, Plan de soutien à la modernisation de l'agriculture en Afrique.

tourisme, l'industrie manufacturière, et l'aviation, entre autres. D'ordinaire, des responsables de haut niveau et des leaders d'industrie, et des géants du commerce se réunissent pour signer des accords dans l'espoir que les informations sur les nouvelles opportunités parviennent jusqu'aux petits producteurs et aux commerçants. Ce processus peut être lent alors que les expositions créent une dynamique. Dans ce cas précis, l'exposition, qui a attiré beaucoup de participants, a donné aux petits commerçants ou à leurs agents l'occasion d'interagir et de présenter des produits africains et des opportunités d'investissement en Afrique, notamment le commerce des produits agricoles à valeur ajoutée d'Afrique.

En 2021, la 2e édition de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique (CAETE) s'est déroulée dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Selon le réseau de télévision chinois CGTN, au cours des échanges entre producteurs, commerçants et agents chinois et africains, quelque 176 projets dans le commerce, l'investissement, les travaux à forfait et la coopération stratégique, d'une valeur de 15,93 milliards de dollars américains, ont été présentés. Une nouvelle fonction très appréciée, appelée « invité d'honneur », a été introduite pour attirer l'attention sur les produits de certains pays. Pour cette 2e édition, les produits d'Éthiopie, du Kenya, du Rwanda, d'Afrique du Sud et du Sénégal ont été mis en avant. En 2023, certains des projets signés lors de l'exposition étaient déjà en cours de réalisation.

Malgré le succès de cette exposition, les pays africains sont toujours confrontés à des difficultés pour accéder au marché chinois en raison de l'insuffisance grave en termes de logistique en Afrique, de la bureaucratie et de l'absence quasi totale de banques et de petites entreprises africaines en Chine. Les contacts commerciaux entre les Chinois et les Africains sont dynamiques dans des endroits comme Guangzhou, mais ailleurs, ils sont minimes. La réunion du FCSA de 2024 pourrait ouvrir un dialogue sur les mesures supplémentaires qui peuvent être prises pour élargir l'accès des banques et des petits commerçants africains à leurs homologues chinois dans d'autres endroits similaires à Guangzhou.

L'exonération des droits de douane



Depuis 2021, la Chine accorde l'exonération des droits de douane à une liste croissante de pays africains, en mettant l'accent sur les produits agricoles. Jusqu'à présent, cette initiative de « voies vertes » a été étendue à 33 pays. La liste des produits éligibles s'élève désormais à 8 000, soit 98 % des exportations des 33 pays vers la Chine. Elle comprend les graines de sésame, les noix de cajou, les avocats, les piments, le coton, les graines de soja et bien d'autres.

Il est extrêmement utile que la Chine n'impose pas d'exigences ou de conditions qui n'ont pas d'incidence directe sur le commerce de ces 8 000 produits, principalement agricoles. Bien sûr, il existe des normes phytosanitaires et des procédures d'application sur lesquelles les deux parties doivent se mettre d'accord. Mais il n'y a aucune condition en termes d'ingénierie sociale ou politique liée à l'octroi de l'accès au marché chinois aux avocats ou aux noix de cajou africains, par exemple. C'est une bouffée d'air frais pour les pays d'Afrique subsaharienne où

des exigences ou des conditions en termes d'ingénierie sociale de la part d'autres partenaires commerciaux ont longtemps été imposées, un vestige de la colonisation.

Bien entendu, l'objectif de l'abolition des droits de douane est de réduire l'énorme déséquilibre commercial entre l'Afrique et la Chine. Selon l'Administration générale des douanes de la Chine, le volume des échanges entre la Chine et l'Afrique avait atteint 234,8 milliards de dollars américains au cours des 10 premiers mois de 2023, les importations de la Chine représentant 91,5 milliards de dollars américains¹⁸³. Cela a élargi la gamme de produits notamment de produits agricoles que l'Afrique peut vendre à la Chine. Cela devrait contribuer à améliorer un peu cette situation.

L'abolition des droits de douane est la bienvenue car elle renforce le potentiel de l'Afrique dans le domaine agricole. Il est certain que le secteur agricole africain a besoin d'être repensé, et restructuré. En attendant, la possibilité d'accéder au marché chinois constitue déjà un attrait pour les producteurs d'avocats kenyans, par exemple, de la même manière que le marché européen des fleurs a constitué un attrait pour les producteurs de fleurs kenyans et éthiopiens.

5.2.4 Aider à la transition vers les énergies propres

Ces dernières années, les IDE chinois se sont légèrement orientés vers l'énergie et les matériaux de transition ou de technologie verte. Comme leurs homologues des pays industrialisés, les investisseurs chinois commencent à opérer la transition vers l'après-énergies fossiles. Ils pourraient donc être réceptifs aux demandes des Africains qui cherchent à promouvoir les investissements dans les infrastructures d'électrification et à aider l'Afrique à se débarrasser progressivement de sa dépendance aux combustibles fossiles pour 90 % de sa consommation énergétique. Une étude suggère qu'une façon d'équilibrer les échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine serait d'encourager la Chine à transformer en Afrique certains des produits qui jouent actuellement un rôle secondaire dans les échanges commerciaux mais qui sont, de manière fortuite, des intrants essentiels dans les chaînes d'approvisionnement des technologies vertes, comme le cuivre, le fer et l'aluminium pour les batteries des véhicules électriques, les panneaux solaires et les équipements de production d'énergie éolienne. L'un des avantages, la création d'emplois, atténuerait une partie de la pression pour créer des opportunités d'emploi importantes sur le continent.

Il est peut-être trop tôt pour le dire, mais les données montrent que la Chine commence à tenir son engagement de 2021 de ne pas financer de nouvelles centrales à charbon à l'étranger. Si tel est le cas, cela pourrait être l'occasion pour les pays africains d'essayer de concentrer leur engagement sur des projets de matériaux de transition. Les projets d'énergie renouvelable ne représentent aujourd'hui qu'environ 2 % des IDE chinois en Afrique.

¹⁸³ Yu, S. Z. (2021). Trois raisons pour lesquelles l'avenir numérique de l'Afrique est étroitement lié à la Chine. L'Afrique à la London School of Economics and Political Science.

L'évolution mondiale actuelle vers les technologies renouvelables et vertes suggère que les décideurs politiques africains pourraient avoir plus de succès s'ils recherchaient de nouveaux IDE chinois pour des projets dans les technologies renouvelables et vertes. Cela pourrait conduire à une nouvelle phase d'engagement dans laquelle les petits investisseurs privés chinois joueraient un rôle plus important que les entreprises publiques. Entre 2000 et 2022, 134,01 milliards¹⁸⁴ de dollars américains d'IDE chinois ont été investis dans des projets africains nouveaux et existants, principalement par le biais d'entreprises publiques et dans une large mesure dans des projets liés aux combustibles fossiles.

Cette transition vers les minéraux et les matières premières pour les technologies renouvelables et vertes pourrait être la voie de l'industrialisation en Afrique, surtout si l'extraction est suivie de la fabrication de produits finis en Afrique. L'Afrique est confrontée au défi de l'industrialisation dans un environnement post-énergies fossiles. Par exemple, l'Afrique est confrontée au défi de contourner complètement la production de machines fonctionnant aux énergies fossiles et de passer aux machines électriques, de la même manière que l'Afrique a largement contourné la téléphonie basée sur les lignes fixes. Ce défi pourrait ouvrir une nouvelle ère pour les relations sino-africaines.

L'expérience acquise par les entreprises chinoises en Afrique du Sud peut par exemple être utilisée pour fabriquer des véhicules électriques, des panneaux solaires, des turbines éoliennes et des systèmes de stockage, ou pour créer des parcs éoliens en Afrique de l'Est, compte tenu de la disponibilité des minéraux, des métaux de terres rares et du pétrole dans la sous-région. L'assemblage de véhicules électriques au Kenya par Associated Vehicle Assemblers dans le cadre d'une coentreprise avec le constructeur automobile chinois BYD peut être reproduit ailleurs. Le leader éthiopien de la chaussure, le groupe Huajian, et GAC International vont s'associer pour construire une ligne d'assemblage de véhicules électriques dans le pays, comme annoncé en août 2024.

¹⁸⁴ Oyintarelado Moses, 10 graphiques pour expliquer 22 ans de commerce entre la Chine et l'Afrique, de financement du développement à l'étranger et d'investissement direct étranger, Centre de développement global, Université de Boston, 2 avril 2024 ; <https://www.bu.edu/gdp/2024/04/02/10-charts-to-explain-22-years-of-china-africa-trade-overseas-development-finance-and-foreign-direct-investment/>

5.3 Futur de la coopération sino-africaine en matière d'investissement et de financement

5.3.1 Défis rencontrés par la reprise économique en Afrique

La réunion du FCSA 2024 n'a pas pour toile de fond la pandémie de COVID-19. Au contraire, du moins pour l'Afrique, elle est le théâtre d'un véritable bouleversement. La crise ukrainienne a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires dans le monde entier, mais particulièrement dans les pays africains. Le coût de la vie accru, l'inflation et les niveaux historiques de chômage ont fait échouer de nombreux projets de développement. Dans toute l'Afrique, les phénomènes météorologiques extrêmes annonciateurs du changement climatique détruisent des années de progrès, font des milliers de morts et jettent de sérieux doutes sur l'avenir. Dans de nombreux pays, la majeure partie des recettes fiscales est consacrée au remboursement de la dette plutôt qu'à de nouveaux projets. Le FCSA 2024 se déroule à un moment où le rythme des progrès a considérablement ralenti.

Au cours des 22 dernières années, les pays africains ont principalement contracté des prêts auprès des institutions chinoises de financement du développement, la Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine. La majeure partie de ces prêts a concerné les secteurs de l'énergie, des transports, des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des services financiers. Les flux d'IDE ont fluctué en réponse à la crise financière (2008-2009), à l'effondrement des prix des matières premières (2014-2015) et à la pandémie mondiale (2020-2022). De toute évidence, ces principaux prêteurs chinois sont limités par les mêmes forces du marché mondial que leurs homologues occidentaux.

Les pays africains s'efforcent de contrôler l'impact du marché mondial sur ses économies de petite envergure, qui s'aggrave en raison des problèmes auxquels l'Afrique est confrontée, y compris les troubles suscités par les sécheresses continues, le changement climatique ou encore la vie chère.

Dans ce contexte-là, l'engagement sino-africain sera mis sous pression pour répondre à ces crises immédiates. Il faut éteindre l'incendie et ne se préoccuper des progrès que plus tard. Malgré les difficultés, les deux parties ne devraient pas se limiter à la situation actuelle. Par contre, elles devraient d'abord tenir compte des facteurs stratégiques les plus importants pour la coopération volontaire à mener en une Afrique moderne. Pour celle-ci, cela peut impliquer l'industrialisation, l'agriculture et la sécurité alimentaire, le commerce, et l'investissement et le financement.

5.3.2 Principes de la coopération sino-africaine en matière d'investissement et du financement

La coopération sino-africaine repose sur une compréhension commune de nombreux principes, notamment celui selon lequel la modernisation de l'Afrique n'est ni inévitable ni irréversible. Cependant, bon nombre de projet visant la modernisation de l'Afrique se déroulent dans un contexte d'insurrections dans de nombreux pays. Ces insurrections, douloureuses pour l'Afrique, sont motivées par des visions concurrentes de la modernité elle-même. Dans certains endroits, le conflit qui en résulte a pratiquement stoppé les progrès. Ici aussi, la Chine a fait preuve de retenue en s'abstenant de profiter des troubles pour faire avancer ses objectifs. En général, la retenue de principe de la Chine à ne pas interférer dans la gouvernance interne des pays africains hôtes est bien accueillie.

Pour la plupart des analystes africains, l'aspect le plus attrayant de cette coopération est qu'elle place le commerce et l'investissement sur une voie différente de l'aide. Motivée par un sens de communauté de destin pour l'humanité, la Chine est venue en aide au continent bien avant l'émergence de liens commerciaux et d'investissement. Aujourd'hui, les accords commerciaux ou d'investissement dans le cadre de la coopération Chine-Afrique réussissent ou échouent en fonction de leurs mérites. L'aide n'est pas utilisée pour imposer des accords objectivement injustes. Cette position de la Chine laisse aux Africains la possibilité de choisir leurs propres voies vers la modernisation, de faire leurs propres erreurs jusqu'à ce qu'ils y parviennent.

La coopération avec la Chine est avant tout saluée pour le sentiment d'urgence suscité par la conscience que l'Afrique doit s'atteler résolument à la réduction de la pauvreté avant que les richesses du continent en minéraux et en matières premières ne s'épuisent ou que le changement climatique ne cause des dégâts irrémediables. Le fait que le chemin de fer à écartement standard du Kenya, le chemin de fer Éthiopie-Djibouti, la ligne de transport en commun ferroviaire de Lagos au Nigeria et le barrage de Mellègue en Tunisie, entre autres projets sur le continent, aient été achevés à temps, parfois en avance sur le calendrier et toujours sans visées en termes d'ingénierie sociale ou culturelle annexes, confirme que la Chine partage ce sentiment d'urgence. Les conditionnalités qui n'ont aucun rapport direct avec la tâche à accomplir s'ajoutent aux coûts nominaux des projets, car elles gaspillent souvent du temps et des ressources. Si la Chine maintient sa position et continue d'éviter de poser de telles conditions, le voyage volontaire de l'Afrique avec la Chine ne fait que commencer et de nombreuses autres réunions du FCSA auront lieu.





**Rédigé par Dr. Mwangi Wachira, ancien économiste
de la Banque mondiale et conseiller politique du
gouvernement kenyan**

Conclusion

Au cours des décennies de coopération sino-africaine, et en particulier au cours des 24 années écoulées depuis la création du FCSA, des réalisations historiques ont été accomplies, changeant le visage de l'Afrique, et amenant la communauté internationale à se focaliser davantage sur l'Afrique. La nouvelle édition du FCSA se tiendra à Beijing en septembre. Les dirigeants chinois et africains se rencontreront six ans après l'édition précédente pour discuter de l'avenir du développement et de la coopération, et élaborer un plan pour la coopération sino-africaine dans la nouvelle ère, favorisant davantage la coopération sino-africaine en matière d'économie, de commerce et d'investissement pour obtenir davantage de résultats concrets.

Depuis l'entrée dans la nouvelle ère, le président Xi Jinping a mis en avant le principe dit « sincérité, pragmatisme, amitié et franchise » envers l'Afrique, ainsi que la juste conception de la justice et des intérêts, conduisant la construction de la communauté de destin Chine-Afrique sur la « voie rapide ». La Chine est le plus grand partenaire commercial de l'Afrique depuis 15 ans consécutifs, le « gâteau » de la coopération sino-africaine ne cesse de s'agrandir, et les entrepreneurs sino-africains se rapprochent de plus en plus. Les pays africains accélèrent leur développement économique, frayant progressivement une voie de la modernisation à l'africaine et faisant de l'Afrique un continent pacifique et prospère. Dans ce processus, les entreprises chinoises sont prêtes à être les compagnons de route de l'Afrique dans l'exploration de la voie de la modernisation.

Nous encouragerons davantage d'entreprises chinoises de divers secteurs à investir en Afrique et à participer à la construction d'infrastructures dans les routes, l'électricité, l'information et la communication sous diverses formes, afin de contribuer à diversifier le développement économique et le processus d'industrialisation en Afrique.

Nous guiderons les entreprises chinoises pour accroître leur coopération avec leurs partenaires africains dans le domaine de l'investissement, renforcer la coopération mutuellement bénéfique dans l'industrie, l'agriculture, la santé, les transports et la logistique, les énergies nouvelles et le commerce électronique, et soutenir les pays africains dans la réalisation d'un développement autonome et durable.

Nous soutiendrons les entrepreneurs sino-africains dans l'exploration conjointe de la coopération dans l'économie numérique, le développement vert et l'économie bleue, afin de générer de nouveaux points de croissance pour la coopération.

Nous appelons les gouvernements chinois et africains à soutenir la coopération dans le secteur financier, à aider les institutions financières à fournir des services d'investissement et de financement pour la coopération entre entreprises, à encourager une plus grande utilisation des règlements en monnaie locale dans le commerce et l'investissement, à faciliter la réduction des coûts de change pour les entreprises, à créer un environnement politique favorable à la promotion des règlements en monnaie locale, et à soutenir un rôle plus important des banques de compensation en RMB en Afrique.

Nous appelons les gouvernements africains à créer un environnement des affaires ouvert, transparent, équitable et non discriminatoire pour la coopération entre les entreprises chinoises et africaines, et à offrir des conditions favorables aux entreprises chinoises en Afrique afin de promouvoir la facilitation du commerce et de l'investissement.

L'Afrique est un continent plein d'espoir et nous sommes convaincus que le XXI^e siècle sera témoin du développement et de la revitalisation de la Chine et de l'Afrique de manière conjointe. La Chine a mis en place la Plateforme de promotion des investissements privés Chine-Afrique pour promouvoir le renforcement de la coopération industrielle sino-africaine et d'autres formes de coopération, et se félicite de la participation active des entrepreneurs de tous les pays africains.

Nous souhaitons plein succès au Sommet de Beijing 2024 du FCSA !



Annexe

Le Consensus Chine-Afrique de Dar es Salaam

Dr. M. Wachira

Note de l'éditeur : Le Forum Chine-Afrique des think tanks est un sous-forum important du Forum sur la coopération sino-africaine. Sa 13e réunion, qui s'est tenue au début mars de cette année à Dar es Salaam, en Tanzanie, a réuni plus de 300 chercheurs de think tanks, chefs d'entreprise et fonctionnaires de Chine et de 49 pays africains. Guidés par la vision de la construction d'une communauté de destin pour l'humanité, les chercheurs ont eu des discussions approfondies sur les principaux problèmes et défis auxquels le monde est confronté. Ils ont proposé conjointement des solutions et publié le Consensus des think tanks africains et chinois sur l'approfondissement de la coopération pour le développement mondiale, également appelé Consensus Afrique-Chine de Dar es Salaam. Le Consensus de Dar es Salaam présente de nombreuses caractéristiques notables. Seules quelques-unes seront abordées dans ce commentaire.

Le niveau mondial



Au niveau mondial, le Consensus de Dar es Salaam défend un monde multipolaire, à l'abri des menaces nouvelles et anciennes. Il appelle également à un système financier international plus équitable, axé sur le partage des connaissances.

La multipolarisation séduit les think tanks et les analystes africains car elle consacre et célèbre la diversité des peuples, des cultures et des nations. Dans la pratique, et surtout dans leur stade actuel de modernisation, les pays africains chérissent la liberté de rechercher le plus grand nombre possible de partenaires commerciaux, d'investisseurs et d'amis.

Il est fort probable que le changement climatique rendra la modernisation plus coûteuse et plus urgente. Les pays africains auront besoin de toute l'aide possible. Un monde multipolaire offrira à l'Afrique un accès à davantage de pays de bonne volonté. Cette marge de manœuvre pour que ces pays tracent leur voie renforce l'indépendance de tous, y compris des pays africains.

Par exemple, il y a à peine quarante ans, les pays africains et la Chine n'avaient pas accès les uns aux autres par le biais du commerce et des investissements. Mais après la politique d'ouverture de la Chine, les pays africains ont trouvé une nouvelle destination pour certains de leurs produits et la Chine a rejoint d'autres pays qui avaient depuis longtemps accès aux marchés africains et aux opportunités d'investissement.

Les produits fabriqués en Chine parviennent désormais dans les villages africains les plus isolés. Ce faisant, la classe moyenne africaine en plein essor a accès à des produits que les Africains associent à la modernité. Cela ne serait pas arrivé si l'Afrique avait continué à compter uniquement sur ses engagements de longue date avec les pays occidentaux.

Cette expérience directe du commerce a également dissipé un principe fondamental issu de la rencontre manquée entre les pays africains et les pays occidentaux : seul le paysage social, politique et culturel occidental peut produire ou accueillir la modernité. L'apparition de la Chine soulève la possibilité que les Africains puissent eux aussi moderniser leurs pays sans passer par la culture occidentale.

Certes, la balance commerciale entre la Chine et l'Afrique est en faveur de la Chine. C'est également le cas entre l'Afrique et d'autres pays qui ont depuis longtemps accès aux petits marchés africains.

De même, l'ouverture a attiré des investisseurs chinois dans les pays africains. Le niveau d'investissement est encore très faible. En effet, parmi tous les continents, régions et pays, c'est en Afrique que le volume des investissements chinois est le plus faible. Du point de vue de l'Afrique, il n'y a pratiquement pas d'investisseurs africains qui se rendent en Chine ou dans d'autres pays.

Les pays africains et la Chine peuvent travailler et travaillent sur des moyens de rééquilibrer leurs échanges commerciaux, dont la cause fondamentale est la gamme et la diversité limitées des produits que les pays africains offrent à la Chine et au reste du monde. Les investissements africains en Chine sont encore négligeables. Espérons que dans un avenir pas trop lointain, la multipolarisation permettra aux Africains de commercer et d'investir à l'échelle mondiale de la même manière que la Chine le fait aujourd'hui. Cela impliquera un plus grand nombre d'investisseurs et de commerçants africains en Chine.

La multipolarisation culturelle est un trésor pour le monde. Après une époque de contraintes dues à un siècle de colonisation et à ses séquelles persistantes, les Africains peuvent désormais explorer d'autres conceptions du monde, d'autres cultures, y compris la culture chinoise, grâce à la multipolarisation. De même, c'est aussi une opportunité pour la Chine qui peut mettre en valeur son patrimoine culturel. Surtout, la multipolarisation culturelle promet aux Africains que dans un avenir pas trop lointain, ils pourront eux aussi inviter d'autres personnes à découvrir une culture ou une conception du monde africaine présentée par les Africains eux-mêmes. Cette tâche ardue qui consiste à réparer les dommages causés par un millénaire de conquête, d'esclavage et de colonisation sera plus facile dans un monde multipolaire.

Par exemple, les Africains profitent aujourd'hui de l'occasion qui leur est offerte d'étudier divers aspects de la société chinoise, comme la gouvernance contemporaine, et de les comparer avec des pays africains ou d'autres pays équivalents. De même, la multipolarisation a permis

à la Chine d'ajouter l'Afrique aux expériences culturelles que les Chinois peuvent explorer pour enrichir leur existence. Là où il n'y avait pas de touristes chinois sur le continent il y a cinquante ans, ils sont désormais monnaie courante, ce qui constitue des échanges interpersonnels inestimables.

Dans l'ensemble, un monde multipolaire offre davantage d'options en matière de flux d'échanges bilatéraux, d'investissements, d'aide et d'interactions culturelles. Les événements récents – la COVID-19, la crise ukrainienne – n'ont fait que confirmer la valeur d'un ordre mondial multipolaire et la nécessité d'entretenir de bonnes relations de travail avec le plus grand nombre possible de pays. Dans un monde plus multipolaire, les pays africains n'auraient peut-être pas été aussi systématiquement les derniers à recevoir les vaccins contre la COVID-19. Ils auraient également pu développer le commerce du blé avec d'autres pays et ne pas être aussi fortement dépendants de l'Ukraine et de la Russie.

Le niveau national



Au niveau national, le Consensus de Dar es Salaam préconise le recours aux marchés et à des gouvernements proactifs pour promouvoir une modernisation centrée sur les peuples. Cela nécessite des systèmes internationaux et nationaux harmonisés et la paix en tant que bien public commun. Mais, à tout le moins les marchés et les gouvernements doivent jouer un rôle essentiel pour parvenir à une modernisation centrée sur les peuples.

Si le principe d'une modernisation centrée sur les peuples trouve un écho auprès des think tanks et des décideurs africains, les marchés et les gouvernements de nombreux pays africains sont encore faibles. Cette faiblesse sous-jacente limite la capacité à favoriser une modernisation centrée sur les peuples. Si la volonté existe, les capacités font souvent défaut.

Pour compenser la faible capacité et le faible développement des marchés, il est courant de chercher à obtenir une aide ou une assistance multilatérale ou bilatérale. Parfois, cette méthode peut s'avérer efficace. Dans d'autres cas, les fournisseurs d'aide comblent les lacunes, mais y introduisent aussi leurs propres objectifs, notamment en imposant leurs propres idées sur la modernité. Certains promeuvent la modernité comme la suppression intégrale de la conception du monde au niveau local. Souvent, le processus de fourniture d'aide est plus intrusif et aliénant que lors des pires heures de l'ère de la colonisation. La modernisation devient une colonisation qui ne dit pas son nom.

Les blessures de la colonisation étant à peine cicatrisées, les décideurs africains accueillent favorablement le principe de non-ingérence de la Chine dans les affaires intérieures des pays hôtes, y compris ceux qui reçoivent l'aide de la Chine. Les analystes africains souhaiteraient que d'autres suivent l'exemple de la Chine et se débarrassent de cette ingérence moralisatrice dans les affaires intérieures des pays bénéficiaires de l'aide, un modèle de comportement qui se manifeste presque exclusivement en Afrique et en particulier en Afrique subsaharienne. Mais l'ingérence persiste. Les décideurs et analystes africains sont confrontés à un dilemme. Ils ont besoin d'aide et d'assistance pour compenser la faiblesse de leurs capacités et le faible développement de leurs marchés. Mais cette aide a un prix très élevé : celui de choisir la voie de la modernisation. Le Consensus de Dar es Salaam aurait pu résoudre ce dilemme.

De nos jours, les pays protègent leurs avancées technologiques, par exemple dans le domaine de l'intelligence artificielle ou de l'informatique quantique, car ces technologies confèrent des avantages comparatifs en matière de commerce, d'investissement et de sécurité. Ces avancées sont le fruit d'investissements prodigieux et d'un travail acharné. Le caractère dual des applications, sécuritaires et non sécuritaires, complique le libre-échange et pourrait saper le principe d'un monde multipolaire. Le Consensus de Dar es Salaam aurait pu fournir des orientations sur la manière de gérer les innovations dans un monde multipolaire.

En fin de compte, la rancœur suscitée par l'émergence de la Chine comme source de commerce, d'investissements et d'aide, en particulier pour l'Afrique subsaharienne, a été motivée par deux idées interdépendantes. Tout d'abord, il existe une posture in loco parentis à l'égard de l'Afrique. Ensuite, il existe l'idée que l'impact net de la rencontre entre les Africains et le monde occidental depuis près d'un millénaire a fait de l'Afrique une chasse gardée du monde occidental. Sur ces deux idées, les analystes africains ne sont pas d'accord. C'est ce que dit le Consensus de Dar es Salaam.



Index

Référence

Référence 1	Les entreprises privées chinoises ont investi dans l'économie numérique africaine	2
Référence 2	La société TBEA alimente l'industrialisation en Afrique grâce à une infrastructure électrique de pointe	3
Référence 3	« Autoroute électrique en Afrique de l'Est »	3
Référence 4	Hôpital généraliste de la Route de la soie – un hôpital international à capitaux chinois	4
Référence 5	Plateforme Chine-Afrique pour la promotion des investissements privés	6
Référence 6	Le projet logistique en Afrique lancé par Greenroad : un mode d'exploitation en réseau international	16
Référence 7	La société Reyoung : 20 années d'expérience en Afrique	25
Référence 8	La CCECC au Nigeria a construit la première ligne du métro léger électrifié d'Afrique de l'Ouest	27
Référence 9	Le programme « graines du futur » de Huawei mis en application en Tanzanie	28
Référence 10	La CRBC a construit la première autoroute en Afrique de l'Est	30
Référence 11	La société Haifu : les techniques chirurgicales non invasives accessibles dans quatre pays africains	35
Référence 12	Jiangsu Jielong : la transformation d'huile alimentaire en Tanzanie	48
Référence 13	Le rôle de BTR New Material Group dans les ambitions du Maroc dans la fabrication de batteries et de composants pour véhicules électriques	50
Référence 14	L'usine de BAIC en Afrique du Sud : un projet clé de la FCSEA avec des résultats remarquables	51
Référence 15	Le commerce avant l'industrie : stratégie de localisation de la production pharmaceutique d'Humanwell Healthcare	53

Référence 16 Wynca Sunshine (Ghana) stimule la production agrochimique en Afrique de l'Ouest.....	56
Référence 17 L'usine de United Capital Fertilizer explore le potentiel de transformation des engrais en Zambie.....	57
Référence 18 Jinko Solar : à l'avant-garde des investissements dans la fabrication verte en Afrique.....	63
Référence 19 Coopération stratégique entre Dangote (Nigeria) et Sinoma International.....	66

Figure

Figure 1 Précision de la taille des flux et du stock des investissements chinois en Afrique (2023-2042).....	10
Figure 2 Prévision du stock des investissements chinois en Afrique (2032).....	11
Figure 3 Prévision du stock des investissements chinois en Afrique (2042).....	12
Figure 4 Prévision des investissements étrangers en Afrique.....	13
Figure 5 Prévision du stock des investissements chinois en Afrique (2032).....	14
Figure 6 Prévision du stock des investissements chinois en Afrique (2042).....	14
Figure 7 IPE des industries agro-alimentaires.....	45
Figure 8 IPE des aliments transformés en Afrique et principaux pays.....	45
Figure 9 IPE des composants pour véhicules et de moteurs en Afrique et dans les principaux pays.....	47
Figure 10 IPE des produits pharmaceutiques en Afrique et dans les principaux pays.....	50
Figure 11 IPE des engrais en Afrique et dans les principaux pays.....	52
Figure 12 IPE des produits chimiques en Afrique et dans les principaux pays.....	52
Figure 13 IPE du secteur textile en Afrique et dans les principaux pays.....	56
Figure 14 IPE de la transformation des minerais en Afrique et les principaux pays.....	58
Figure 15 Les principaux exportateurs de biens environnementaux en Afrique (2021).....	60
Figure 16 IPE de la céramique en Afrique et les principaux pays.....	62
Figure 17 IPE du ciment en Afrique et les principaux pays.....	62
Figure 18 IPE du verre en Afrique et principaux pays.....	63
Figure 19 Prix moyen d'un kWh en dollar américain en Afrique et dans d'autres pôles industriels.....	65

Figure 20 Salaire minimum en dollars américains en Afrique et dans les principaux pôles industriels	66
Figure 21 Production par heure travaillée en dollars américains en Afrique et dans les autres pôles industriels	67
Figure 22 Fret unitaire (dollar/kg) en Afrique et dans d'autres pôles industriels	68
Figure 23 Coût moyen du fret (dollar/kg) en Afrique et dans les autres pôles industriels	69
Figure 24 Coût moyen du fret (dollar/kg) depuis l'Afrique et les autres pôles industriels vers les principaux marchés	69
Figure 25 Taux de rendement des investissements directs étrangers en Afrique et dans les pays à haut revenu (hors Amérique latine)	70
Figure 26 Taux de rendement des investissements directs étrangers dans les pays africains en fonction de leurs ressources naturelles	71
Figure 27 Taux d'utilisation des capacités en Afrique	72
Figure 28 Productivité totale des facteurs en Afrique	73

Tableau

Tableau 1 Le score GER des Etats membres de l'UEMOA varie de façon importante	82
Tableau 2 Principaux impôts et taxes dans les pays de la CEMAC	85
Tableau 3 Principales incitations à l'investissement adoptées par les pays d'Afrique de l'Ouest	86
Tableau 4 Taux fiscaux en Afrique australe en 2024	89
Tableau 5 Diverses incitations à l'investissement en Afrique de l'Est en 2023/24	94
Tableau 6 Afrique du Nord : Cadre légal de référence des affaires	96



Information d'entreprises / Zones économiques

Le Parc industriel Hisense en Afrique du Sud	page 2
La zone de coopération économique et commerciale sino-égyptienne TEDA Suez	page 2
La Zone de libre-échange de Lekki au Nigeria	page 2
Crystal Stream	page 2
Tencent	page 2
HTGD	page 2
Transsion	page 2
HSRH Venture Capital	page 2
Groupe Hillhouse	page 2
Ants Capital	page 2
Roselake	page 2
Groupe Hillhouse	page 2
Le Parc industriel du groupe Holley en Afrique du Nord	page 2
TBEA	page 3
TBEA	page 3
China Electric Power Equipment and Technology	page 3
China Electric Power Equipment and Technology	page 3
Hôpital généraliste de la Route de la soie à Addis-Abeba	page 4
Greenroad	page 15
Groupe Hisense	page 16
Fond pour la coopération sino-africaine pour les capacités de production	page 20
Groupe Wangkang	page 22
Société Reyoung	page 23
Humanwell Healthcare	page 23
China Civil Engineering Construction Corporation	page 24
Huawei	page 25

China Road and Bridge Corporation	page 27
La Zone de coopération économique et commerciale Zambie-Chine	page 28
Shekou Industrial Zone	page 29
Groupe Jiangsu Tianyi	page 31
Société Haifu	page 33
Ant Financial Services	page 36
M-Pesa	page 36
Development Reimagined	page 38
Jiangsu Jielong Agricultural Development Group	page 46
BTR New Material Group	page 48
Tesla	page 48
CATL	page 48
BYD	page 48
Volkswagen	page 48
Beijing Automotive Industry Corp.	page 49
Fonds de développement Chine-Afrique	page 51
BP	page 53
Wynca Sunshine	page 54
China Wuhuan Engineering	page 55
United Capital Fertilizer	page 55
Wonderful Group	page 55
ARISE Integrated Industrial Platforms	page 57
La zone Industrielle de Glo-Djigbé	page 57
Jinko Solar	page 61
Dangote Industries Limited	page 64
Sinoma International	page 64
China National Building Material	page 64
La KEPZ à Athi River	page 93
La Kigali Special Economic Zone	page 93
La Ruzizi Special Economic Zone	page 93
La Benjamin Mkapa Special Economic Zone	page 93
Tanger Med	page 99
Le parc industriel de Hawassa	page 99
Alibaba	page 100
Huajian Group	page 114
GAC	page 114

Bibliographie

Ministère chinois du Commerce (2023). Statistiques de la coopération économique et commerciale sino-africaine au premier semestre 2023.

Zhang Tailun (2023), Revalorisation de l'économie numérique africaine. China Investment (versions en chinois et en anglais) (Z9) :88-89.

Institut de recherche du ministère chinois du Commerce (2023), Rapport sur les relations économiques et commerciales sino-africaines (2023).

Huang Jinlong (2019), Les avantages des matériaux de construction chinois en Afrique. China Investment (20):28-30.

International Finance Cooperation (2023), Infrastructures en Afrique.

Ministère chinois des Affaires étrangères (2021), Forum sur la coopération sino-africaine – Plan d'action de Dakar (2022-2024).

Documents politiques chinois à l'égard de l'Afrique (texte intégral).

Secrétariat de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique, Rapport sur les relations économiques et commerciales sino-africaines (2023).

Tang Xiaoyang (2019). Investissements chinois dans l'industrie manufacturière et le transfert de connaissances : Rapport sur l'Éthiopie.

Ministère chinois du Commerce (2021), Vision 2035 de la coopération Chine-Afrique.

Livre blanc sur la coopération sino-africaine dans la nouvelle ère.

GSMA (2023). L'économie mobile en Afrique subsaharienne 2023.

Endeavor (2022). Point d'inflexion : L'économie numérique africaine est prête à décoller.

Discours inaugural de Xi Jinping lors de la cérémonie d'ouverture de la 8e Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (texte intégral).

Banque de Chine (2023), Livre blanc sur l'internationalisation du RMB 2022 – Le RMB dans le RCEP.

Yu Zhuorui et Zhuang Tailiang (2015). L'internationalisation du RMB sous l'angle des risques de change auxquels sont confrontées les entreprises chinoises investissant dans les pays africains.

Luo Qinglin (2023), Approfondir continuellement la coopération financière sino-africaine. China Finance (05):84-85.

McKinsey, Fabrication et avenir de l'Afrique : emplois, croissance et durabilité, 2023.

CNUCED, Rapport sur le développement économique en Afrique, 2023.

UA (2015), Agenda 2063.

Banque africaine de développement, Industrialiser l'Afrique : Stratégies, politiques, institutions et financements, 2017.

FMI, La transformation démographique de l'Afrique pourrait changer l'ordre mondial, 2023.

ZLECAF (2017), Transformer l'agriculture africaine par l'industrialisation agricole.

Prachi Agarwal, Anthony Black, Alberto Lemma, Vuyiswa, Mkhabela and John Stuart (2022). La Zone de libre-échange continentale africaine et la chaîne de valeur automobile.

ZLECAF (2022), Une nouvelle frontière pour l'industrie pharmaceutique africaine.

Development Reimagined (2022). Faire des ambitions africaines dans le secteur pharmaceutique une réalité. Première partie – Histoire, commerce et pôles.

Xiao Qijia (2021), Communauté de destin pour la santé – notes au bas de page pour l'action d'Humanwell en Afrique, China Investment.

6W Research (2024). Marché africain des produits chimiques (2024-2030) | entreprise, prévisions, taille, valeur, perspectives, industrie, chiffre d'affaires, part de marché, analyse, tendances et croissance.

Mordor Intelligence. Analyse de la taille et de la part de marché de l'industrie textile en Afrique – Tendances et prévisions de croissance (2024-2029).

Rapport Bradley Intelligence (2023). L'Afrique et la course mondiale aux minéraux critiques.

Banque africaine de développement (2022). Document d'orientation pour la préparation d'une stratégie africaine pour les minéraux verts.

Development Reimagined (2023). Libérer le potentiel de l'Afrique en matière de fabrication de biens environnementaux.

6W Research (2024). Marché des matériaux de construction en Afrique (2024-2030) | Industrie, perspectives, croissance, chiffre d'affaires, prévisions, taille, part de marché.

Mordor Intelligence. Analyse de la taille et de la part de marché du secteur de la construction en Afrique – Tendances et prévisions de croissance (2024-2029)

Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne (FMI, avril 2024)

Electric Power Network Interconnection: A Review on Current Status, Future Prospects and Research Direction (MDPI, 2023)

Deepening Regional Integration to Advance Growth and Prosperity (Banque Mondiale, 2019)

Central African Economic and Monetary Community (CEMAC) – Staff Report for the 2023 Article IV Consultation (FMI).

Sources: PwC Tax Summaries, Cameroon 2023 Investment Climate Statements (USDA)

Investment Law 2023 – Investment Policy Hub (CNUCED)

Charte de l'investissement : un cadre transparent et lisible pour encourager l'acte d'investir (Agence marocaine de développement des investissements et des exportations – AMDIE, 6 juillet 2023)

Initiative « la Ceinture et la Route ». Investment Report 2023/Christoph NEDOPIL. The Griffith Asia Institute & The Green Finance & Development Center, February 2024.

Fofack, H. (2023). Les technologies dont les agriculteurs du continent ont besoin pour nourrir l'Afrique.

Andree, et al. (2014). Food Security Trends in 2024 and Beyond. World Bank.

Bychkovska (2024). Les exportations de céréales de l'Ukraine sont cruciales pour la sécurité de l'Afrique. Atlantic Council.

Thomas, D. (2021). Qu'est-ce que le FCSA 2021 a apporté à l'Afrique ? African Business.

Sun Yan (2021). Un examen de la Vision 2035 pour la coopération Chine-Afrique. Brookings Institution.

Owino, V. (2024). L'Afrique de l'Est commerce davantage avec ses pairs africains qu'avec l'UE et l'Asie. The East African.

Sandrey, R., & Edinger, H. (2011). L'industrie manufacturière et l'industrialisation de la Chine en Afrique. Groupe de la Banque africaine de développement.

Ogwu, B., Production manufacturière d'exportation et chaînes de valeur régionales en Afrique dans le nouvel ordre mondial, Rapport 2023 de l'Afreximbank sur le commerce en Afrique.

Usman, Z. et Tang Xiaoyang (2024), Comment la transition économique de la Chine affecte-t-elle ses relations avec l'Afrique ? Carnegie Endowment for International Peace.

Ministère chinois des Affaires étrangères, Plan de soutien à la modernisation de l'agriculture en Afrique.

Yu, S. Z. (2021). Trois raisons pour lesquelles l'avenir numérique de l'Afrique est étroitement lié à la Chine. L'Afrique à la London School of Economics and Political Science.





Remerciements

Tous les pays africains se doivent de faire progresser leur agenda de transformation industrielle, afin que les industries puissent jouer un rôle de premier plan dans le développement de l'Afrique. L'industrialisation doit être une priorité absolue dans le programme de développement économique et social¹⁸⁵. En tant qu'étude thématique pour l'année 2024 de la série de rapports intitulée Investissements de la Chine en Afrique, ce rapport met l'accent sur l'industrialisation en Afrique et la coopération sino-africaine, en particulier sur les efforts et les attentes des entreprises chinoises durant le processus d'industrialisation en Afrique.

Ce rapport a été parrainé et coordonné par le China-Africa Business Council et rédigé par des équipes du China-Africa Business Council, de l'Université Tsinghua, de la société de services consultatifs Development Reimagined, du groupe Bank of Africa ainsi que des économistes. Plus de 500 personnes ont travaillé dans des entretiens, des travaux de relecture, de traduction et de publication. Malgré nos contrôles, des erreurs inévitables ont pu se glisser. Nous vous prions de nous en excuser et de bien vouloir nous en faire part pour correction ultérieure. Nous tenons en particulier à remercier sincèrement les personnes et les institutions suivantes pour leur expertise, leur perspicacité, leur travail et leur énergie !

Membres principaux :

Nous tenons à remercier Wang Xiaoyong, Tang Xiaoyang, Bai Xiaofeng, Hannah Ryder, Mwangi Wachira, Zhou Yufang, Zhu Siqiao, Jad Benhamdane, Papa Malick Thiam, Said Hidane, Trevor Lwere, Chen Huiyi, Li Chensi, Tu Jiaying, Rugare Mukanganga, Cai Jing et Joseph Olivier Mendo'o pour leur participation à la rédaction et à la coordination. Nous remercions également Yang Long pour son soutien à la conception du rapport et l'Académie de traduction du Groupe de communication internationale de Chine pour son soutien à la traduction et à la consultation du rapport et Feng Xin.

Publication du rapport :

Merci à Zhejiang Financial Assets Exchange/China Africa Supply Chain Research Institute et à Fang Tong Zhou Holdings, pour leur soutien considérable à l'édition et à la publication du rapport en anglais, en français et en chinois.

Étude de cas :

¹⁸⁵ Chronique ONU (2020). Promouvoir une industrialisation durable en Afrique. <https://www.un.org/zh/115446>

Les 19 cas présentés dans le rapport proviennent du CABC et de 40 entreprises étudiées par les équipes de rédaction, dont des entreprises membres du CABC et des entreprises à capitaux chinois en Afrique. Nous remercions les antennes du CABC, ainsi que ses partenaires dont le Bureau du représentant au Nigeria, le Bureau de Hangzhou, le Bureau de Qingdao, le Bureau de Guangzhou, le Bureau de Changsha, le Comité de travail logistique, l'Alliance Chine-Afrique pour l'industrie de la santé, et le Comité de travail des entrepreneurs successeurs.

Établissements participants :

Au cours de nos études, de nombreux établissements ont fourni des conseils et des informations générales. Nous remercions le groupe Bank of Africa – BMCE et China Watch Institute pour ses points de vue constructifs. Nous tenons à remercier l'Académie de traduction et d'interprétation du Groupe de communication internationale de Chine pour le soutien précieux apporté à la traduction de ce rapport. Nos remerciements particuliers vont à Wu Xiaorui, Dr. Martin Ward, Liu Junhuan, Qin Su, Liu Mengge et Wang Yunhang.

Experts et chercheurs :

Nous remercions les experts et les chercheurs dans des domaines multidisciplinaires qui ont fourni des suggestions constructives dans l'élaboration de ce rapport – Hao Rui, Xu Zelai, Ma Ping et Li Hongfeng.

Merci à nos collègues et partenaires du Chine-Africa Business Council – Wang Jiang, Feng Qiang, Qu Peiran, Li Xuwei, Chen Shupeng, Zhao Dan, Wang Yan, Zhu Ziwei, Song Shujun, Xi Tong, Li Xinwei et Zhou Yun pour leur assistance dans les enquêtes auprès des entreprises, le recueil des données, la révision de textes et la mise en page, ainsi que d'autres contributions importantes.

Groupe de recherche des rapports Investissements
de la Chine en Afrique 2024
Beijing, août 2024

Publication supported by



Fang Tong Zhou Holdings



China-Africa Supply Chain Research Institute



